

# l'Action Syndicaliste

A.I.T. Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste Française A.I.T.

(Non destiné à la vente publique)

## La guerre inutile et désastreuse !

La guerre, en Europe, entre dans sa phase finale. Elle ne tardera guère, non plus, en Extrême-Orient, à faire de même.

Et, par un singulier paradoxe, c'est le moment que choisissent — ou plutôt qu'on leur impose — la Turquie, l'Égypte, l'Arabie, le Liban, la Syrie, etc., pour déclarer la guerre aux puissances de l'Axe. Guerre *symbolique* exclusivement d'ailleurs, puisque ces puissances n'enverront aucune force armée sur les théâtres d'opération.

Mais pour la France, il en va autrement. Certes, celle-ci était déjà dans la guerre. Elle avait des forces importantes sur le Rhin et ailleurs et ne demandait, « pour son prestige, sa grandeur et l'importance de son rôle dans le monde », aujourd'hui et plus tard, qu'à en avoir davantage. Après l'avoir boudée longtemps, on la comble. La mobilisation des classes 43 et 44 était déjà un fait accompli. Celle des classes 40, 41 et 42 suivra au 1<sup>er</sup> avril. Les Anglo-Américains, qui ont beaucoup plus de goût pour les affaires que pour se battre, les armeront... et enverront des techniciens financiers et économiques, pour servir les intérêts de leurs trusts. L'armée française « populaire » reconstituée comptera alors, pour l'assaut final, en Europe et en Asie, compte tenu de ce qui est déjà en ligne, *plus de deux millions cinq cent mille hommes*. Ce sera « une grande armée », digne de la France, comme le veulent tous les Partis et Mouvements de résistance, communistes en tête.

Mais que penseront de cela tous les jeunes hommes qu'on envoie à la tuerie, pour l'honneur du drapeau, le prestige de la France et... les intérêts des grands trusts anglo-américains, si sévèrement condamnés par M. Wallace, ancien vice-président des Etats-Unis?

Le leur a-t-on demandé? Non et ils murmurent déjà. Ils n'ont pas tort, parce qu'ils sentent très bien qu'ils ne vont au « casse-pipe » que pour défendre, sous couleur « de prestige et de grandeur » *des intérêts industriels*, comme le disait si bien Anatole France.

Que leur importe, à eux qui n'ont rien, pour la plupart, que M. de Gaulle ait et fasse une politique de grandeur, de prestige et participe, en égal aux trois grands, à la Conférence de San-Francisco. Que leur importe aussi que la France soit ou ne soit pas parmi les *puissances dictatoriales du monde*, pour dicter la paix, cette paix qui sera une aggravation inintelligente de celle de Versailles? Que leur importe encore que le drapeau de l'impérialisme français, celui des grandes Congrégations économiques, floite partout, dans les quatre coins du Monde et particulièrement à Saïgon?

Quel intérêt ont-ils à ce que tout cela soit? Aucun, certainement.

On ne s'étonnera pas qu'ils protestent aujourd'hui et que, demain, ils demandent brutalement des comptes à ceux qui ont voulu, à toute force, faire d'eux des héros.

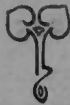
(Suite page 2)

## UNITÉ ET COORDINATION

Un vent d'unité a soufflé sur le pays et sur le monde. Quelles que soient les opinions et les positions, tous ont voulu joindre leurs efforts, pensant que l'heure des grandes réformes avait sonné au cadran de l'Histoire. Les heures s'égrèment, rien ne bouge, rien de nouveau apparaît. Des déceptions et des rancœurs se font sentir. Pourtant rien n'autorisait à croire en un changement possible du régime, de sa structure et de ses mœurs. C'est dire que ce courant d'unité était plus sentimental que réaliste. Aujourd'hui, il se heurte à des obstacles qu'il n'avait pas calculés et prévus au cours de ces longues années d'oppression hitlérienne et pro-fasciste; la politisation accentuée du mouvement syndical. Et maintenant tout est à recommencer, tout est à refaire. Il y a simplement un déplacement du terrain sur lequel on doit et on veut agir. Ce n'est plus de l'extérieur mais chez l'adversaire qu'il faut, en ce moment, entreprendre la lutte.

A cette tâche plus on est nombreux, plus de chance de réussite on possède. Les concours ne peuvent manquer, car nos aspirations sont en partie partagées par d'autres. Incontestablement, l'indépendance du mouvement syndical envers les gouvernements et les partis politiques, l'interdiction du cumul des mandats politiques et syndicaux, le retour à une véritable démocratie syndicale, l'internationalisation de la lutte des classes, ne sont pas l'apanage exclusif des syndicalistes révolutionnaires. Ce sont des mots d'ordre susceptibles de rallier des courants qui, pour des raisons diverses et des buts différents, en éprouvent le besoin et la nécessité. Il est compréhensible que des désaccords peuvent surgir au sein de ce rassemblement d'éléments dissemblables par leur philosophie sur l'opportunité ou l'application d'une proposition donnée. Mais de la confrontation des idées il faut s'efforcer de réaliser une synthèse qui écarte tout danger de dislocation. Et puis, que craindre si les syndicalistes révolutionnaires sont étroitement unis et fortement groupés dans la F.S.F., cette dernière restant l'organisation syndicaliste par définition et par principe.

C'est cette unité-là que nous devons créer et animer. Elle sera féconde en résultats pour le syndicalisme si nous savons travailler avec intelligence, parce qu'elle repose sur des assises préalablement étudiées et que le redressement syndical sera un pas immense d'accompli pour l'émancipation des travailleurs.



# Socialisation centraliste ou

*Le Rapport sur la Syndicalisation qu'on lira ci-dessous était, primitivement, destiné au Comité de Coordination.*

*Mais ce Comité étant un mouvement composé des diverses minorités de la C.G.T., si elles sont d'accord sur la nécessité de défendre l'indépendance et l'autonomie du syndicalisme, de faire prévaloir la lutte de classes et d'internationaliser celles-ci, dans le cadre de la charte d'Amiens, peuvent par ailleurs différer d'opinion sur l'interprétation de cette charte, la Fédération Syndicaliste Française, qui est l'une de ces minorités, avait le devoir de garder ce rapport par devers elle, pour le moment, de le vulgariser, afin de le faire bien comprendre.*

*Lorsque les diverses minorités du Comité de Coordination l'auront discuté, examiné et pris, à la lueur des faits, position éclairée par notre Rapport, nous demanderons au Comité de Coordination de le discuter et, à leur tour, de déclarer, sans ambiguïté, quelle position il adopte, sur la question, en tant qu'organisme minoritaire de la C.G.T. L'As-emblée générale, parfaitement renseignée, se prononcera, en toute liberté et en toute souveraineté.*

La F.S.F.

A peine constitué, notre mouvement de la minorité syndicaliste de la C.G.T. est obligé d'aborder le grave problème de la reconstruction de la paix et du monde.

Ne nous en plaignons pas. Soyons, au contraire, satisfaits de l'occasion qui se présente à nous et saisissons-la.

Aussi bien, nous étions préparés depuis longtemps à cette tâche. Elle ne nous surprend, ni ne nous oblige à un travail que nous pourrions redouter.

Acceptons-la donc, et consacrons-y nos efforts sans tarder davantage.

Je crois avant tout, qu'il convient de donner une définition de la *Syndicalisation*, pour en faire bien connaître la portée. Après, nous ferons ressortir ce qui la distingue de la Socialisation et pourquoi nous avons opté en faveur de la première.

La *Syndicalisation* ne peut être réalisée ni par l'Etat, ni au moyen de réformes de structure, si audacieuses soient-elles.

Elle ne peut être que l'œuvre du syndicalisme lui-même. Elle ne sera instituée que par la Révolution sociale, dont l'acte initial sera la *grève générale insurrectionnelle et expropriatrice*.

La *Syndicalisation* a pour but de remettre entre les mains des travailleurs et consommateurs, tous les moyens de production, de consommation, de répartition, d'échange et de communication; de confier à chacun des intéressés, par le canal de leurs organisations qualifiées, l'administration et la gestion de l'économie générale du pays.

Un tel changement ne peut être obtenu par des réformes de structure. Il faut qu'il ait *dépossession et prise de possession*.

L'une et l'autre exigent l'intervention de la révolution sociale et non le simple remplacement d'une équipe politique par une autre.

C'est donc par la *grève générale expropriatrice et insurrectionnelle*, déclanchée par les travailleurs organisés, que la *dépossession*, c'est-à-dire la suppression de la propriété individuelle s'effectuera. C'est par le même acte que la *prise de possession* et l'établissement de la *propriété collective* auront lieu.

La grève générale insurrectionnelle et expropriatrice est, par elle-même, par le caractère de son déroulement et les fins qu'elle poursuit, un acte *constructif*. Elle frappe à la fois de *déchéance* l'Etat en fonction, comme la propriété; elle indique aussi la volonté d'instituer un nouvel ordre social, où l'Etat

*n'a plus sa place*. Son action s'étend à la campagne comme à la ville.

Non seulement elle permet d'arrêter partout à la fois, la production, mais, du fait même de son existence, elle marque la volonté des travailleurs de *cesser* définitivement, cette production en régime capitaliste.

Enfin, après le temps d'arrêt nécessaire — le plus court possible — elle indique que les travailleurs ont pris *possession* des lieux de travail et qu'ils sont prêts à les remettre en marche pour le compte de la collectivité et sous le contrôle de ses institutions, en accord avec les travailleurs des champs et après avoir organisé les échanges avec ceux-ci.

Par ces *trois opérations*, les travailleurs organisés indiquent leur volonté expresse de *déposer* l'ordre ancien, de se débarrasser de son gérant de classe: l'Etat; de donner naissance à un ordre nouveau, à des institutions nouvelles, le tout administré par eux et pour le bien commun.

Naturellement, la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice est une *arme uniquement et spécifiquement syndicaliste*.

## La guerre inutile et désastreuse

(suite de la page 1)

Ce jour-là, ils peuvent être sûrs de nous trouver à leurs côtés pour les soutenir et les défendre contre les responsables de leur martyre.

Ce sont les trusts français — et ceux qui participent aux trusts internationaux — qui ont dicté cette politique à de Gaulle, qui ne demandait, en bon militaire, pas mieux que de la faire, de son côté.

Les partis, *tous les partis*, y ont collaboré et poussé à la roue. Passe encore pour ceux qui ne se réclament pas de la classe ouvrière. Mais les autres? Oublieux de leurs doctrines, reniant leurs principes, ils ont toute honte bue. C'est à ceux-là, d'abord que les travailleurs devront demander des comptes.

Et qu'on ne vienne pas, ici, nous dire que c'était indispensable!

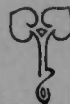
Le fascisme est à terre. Il ne peut tout au plus que prolonger son agonie de quelques semaines. Il est vaincu définitivement et ne s'en relèvera pas. On le sait. Alors, à quoi bon cette mobilisation de 5 classes, de d'autres demain, peut-être?

Les Français n'ont-ils assez payé en 1939-40 et surtout pendant l'autre guerre, où plus de 1.500.000 d'entre eux furent tués et le double, au moins, meurtris à jamais?

Eux, toujours eux, encore eux, cependant que tous les capitalistes, et spécialement ceux d'Amérique, accumulent entre leurs mains tout l'or du monde et « gagnent » avec le sang des autres, des fortunes aussi scandaleuses que colossales?

A bas la guerre! Vive la Paix, celle des Peuples libres!  
Vivent les Etats-Unis du Monde!

# Syndicalisation fédéraliste ?



Aucun paiti, aucun groupement ne peuvent ni la manier, ni l'utiliser contre le gré des travailleurs.

Pour utiliser la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice, il faut que les travailleurs s'y prêtent et consentent à la faire pour d'autres fins que les leurs.

Pourquoi s'y prêteraient-ils? Pourquoi accepteraient-ils de faire cette grève pour des fins qui leur sont étrangères?

Pourquoi mettraient-ils leur force, leur intelligence, leur arme au service de politiciens qui ne visent, tous sans exception, qu'à les asservir et non à les servir.

Poser ces questions, je crois que c'est en même temps y répondre et les résoudre.

Il ne suffit pas, évidemment, de prendre possession des lieux de travail, en les occupant, ni même de les remettre en marche symboliquement pour marquer l'établissement d'un régime nouveau.

La réalité est beaucoup plus complexe et difficile. Nous le savons.

Nous le savons parfaitement. Nous avons étudié ce problème et nous croyons être capables de le résoudre correctement, à l'aide du système économique, administratif et social qui a fait ses preuves en Aragon, en 1936 et 1937.

Selon nous, la première chose à faire c'est l'inventaire immédiat de toutes les entreprises. Elles seront, ensuite, classées par industrie et remises au syndical local qualifié.

C'est celui-ci qui aura la charge, par le canal de ses sous-organismes, le Conseil d'Entreprise et le Comité de Gestion, de prendre les entreprises en charge, de les faire fonctionner et de les administrer, pour le compte du régime nouveau. La direction des entreprises sera assurée par des personnes choisies par le Conseil économique local, régional ou national, selon l'importance de l'entreprise.

Ces personnes seront responsables socialement devant les travailleurs de l'entreprise et techniquement devant l'organisme qui les aura désignées. En cas de conflit, c'est la Commission d'arbitrage, à l'échelon régional ou national qui tranchera le différend.

Toutes les entreprises d'une même localité dépendront de l'Union locale des Syndicats. C'est elle qui sera le représentant moral de la collectivité, et c'est le Conseil économique local qui sera chargé, en accord avec les représentants locaux de la consommation, d'assurer la marche des entreprises locales; l'approvisionnement en matières premières ou en produits demi-fins, l'enlèvement des produits achevés et leur remise aux services de la consommation.

Les rouages locaux seront donc: Comités d'Entreprises et Comités de Gestion, contrôlés par les Syndicats: Syndicats, Union locale des Syndicats et Conseil local économique.

On les retrouvera, identiques et fédérés au premier degré sur le plan régional et, toujours identiques et fédérés au second degré, sur le plan national, où seront également fédérés, les Syndicats groupés sur le plan industriel.

Comme on le voit, le système est à la fois simple et souple, homogène et complet. Il permet de passer facilement de la localité à la région, de la région au pays tout entier et, avec la même facilité, du pays à l'univers entier si on crée — et la nécessité y obligera — un Conseil économique international à côté de l'organisme international qui aura charge d'administrer le monde dans la paix.

Ce Conseil économique international sera le régulateur de l'économie mondiale, d'une économie des besoins, renseignée par la consommation, ordonnée par la production et coordonnée par les conseils économiques aux divers échelons.

Si l'on ajoute à cela que, dans chaque pays, on créera un

Office des échanges intérieurs et un Office des échanges extérieurs qui auront charge: le premier de faire circuler et répartir les productions à l'intérieur, de remettre l'excédent à la disposition des échanges extérieurs; le second, de prendre en charge et d'échanger, avec l'extérieur, l'excédent de production; d'établir, autant que possible, le clearing-marchandises entre les pays, on aura à peu près tout dit sur le fonctionnement d'un système général reposant sur la Syndicalisation.

En tout cas, on en aura assez dit pour que tout le monde puisse se rendre compte de la valeur d'un tel système et, aussi, de la différence qui la sépare de la Socialisation, système politique, qu'on prétend pouvoir réaliser par de successives réformes de structure sans révolution, par l'institution progressive du capitalisme d'Etat et le canal de l'économie dirigée.

Toutefois, il nous paraît utile, pour que ne subsiste aucune confusion dans les esprits, de dire rapidement en quoi consiste la Socialisation.

La Socialisation a pour but de supprimer la propriété individuelle et d'instituer la propriété collective. C'est son seul point commun avec la Syndicalisation.

Mais au lieu de remettre directement les instruments de production, de consommation, d'échange et de consommation entre les mains des travailleurs, elle les remet entre les mains de l'Etat, gérant du syndicalisme nouveau.

C'est donc l'Etat, considéré comme le représentant de la collectivité nouvelle, qui gère et ordonne, en même temps qu'il commande à tout, à tous. C'est le régime du capitalisme d'Etat. L'Etat socialiste remplace l'Etat bourgeois... ou le continue, comme on voudra.

Sans doute est-il obligé d'associer, dans une certaine mesure, celle qu'il décide, les travailleurs à sa tâche, sur le plan économique.

Comment pourrait-il faire autrement, pour obtenir leur concours?

Mais c'est lui, et lui seul qui commande. Ce sont la fiction et l'entité qui ordonnent. Et c'est le travail: cette réalité, cette force créatrice unique qui obéit et exécute. Ainsi le vent — renversé — l'ordre des valeurs réelles.

Une fois de plus on construit la maison en commençant par le toit et on achève par le pied, ce qui aurait dû l'être par le haut.

Qu'importe. L'essentiel n'est-il pas que se perpétue, sous des formes nouvelles, le centralisme étatique?

C'est l'erreur, mille fois dénoncée qui continue. Le monde nouveau comme l'ancien, marchera sur la tête au lieu de se trouver enfin sur les pieds.

La Socialisation représente le système le plus parfait du point de vue étatique; le capitalisme d'Etat est la formule idéale du centralisme étatique, et l'économie dirigée par l'Etat est le système le plus complet d'exploitation de l'homme par les institutions.

Tout cela est sans doute très bien du point de vue Socialiste autoritaire.

Mais nous le nions, au nom de notre doctrine fédéraliste.

Nous ne saurions accepter ces buts qu'on nous propose. Ils sont diamétralement opposés à ceux que nous poursuivons.

C'est pour cela que nous rejetons, en bloc, la Socialisation, le Capitalisme d'Etat et l'Economie dirigée, et que nous nous rallions, sans réserves, à la Syndicalisation, formule de réalisation du véritable socialisme moderne, expression parfaite, dans les faits et dans la vie, du Fédéralisme en action.

# LES JEUNESSES SYNDICALISTES renouent avec la tradition...

B.D.I.C

## A un tournant décisif pour le syndicalisme.

Au moment où les organisations de jeunes, de quelle couleur politique que ce soit, ont fait faillite ou trahi, il est du devoir des jeunes qui ont conservé leur position de classe, de renforcer leur organisation révolutionnaire: la Jeunesse Syndicaliste Révolutionnaire.

C'est au sein de cette organisation qu'ils pourront forger leur éducation pour pouvoir combattre demain auprès de leurs camarades adultes dans les assemblées syndicales et apporter les mots d'ordre véritables du syndicalisme.

C'est pourquoi nous lançons un appel aux jeunes sympathisants de notre mouvement. Pas de défection! Tous à votre poste pour le combat final!

Les Jeunesses Syndicalistes Révolutionnaires se réunissent tous les vendredis chez Buathier, 106, quai Jemmapes, Paris-X<sup>e</sup>, à 19 h. 30.

## Réflexions du moment

### ÉGALITÉ

Le Maréchal Tcherniakowsky est mort à la suite de blessures reçues sur le front de l'Est.

Le gouvernement soviétique a décidé d'allouer la somme de 225.000 roubles à sa famille. De plus, sa veuve touchera une pension à vie et mensuelle de 200 roubles, ses enfants une pension de 100 roubles par mois et l'accession aux écoles de tous les degrés.

Nous aimerions savoir à combien est estimée la peau d'un brave moujik.

### FRATERNITÉ

Un de nos militants, à l'exode en juin 1940, s'était vu licencié de l'usine où il travaillait. Il y a quelque temps, il faisait une demande de réemploi à la direction qui accepta. Il se rendit à l'usine et commença son essai. Mais le délégué communiste ne l'entendait pas ainsi. Il lui déclara être indésirable dans l'usine en raison de son activité antérieure. Etant membre de la C.G.T., il fit soulever son cas à la C.E. de la Section syndicale qui confirma la décision du délégué, pour son attitude « anarcho-syndicaliste et pro-fasciste ».

Voici un exemple qui caractérise pleinement la duplicité et les intentions de ces fibustiers du syndicalisme.

Louvoyer, ruser là où les syndicalistes ont de l'influence, leur inspirer confiance pour les désarmer et ensuite les réduire. Mais où le rapport des forces joue en leur faveur, agir implacablement, même par les moyens les plus odieux, sans moralité et sans mentalité, contre les exploités qui n'ont aucune sympathie pour « le fils du peuple ».

## Camarades, aidez-nous !

La liberté relative dont nous jouissons ne nous permet pas de paraître officiellement et de pouvoir vendre « l'Action Syndicaliste », alors que nos frais par contre n'en sont que plus élevés.

Pour que « l'Action Syndicaliste » puisse continuer de paraître, *Camarades, aidez-nous.*

Faites parvenir les fonds par vos collecteurs.

Le syndicalisme est à un tournant de son histoire. Depuis des années il joue un rôle effacé, submergé par les partis organisés à l'intérieur des syndicats. Il s'est tenu d'abord sur la défensive, puis est allé de reculades en défaites et en capitulations devant des adversaires décidés à le supprimer. C'est qu'il pourrait être une force dangereuse, puisant son énergie dans les couches populaires et leurs aspirations. Les partis ne peuvent que vouloir son anéantissement; ils savent qu'ils n'auront aucune grâce, eux, le capitalisme et l'Etat, dans une transformation syndicaliste de la société. Ils y ont réussi en partie. Leur hégémonie sur le mouvement ouvrier est incontestable; l'éviction des syndicalistes, méthodique, est indéniable. Le but conditionne les moyens; l'injure, la calomnie, la diffamation, toutes les armes empoisonnées sont utilisées contre nous. Contre cela, les réactions de nos milieux sont inopérantes et inefficaces. Non pas parce que les syndicalistes sont dénués de courage physique et moral, mais parce qu'ils agissent dispersés et sans cohésion. Par conséquent, si nous voulons reprendre notre place dans le mouvement syndical, il faut changer radicalement notre comportement syndical. Il faut qu'ils s'organisent par affinités, il faut que tous les syndicalistes authentiques créent leur groupement de combat, d'animation et d'impulsion. La F.S.F. répond à ce besoin. Elle n'a aucune pointe dirigée contre les courants syndicalistes qui veulent faire œuvre utile en dehors de nous. Mais elle défendra nos convictions pied à pied, publiquement ou sur le terrain choisi par nos adversaires. Des esprits timides et scrupuleux, soucieux de la légalité, penseront que c'est la constitution d'une fraction qui nous préoccupe. Non, c'est la matérialisation d'un vieux principe syndicaliste; celui des minorités agissantes. Et puis que ne voit-on les Syndicats évoluer, se modifier, se vider de leur définition et de leur rôle ancien pour devenir des Comités d'action groupant les adhérents ou partisans de partis politiques. Ils deviennent le point de rencontre où s'affrontent ouvertement ou sournoisement les partis qui briguent le pouvoir politique. Et bien dans ces Comités d'action qui sont plus des conglomerats de tendance que des syndicats; nous devons nous présenter dans les mêmes conditions que les autres. C'est la condition *sine qua non* d'un redressement syndicaliste.

## S. I. A. a besoin de vos efforts...

... soutenez-la si vous voulez que tous ceux qui sont exilés reçoivent le réconfort moral et matériel auquel ils ont droit.

### Fédération Syndicaliste Française

Permanence tous les jeudis, de 18 heures à 19 heures

106, Quai Jemmapes, Paris (10<sup>e</sup>)

Pour renseignements:

Ecrire à René, Maison BUATHIER

106, Quai Jemmapes, Paris (10<sup>e</sup>)

Anciens Camarades de la C.G.T.S.R., militants syndicalistes, rejoignez la **FEDERATION SYNDICALISTE FRANÇAISE**

# l' Action Syndicaliste

A.I.T. Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste Française A.I.T.

(Non destiné à la vente publique)

## LA PAIX AVORTÉE

Nous n'avons plus d'illusion à garder : la Paix qu'on croyait possible, par un effort général de bonne volonté, de compréhension et d'humanité est morte. La diplomatie secrète l'a tuée à Dumbarton Oaks et à Yalta; celle de San Francisco l'achèvera, s'il en est encore besoin.

Cependant, si bien gardés que soient les secrets, il arrive toujours un moment où le vent du large soulève un coin du voile qui cache la vérité et livre aux regards curieux des peuples ce qu'on veut leur cacher.

Nous connaissons donc, maintenant, sinon tout ce qui s'est passé aux conférences précitées, du moins une partie des décisions qui y furent prises et ce que nous savons n'est pas fait pour nous rassurer, bien au contraire.

En dehors des accords qui sont secrets et le restent, nous avons appris, notamment : qu'on avait institué un *Comité mondial de sécurité*, un *Conseil économique et social dépendant de la Société des Nations*, nouvelle manière et une *Cour de Justice internationale*.

Bien que nous n'ayons que des « lueurs » sur le caractère et le fonctionnement de ces organismes, nous savons cependant :

1° Que le *Comité de sécurité* repose exclusivement sur les trois grandes puissances qui sont les vainqueurs militaires et économiques de la guerre; que leur tutelle devient, dans ces conditions, une hégémonie inacceptable et intolérable; que ce fait implique que la Société des Nations sera l'instrument de cette hégémonie et que, contre celle-ci, se dresseront toutes les autres Nations écartées de la direction des affaires mondiales, ce qui n'est pas, précisément, un gage de Paix durable. Une telle Paix, qui n'est ni juste, ni réelle, ne saurait avoir notre agrément;

2° Le *Conseil économique international* ne sera qu'un appendice de la nouvelle Société des Nations et, comme tel, ne pourra prendre les décisions qu'exige la situation actuelle en toute indépendance, ni les mesures vigoureuses que nécessitent les circonstances. Il ne répond donc ni à notre conception, ni aux exigences impérieuses du moment;

3° Le *Conseil social international*. Plus encore que le Conseil économique, il est insuffisant et ne saurait remplir le rôle qui doit être le sien, par destination. Il n'a, pour cela, ni la liberté, ni l'initiative, ni la responsabilité désirables et on ne voit pas bien, tel qu'il nous paraît devoir fonctionner, quelles peuvent être exactement ses tâches réelles, ni celles qu'il pourrait assumer, le cas échéant.

Nous ne dirons rien de la *Cour suprême de Justice internationale*, dont nous ignorons tout, mais il semble bien que, si

elle veut faire œuvre utile, elle devra commencer par reviser le droit international tout entier et dire quel doit être le nouveau droit correspondant à notre époque.

A notre avis, c'est sous un autre angle, tout différent, qu'il fallait envisager ces questions et les résoudre, pour être dans la ligne logique de la vérité. Voici ce que nous pensons à ce sujet :

1° En ce qui concerne le *Comité de sécurité*, nous croyons fermement que cet organisme doit être le prolongement, sur le  
(Suite en page 2.)

### PREMIER MAI PAS MORT

Le 1<sup>er</sup> mai ne sera pas ce que les bonzés confédéraux auraient voulu qu'il fut; une manifestation d'union sacrée pour la guerre. C'est aussi la démonstration de leur présomption en affirmant représenter la volonté ouvrière.

Le C. C. N. de la C. G. T. avait décidé qu'il ne serait pas chômé en raison des circonstances qui exige un effort accru pour le relèvement militaire du pays.

Cette décision rencontra une hostilité presque unanime. Dans les usines comme dans les syndicats le mécontentement explosa parfois violemment. Des résolutions et des protestations, les commentaires désabusés qui les accompagnaient, marquaient une volonté différente et en opposition aux élucubrations confédérales. Les ouvriers, auxquels les dirigeants tentèrent d'expliquer leur position, leur firent entendre nettement qu'ils étaient las des maquignonnages et des renoncements.

D'autre part, les majorations des impôts indirects produisant leurs effets, la remise en ordre des salaires qui aggrave le désordre pourtant grand dans ce domaine, multiplièrent les motifs de friction avec les dirigeants confédéraux en faisant apparaître la nécessité d'une action positive immédiate.

Par conséquent, il devenait indispensable de rendre un peu de lustre à un blason terni par huit mois de palinodies et de trahisons. Il fallait aussi tenter d'enrayer l'inquiétant courant de désaffection qui pousse les ouvriers écœurés à désertier l'organisation plutôt que de subir une politique syndicale qui va à l'encontre de leurs intérêts.

Voilà pourquoi, en fait, la C.A. de la C.G.T. a été convoquée précipitamment, et non pas, comme le laissait entendre le communiqué du bureau confédéral, pour prendre une décision relativement à l'augmentation du prix du pain et sur l'établissement ministériel du taux des nouveaux salaires.

Cette mise en scène ne nous trompe pas. Nous savons pertinemment que leurs attaches politiques et leur solidarité envers le gouvernement les privent de toutes vellétés d'action, qu'ils ne pouvaient apporter qu'un apaisement apparent aux ouvriers inquiets sur leur avenir.

Effectivement, la décision de la C.A. est un compromis boi-  
(Suite en page 3)

## La Démocratie Syndicale en déclin

Deux conceptions régissent le régime intérieur des organisations ouvrières, ou se réclamant d'elle, et forment un principe de réorganisation sociale: le centralisme démocratique et le fédéralisme.

La première est enfant du marxisme. Mais la paternité peut être accordée à Frédéric le Grand qui avait inclus le centralisme dans ses théories de rénovation nationale et sociale.

Par le centralisme démocratique, l'organisation est considérée comme un tout unique, avec des instances supérieures échelonnées d'où viennent les directives politiques et d'action. Il subordonne l'individu au tout, le transforme en un rouage d'application des décisions prises, qu'il ait participé ou non à leur élaboration. Les organismes centraux sont tout puissants pour déterminer l'orientation de l'ensemble et prendre les mesures qui engageront formellement et obligatoirement chaque membre de l'organisation. Les fonctionnaires sont choisis par voie de cooptation, qui entraîne un népotisme carriériste, ou sur proposition et présentation de candidats par les organes dirigeants, après acceptation des instances hiérarchiquement placées au-dessus, au moment de leur renouvellement.

Le centralisme, même baptisé démocratique, est profondément débilitant en limitant les activités intellectuelles des adhérents pour en faire uniquement des mécanismes d'exécution. Il paralyse toute action positive en supprimant l'initiative individuelle. C'est la caporalisation érigée en système politique, de la base au sommet de l'organisation.

Le fédéralisme lui est diamétralement opposé. L'organisation est constituée par l'adhésion volontaire de groupements autonomes qui ne sont liés que par une communauté d'intérêts. Les organismes directeurs sont la représentation effective de toutes les manifestations et de toutes les volontés particulières ou collectives. L'homme, au lieu d'être un instrument, se sert de l'organisation comme instrument de libération. C'est lui qui discute, propose et décide du destin de l'organisation. S'il est en minorité, il accepte les décisions de la majorité au moment de l'action, sans pour cela faire abstraction des opinions qu'il estime justes. Il désigne lui-même ses représentants dont le rôle est celui d'administrateur et, d'autre part, de faire appliquer les décisions adoptées par la masse des adhérents.

Le fédéralisme est par conséquent vivifiant. Il stimule l'étude et la critique des phénomènes sociaux en plaçant l'intéressé devant ses responsabilités. Il suscite une émulation féconde pour la recherche des meilleures solutions aux problèmes matériels immédiats et d'avenir.

Le centralisme démocratique est essentiellement politique; il ne peut exister que dans des partis, des organisations et des mouvements politiques, politisés ou prolétariens. Le fédéralisme est l'apanage exclusif des organisations spécifiquement ouvrières.

Les organisations ouvrières de résistance, dont la direction est convoitée par les partis qui aspirent à la direction unique du mouvement ouvrier, c'est-à-dire à sa mise en tutelle, prennent, de plus en plus, le caractère d'organisations auxiliaires de ces partis. Au fur et à mesure que leur politisation s'accroît, le centralisme se développe. A cet égard, le cas de la C.G.T. est tout à fait typique. Depuis le Congrès de Toulouse, grâce au travail fractionnel des deux plus importants partis marxistes (moins de celui dont la politique est particulièrement axée sur l'action parlementaire que de l'autre), des fédérations et des syndicats ont été colonisés; leur régime intérieur, comme leur structure ont été réglés d'après les mobiles qui inspirent la politique organisationnelle de ces partis.

La démocratie syndicale, qui est l'expression quintessentielle du fédéralisme, après avoir subie tous les outrages des politiciens, a été bafouée puis supprimée. Aujourd'hui, des fédérations sont mises totalement en état de sujétion. Les directions pensent, ou veulent penser, pour la masse, à qui est réservée la mission de figurante et d'exécutante. Les dis-

cussions et les consultations sont bannies; l'appareil bureaucratique devient omnipotent jusqu'à absorber toute l'activité syndicale.

Jusqu'où cela ira-t-il? On ne peut le prévoir. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que les ouvriers expriment leur mécontentement d'une façon peu originale, selon les moyens dont ils disposent; par la désertion des syndicats.

Si nous ne voulons pas connaître les effets désastreux de cette politique qu'a connue la C.G.T.U., il serait temps que les syndicalistes, s'élevant au-dessus des mesquineries, réalisent que c'est de leur cohésion que renaîtra la démocratie syndicale et que les syndicats retrouveront leur vraie physionomie.

## LA PAIX AVORTÉE

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

plan international, des Comités locaux, régionaux et nationaux de sécurité. Ces Comités doivent, à notre avis, fonctionner avec le concours de forces issues du peuple, contrôlées et armées par lui et pour son service exclusif. De telles forces armées, de par leur existence, font disparaître les armées permanentes. Ceux qui les composent doivent pouvoir, à tout moment, quitter l'outil pour prendre le fusil et, le péril passé, quitter le fusil pour reprendre l'outil. Seules des forces de cette nature sont capables de faire face à un danger réel couru par la Paix, à une échelle quelconque et de mettre rapidement à la raison les perturbateurs quels qu'ils soient et dans leur propre pays, ce qui est essentiel;

2° A notre avis, le *Conseil économique international* doit avoir pour mission d'assurer la régularisation de l'économie mondiale et celle-ci doit être renseignée, ordonnée, coordonnée, en même temps qu'elle doit être de caractère distributif, par opposition à l'économie individualiste et libérale, dont la faillite est totale, ainsi qu'aux économies accaparées — chères à la synarchie des trusts — ou dirigées et étatiques, qui sont celles des partis, par défaut de moyens réels d'exécution. On conçoit que, pour remplir toute sa tâche, de façon convenable, le *Conseil économique international* doit être indépendant et libre, de même qu'il doit être l'expression ultime, suprême, des Conseils économiques nationaux, organes techniques des Centrales syndicales des travailleurs organisés;

3° De même, le *Conseil administratif et social international* doit être le prolongement naturel des Conseils nationaux de même nature et libres, pour pouvoir assumer la besogne qui lui incombe et qui est: l'harmonisation des structures organiques des peuples, afin de constituer un système universel homogène, souple et fortement charpenté, capable d'éliminer les sources de conflit entre les peuples. Si nous admettons volontiers qu'on ne puisse réaliser cette harmonie d'un seul coup et créer, entre tous, l'identité totale, nous croyons fermement qu'il faut, au moins, réaliser la *plus grande analogie possible* entre les rouages institutionnels de tous les pays, sur le triple plan administratif, économique et social. C'est là, à notre avis, la garantie essentielle de la Paix, comme nous la concevons, c'est-à-dire permanente.

Comme on le voit, ce qu'on nous propose est bien loin de répondre à nos désirs.

A nous d'être assez tenaces, intelligents, persévérants, pour faire régner enfin la paix que nous voulons entre tous les peuples de la terre: une paix juste, humaine et fraternelle!

teux en faisant du 1<sup>er</sup> Mai une journée de liesse populaire récupérable pour certaines catégories de travailleurs tout en donnant, objectivement, l'assurance au gouvernement que ses soucis en matière d'armement sont les siens.

Quoi qu'il en soit, ce 1<sup>er</sup> Mai marquera un pas important vers une reprise de conscience de classe ouvrière. C'est le début à un retour aux 1<sup>er</sup> Mai du passé, ceux qui firent trembler la bourgeoisie.

Mais puisque nous sommes sur la résolution de la C.A., disons ce que nous en pensons. Comme le parti communiste — ça se comprend — elle réclame l'application du programme du C.N.R. que les syndiqués n'ont jamais discuté. A cela, nous opposons la syndicalisation des moyens d'échange, de production et de répartition. Les réformes de structure n'ont de valeur pour nous que si elles sont le prolongement de réformes révolutionnaires modifiant radicalement l'ordre social.

Aux augmentations du prix des denrées, des produits industriels et du pain, nous opposons l'échelle mobile des salaires et traitements, après rajustement au coût de la vie, en prenant comme base de calcul ceux de 1936.

Voici nos mots d'ordre. Il n'y a pas un syndicaliste convaincu qui ne voudra les faire siens. Ou pour une ratatouille politique et électoraliste ou pour une action honnête et raisonnée. Il faut choisir.

## Réflexions du moment

### HIER ET... AUJOURD'HUI

« *Le peuple de France veut la paix!* »  
 « Il demande d'énergiques mesures contre tous ceux qui, par ordre de l'Angleterre impérialiste, voudraient entraîner à nouveau les Français dans la guerre. »  
 « *Travailleurs français et soldats allemands.* »  
 « Il est particulièrement réconfortant en ces temps de de malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistrot du coin. »  
 « Bravo, camarades, continuez, même si ça ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants. »  
 Ce qui précède, ce sont deux échos parus dans un journal ronéotypé, le 4 juillet 1940. Pas dans un journal collaborateur où la brosse à reluire remplaçait le stylo, ni dans un organe de la cinquième colonne mais, cramponnez-vous bien, dans « L'Humanité », organe du grand parti des masses qui réclamaient, en août 1944, l'extermination de tous les « boches ».  
 Epuraton! Epuraton!

## Le « Cri des Jeunes »

Le Bureau fédéral des J.S.R. de la région parisienne prévient tous ses adhérents de Paris et de province que le « Cri des Jeunes », organe officiel des J.S.R., va paraître dans la première quinzaine de Mai.

Nous demandons à tous les jeunes révolutionnaires de lui faire bon accueil. De cela dépend son succès.

Tous les groupes de province vont recevoir une circulaire pour les commandes et des listes de souscription. Nous espérons qu'ils les accueilleront favorablement. De plus nous prévenons nos sympathisants et les camarades de province que pour la sécurité de l'Organisation nous ne pouvons donner aucune adresse. Notre position intransigeante vis-à-vis de la bourgeoisie nous plaçant en quelque sorte dans la situation d'outlaw. Donc, pour nous toucher il sera nécessaire de passer par nos camarades collecteurs ou vendeurs du « Cri des Jeunes ».



Imprimerie spéciale de  
 « L'Action Syndicaliste »

## UN C.C.N. QUI FERA DATE

Pour la première fois depuis le retour à la démocratie bourgeoise, le C. C. N. s'est réuni.

Aux divers échelons de l'organisation confédérale, aucune discussion sur les questions inscrites à son ordre du jour ne l'a précédée. Ça se comprend. Il ne fallait pas mettre à jour le divorce entre les chefs et la masse des syndiqués pour conserver une apparence d'unité et d'unanimité.

Ce fut moins une réunion de militants que de fonctionnaires soucieux de faire avaliser un bilan chargé davantage de pertes que de profits. On y a parlé de beaucoup de choses, surtout pour ne rien dire.

On s'est tu sur les aménagements financiers de M. Pleven — pourtant connus d'eux à ce moment — qui, par le renforcement des impôts indirects et des taxes à la production et sur la consommation de certains produits, pèseront lourdement sur les salaires et traitements pourtant insuffisants.

On s'est tu — alors qu'une importante augmentation du coût de la vie est inévitable — sur la seule revendication capable d'arrêter la course infernale des salaires pour suivre les prix: l'échelle mobile. Sur ce chapitre, on s'est borné à regretter la lenteur des travaux des Commissions Nationales des salaires.

En somme, on s'est tu sur ce qu'il importait de dire pour que les frais de la guerre ne retombent pas sur le dos de la classe ouvrière.

Mais dans un langage très cocardier et patriotard on a appelé celle-ci à des sacrifices qui ne peuvent être qu'unilatéraux, à sens unique, dans une économie capitaliste.

Montrant une carence absolue dans le domaine des revendications, on s'est empressé de creuser la tombe du 1<sup>er</sup> mai (1). Car pourquoi manifester s'il n'y a rien à revendiquer?

En vérité les préoccupations étaient ailleurs. Non seulement il s'agissait d'entériner les décisions de la conférence syndicalo-impérialiste de Londres, mais d'aborder et de prendre position sur un sujet qui domina les autres de beaucoup: la participation politique de la C. G. T. à l'appareil de domination de la bourgeoisie.

On connaît la résolution qui a clôturé ces débats. Cette dernière est un compromis qui marque le début d'une politique contenue en puissance dans celle de l'organisme confédéral depuis plusieurs années. Son indépendance de façade ne pouvait subsister que dans la mesure où des partis de masse n'occupaient pas la place principale sur l'arène politique. Pour qu'il en fut autrement, — et là il faut reconnaître que les militants de la F. S. F. avaient vu juste, — il aurait fallu que la C.G.T. prenne une position de classe sans équivoque, qu'elle rejette toute collaboration avec la bourgeoisie sous quelque forme que ce soit et qu'elle se proclame être un instrument de libération sociale à l'encontre des partis.

En ne le faisant pas, elles renonçaient à son droit d'aînesse au bénéfice des politiciens. D'ailleurs, depuis le congrès d'unité, son rôle essentiel s'effaçait peu à peu pour se limiter à celui d'arbitre des tendances en opposition en son sein. Contre la politisation progressive, la « vieille garde » désemparée ne réagissait pas, manquant de programme, submergée par des adversaires habiles, qui savait, eux, ce qu'ils voulaient, lui grignotant ses positions, lentement mais avec sûreté. Aujourd'hui, ils sont les paravents derrière lesquels s'abritent les fractions d'un parti, en particulier, pour réaliser ses desseins de subordination totale du mouvement syndical.

Dans ces conjonctures, le redressement de la C. G. T. s'avère de plus en plus difficile. Pourtant tout doit être tenté pour le faire. Il faut que les syndicalistes modifient leur comportement, qu'ils ne se refusent pas à analyser les causes de cette situation et à prendre les résolutions qui en découlent. C'est de leur union et de leur cohésion, en menant la lutte contre tout ce qui est étranger au syndicalisme qu'il est possible de mener cette tâche à bien.

(1) Cet article était écrit lorsque fut prise la décision — sous la pression de la base — de chômer le 1<sup>er</sup> mai.

## La Guerre... et la Révolution qui viennent

La guerre en Europe est virtuellement terminée. Celle du Pacifique ne tardera guère à arriver à son terme. Après, viendra la paix, qui ne sera qu'une trêve. Combien de répit? Cinq ans, dix ans peut-être, tout au plus.

Dans quel camp serons-nous « classés » dans la prochaine, si nous n'y mettons bon ordre à temps? Nous aurons sûrement un ennemi « héréditaire nouveau », mais quel sera-t-il? Mystère, et nul n'en pourrait dire actuellement davantage, ni mieux.

Prendons-nous place dans le camp russe ou dans le camp américain? Serons-nous tête de pont de l'Amérique sur l'Europe ou tête de pont de la Russie sur l'Amérique?

Autre mystère que les circonstances se chargeront d'éclaircir. Laissons-les faire, nous ne tarderons guère à être fixés.

Quoi qu'il en soit, la guerre entre la Russie, incontestable vainqueur militaire de cette guerre, et l'Amérique, vainqueur économique non moins indiscutable, est fatale, tout comme l'était, dans le Pacifique, celle entre le Japon et les Etats-Unis. On a parlé de celle-ci pendant près de 50 ans; la prochaine tardera moins.

Qu'on nous comprenne bien: il faut toujours, dans ce monde mal fait, qu'il y ait une hégémonie qui tente de s'exercer. Tour à tour ce furent la France, l'Angleterre, le Japon. Maintenant, la roue tourne et ce sont, après l'éviction de l'Allemagne qui, chaque fois manque le coche, les Etats-Unis et la Russie, qui vont se disputer la suprématie.

Nous disons, tout de suite, que ni l'une ni l'autre, fort heureusement, ne réussiront à se l'assurer, parce que, depuis que le monde est monde, tous ceux qui ont voulu subjuguier l'univers ont toujours échoué; et c'est très bien ainsi. Nabuchodonosor, Alexandre de Macédoine, César, Napoléon et Guillaume II, de même que Hitler, ont échoué dans leurs entreprises et tous échoueront toujours. Ceci, pour inéluctable que ce soit, n'a jamais découragé les apprentis dictateurs mondiaux.

Il n'y a qu'une chose qui les découragera à jamais; la destruction du régime capitaliste, de l'Etat et de tout son appareil, par le syndicalisme révolutionnaire.

Cette heure n'est peut-être pas si lointaine que certains ne le supposent. Elle peut même être très proche, si les peuples le comprennent et le veulent.

La paix *avortée* qu'on nous prépare ouvre les voies à cette révolution sociale et, comme toujours, ce ne seront pas les syndicalistes qui seront les meilleurs artisans de cet événement, mais les capitalistes, les conservateurs imbéciles par leur comportement idiot et leurs entêtements ridicules. Vous pouvez être tranquilles, mes camarades, ils se chargeront de la besogne qui les vouera à la destruction car, dans leur aberration et leur inconscience, ils ne sauront jamais faire le départ entre ce qu'il faut consentir et ce qu'il faut essayer de conserver. Ils joueront donc le tout pour le tout et ils risqueront sur un coup de dé hasardeux avec la certitude de gagner et ils perdront... si vous le voulez. Laissez-les faire dans ce domaine. Ils sont imbattables, à condition que vous soyez capables, vous, de saisir l'occasion par les cheveux, quand elle se présentera. J'ai l'impression que ce sera sous peu: dès qu'ils auront engendré, partout dans le monde, le chaos qui les emportera et qu'ils sont incapables d'empêcher de se produire, parce qu'ils ne comprennent aucun des problèmes essentiels qui se posent aujourd'hui et, en premier lieu, celui de l'organisation de la Paix.

Mais, de votre côté, préparez-vous aux grandes tâches auxquelles vous aurez à faire face demain. Vingt fois polissez votre ouvrage; remettez-le sur le métier autant qu'il faudra, afin qu'il soit parfait et que vous n'ayez qu'à donner à ce régime pourri la dernière chiquenaude qui le jettera à terre définitivement.

Et sachez que celle-ci ne peut être que la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice *internationale*. Oui, internationale, j'y insiste.

Vous m'avez compris, n'est-ce pas?

## Le coin des Jeunes

### NÉCESSITÉ DE L'HEURE

L'heure n'est plus aux discussions stériles qui divisent depuis si longtemps notre mouvement. Il faudrait savoir si les jeunes de notre mouvement veulent travailler pour l'avènement de l'ère révolutionnaire. Notre mouvement, certes, est faible mais les jeunes unis au sein des J.S.R. peuvent travailler sur des bases sérieuses. Quelles pourraient être ces bases?

- 1° Unification des jeunes révolutionnaires fédéralistes;
- 2° faire comprendre que les organisations politiques doivent être basées sur le fédéralisme, c'est-à-dire que le sommet ne serait que l'exécutif de la base; 3° sur le terrain revendicatif: amélioration des conditions de vie des jeunes travailleurs;
- 4° faire comprendre à ceux-ci que les forces vives de la nation sont celles qui par leur travail font la richesse de ce pays;
- 5° faire comprendre que des individus s'engraissent à leur profit;
- 6° une propagande intelligente sera comprise des jeunes travailleurs de ce pays et permettra à notre organisation de prendre une des premières places à la tête de tous les jeunes prolétaires;
- 7° faire revivre l'internationalisme prolétarien, car demain nous aurons à prendre position face aux conflits qui se produiront dans des pays voisins et principalement en Italie et en Allemagne. Nous devons, en tant qu'organisation jeune et révolutionnaire, nous solidariser avec nos camarades d'outre-Rhin ou de l'autre côté des Alpes si des grèves éclatent.

Nous devons faire connaître l'exacte vérité aux prolétaires de ce pays, car n'oublions pas que la presse bourgeoise déformera la vérité.

Maintenant, il se peut que ces prolétariats déclenchent un mouvement révolutionnaire; alors il sera du devoir de notre organisation de préparer les masses de ce pays à entrer à leur tour dans un vaste mouvement d'insurrection et d'expropriation révolutionnaire, c'est-à-dire remettre les moyens d'échange et de production entre les mains des syndicats, l'appareil politique aux communes et ne pas oublier les masses paysannes dans ce vaste mouvement.

Ce mouvement ce n'est pas à la veille de la révolution qu'il faudra le préparer mais tout de suite. Il faut aussi créer les cadres de l'avant-garde du prolétariat qui devra conduire celui-ci à la victoire, c'est-à-dire: cadre de production, cadre administratif, cadre agricole, et surtout cadre des milices prolétariennes qui seront chargées de défendre la révolution, tant à l'intérieur contre les saboteurs de la révolution que de l'extérieur contre un ennemi éventuel de quelques pays capitalistes qui subsisteront encore.

Qui doit prendre cela en mains? Mais, camarades: le syndicalisme est tout désigné pour cela.

Lui seul pourrait représenter la volonté populaire, car n'oublions pas que ce ne doit pas être un parti politique qui dirigera la révolution selon son caprice, ce doit être le prolétariat guidé par le syndicalisme révolutionnaire. Car là seulement le prolétariat pourra exprimer ses volontés par ses assemblées de base.

Camarades, il y a encore beaucoup à dire, mais la place dans ce journal est restreinte, la *Jeunesse Syndicaliste Révolutionnaire* fait appel à tous les jeunes prolétaires de ce pays qui sont arrivés au bon sens révolutionnaire.

Notre organisation n'a pas besoin de jeunes bourgeois et autres pantouffards bêlants qui disent que la société est mal faite mais à qui la violence fait peur.

Nous n'avons pas besoin de peureux; que ceux-ci restent chez eux.

Mais nous faisons appel aux vrais révolutionnaires internationalistes qui seront capables de se montrer dignes descendants des communards de Paris.

Vive la Révolution! Vive la société prolétarienne internationaliste qui sera la conséquence du travail entrepris par la J.S.R.



# L'Action Syndicaliste

A.I.T. Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste Française A.I.T.

(Non destiné à la vente publique)

## Vers quelle aventure veut-on nous conduire ?

L'horizon est littéralement bouché sur le plan international. Il ne l'est pas moins sur le terrain national. Nous sommes, en réalité, en présence d'une situation qui postule à la fois la guerre militaire, sur le plan international, à très brève échéance, et des troubles intérieurs sur le plan national, troubles dont personne ne peut mesurer ni l'importance, ni les conséquences, qui seront redoutables.

Il semble que, ou bien le gouvernement a pris son parti de cette situation et a arrêté déjà les moyens d'y faire face, ou bien va à la dérive, sans se soucier du lendemain. Ici, nous penchons pour la première hypothèse.

Sur le plan international, il est certain que la Conférence est un échec total, quelque précaution que l'on prenne pour masquer celui-ci. La Conférence a, d'ailleurs, dès le premier jour, indiqué comment elle allait finir. En effet, elle n'a jamais pu créer le climat propre à ses délibérations. Dès le début, l'ambiance fut nettement mauvaise et, depuis, elle n'a cessé de se développer dans ce sens.

Les « Trois grands », notamment, n'ont manifesté que leurs désaccords et les « alliances qu'ils ont nouées, au cours des travaux, n'ont fait que les approfondir de telle façon que ces désaccords sont aujourd'hui définitifs et totaux. Parallèlement à cela, les petites puissances, après, avoir inutilement protesté, se sont repliées sur elles-mêmes, en attendant des jours plus favorables... qui ne sont pas près de venir.

En Europe, on voit déjà poindre le grand conflit qui opposera sous peu, militairement, les Anglo-Saxons et les Russes. *Ce conflit en est à un point tel qu'il peut éclater d'un jour à l'autre.*

L'occupation de Trieste et de la Vénétie Julienne par les troupes de Tito, dont chacun connaît les attaches, l'installation de troupes soviétiques dans une île danoise, la main-mise sur une moitié de l'Allemagne, l'occupation de la Tchéco-Slovaquie, de l'Autriche, de la Hongrie, sans parler du bloc des « redevables » que sont la Roumanie, la Bulgarie, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie, l'Esthonie, créent une situation telle qu'elle doit normalement inciter la Russie soviétique « à poursuivre ses succès à l'Ouest ». C'est d'autant plus tentant pour elle que les frais sont faits et que, plus tard, il faudrait les refaire, avec moins de chances de succès.

La Grande-Bretagne s'en rend compte et elle craint que le départ des troupes américaines pour l'Extrême-Orient ne la laisse seule, en un tête-à-tête redoutable et ce, d'autant plus, que la Russie ne manifeste aucun désir de prendre part à la guerre contre le Japon.

\*\*

En France, également, la situation se tend un peu plus chaque jour, sur le plan national, sans parler de ce qui oppose d'une part, ce pays à l'Amérique sur l'échiquier mondial et de « ce qui ne tourne pas rond » avec l'Angleterre, d'autre part.

(Suite page 4.)

## Suicide de Syndicalistes

Dans le mouvement syndical, de nouvelles exigences sont formulées par les communistes pour le renouvellement ou la réélection des organismes de direction. Elles sont faites là où ils sont en minorité et là où les tendances paraissent s'équilibrer. Les arguments qu'ils développent en leur faveur sont des plus subtils mais des moins convaincants. Pour mener l'opération à bien, ils font vibrer la corde sentimentale, ce qui réussit presque toujours : participation commune aux responsabilités ; confiance mutuelle et réciproque pour consolider l'unité. Et les syndicalistes au lieu de repousser ces marchandages qui relèvent plus de la foire électorale que de principes syndicalistes, émus, confiants, mais dupés, acceptent ces propositions, croyant en un amendement de leurs antagonistes d'hier.

En vérité, ce n'est pas une harmonisation des efforts et une synthèse de pensée et d'action qu'ils poursuivent, mais une adaptation à la situation actuelle de leurs procédés et de leurs méthodes politiques pour vassaliser les organisations syndicales. C'est le prolongement de la tactique du front unique — c'est-à-dire de « la volaille à plumer » — avec des caractéristiques nouvelles.

S'il en est autrement, pourquoi ne propose-t-on pas la parité dans les syndicats à direction moscouaire, malgré l'existence de minorités syndicalistes ? Au contraire, dans ce cas, ils rejettent toute idée qui pourrait mettre en cause leur hégémonie dictatoriale. Pourtant, ce qui, pour le même sujet, est valable dans un cas l'est autant pour l'autre. Les raisons sont faciles à comprendre. Grâce à l'exploitation du mouvement syndical, en mettant son activité à l'actif de ses militants, en

(Suite page 4.)

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

## AUX SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES DE TOUS LES PAYS

Notre Internationale doit être réorganisée

pour grouper tous les révolutionnaires du monde

La guerre européenne est terminée. Les canons, les mitraillettes, les avions de bombardements n'exécutent plus leur horrible travail.

Le nazisme et le fascisme ont reçu un coup mortel.

Un monde nouveau doit être édifié. Un travail formidable attend l'humanité au travers duquel la classe ouvrière devra se faire entendre pour imposer sa volonté et orienter les événements vers le socialisme.

Pour cela il est nécessaire de posséder des organisations de caractère internationaliste devant être libres des intérêts étagés internationaux, pour impulser le prolétariat mondial avec énergie et décision.

Il n'y a pas longtemps, s'est tenu à Londres un congrès syndical international. Ce fut une conférence présentée avec solennité où beaucoup de délégations étaient présentes.

Là fut posée la première pierre d'une nouvelle organisation internationale.

Ce congrès a-t-il été une représentation authentique de la classe ouvrière? Non, mille fois non! Il était composé de politiciens ouvriers qui se sont seulement occupé des intérêts de leurs gouvernements respectifs.

Ils ont défendu les intérêts impérialistes ou nationaux de ces gouvernements.

Si tous les travailleurs désirent lutter pour le socialisme et pour l'internationalisme, ils ne peuvent se confier à ces éléments.

C'est dans l'Association Internationale des Travailleurs que les travailleurs doivent s'organiser pour abattre le capitalisme et instaurer un monde meilleur.

Nous pouvons dire que l'A. I. T. a fonctionné pendant toute la guerre dans toute la mesure de ses possibilités. Mais celles-ci furent extrêmement limitées. La guerre, la censure et bien d'autres conditions irrégulières ont empêché la plupart de nos relations internationales. De plus, les organisations syndicalistes révolutionnaires de la plupart des pays ont été dissoutes, leurs militants supprimés de manière que dans ces pays il n'y avait aucune possibilité de militer ouvertement et publiquement pour notre cause.

Il faut maintenant que toutes ces organisations soient réorganisées. Les forces syndicalistes révolutionnaires de tous les pays doivent s'unir pour un nouvel effort commun en faveur de nos idées et de notre organisation.

Déjà, nos camarades espagnols sont à l'avant-garde de la lutte; nos camarades italiens prennent le même chemin; nos amis français s'y engagent. Bientôt tous ceux des autres pays suivront la même route.

Cela signifie pour nous que le temps est arrivé de renouer nos liens solidaires. Il faut de nouveau organiser la force désarticulée pour faire une Internationale syndicaliste révolutionnaire puissante.

Beaucoup de militants de différents pays ont manifesté le désir d'organiser, aussitôt que possible, un congrès syndicaliste révolutionnaire. Le secrétariat de l'A.I.T. serait très satisfait de pouvoir réaliser cette idée, mais il pense qu'il faudra attendre quelque temps avant de transposer ce désir dans les faits.

Les frontières resteront fermées quelque temps encore et il est certain que des difficultés subsisteront qui empêcheront la tenue de ce Congrès.

Cependant, il peut se faire beaucoup de choses avant que ce Congrès puisse devenir une réalité. Les mouvements nationaux réorganisés peuvent tenir des conférences nationales réunissant les organisations des pays voisins. Les syndicalistes révolutionnaires d'Espagne, du Portugal, de France, d'Italie et de Belgique par exemple, pourront tenir une conférence commune. Une Conférence semblable pourra être organisée pour les pays scandinaves, une troisième pour l'Amérique latine, etc.

Ces conférences pourront élire, si cela s'avère nécessaire, des sous-secrétaires, lesquels auraient des relations directes avec le secrétariat de l'A.I.T., préparant alors communément le Congrès international et se donnant aide pour la réorganisation des différents mouvements nationaux.

Le Secrétariat de l'A.I.T. invite les camarades de tous les pays à commencer énergiquement la lutte pour notre mouvement commun et pour notre idéal. Les forces de tous solidaires réunies donneront les résultats désirés.

Stockholm, le 14 Mai 1945.

Pour le Secrétariat de l'A.I.T.:  
Jean ANDERSON.

## FEDERATION SYNDICALISTE FRANÇAISE

### Région Parisienne

Permanence tous les jeudis, de 18 à 19 heures, Maison Buathier, 106, quai Jemmapes, Paris (10°).

# CONGRÈS des FÉDÉRATIONS du MOUVEMENT LIBERTAIRE ESPAGNOL et de la CONFÉDÉRATION NATIONALE du TRAVAIL d'ESPAGNE EXILÉS en FRANCE

N. D. L. R. — *L'exiguité de notre Bulletin ne nous permet pas de donner au compte rendu de ce Congrès toute l'ampleur que son importance exige.*

*Nous nous en excusons auprès de nos amis qui, nous en sommes certains, sauront nous comprendre.*

*Toutefois, nous ne pouvons pas ne pas signaler particulièrement l'adhésion totale, complète et unanime de notre mouvement frère espagnol à notre organisation commune: l'A.I.T.*

*Toutes les manœuvres des réformistes et des politiciens ont échoué sur cette volonté farouche: grouper le prolétariat mondial dans la seule organisation internationale véritablement révolutionnaire.*

*Il nous reste à souhaiter que toutes les minorités syndicalistes organisées en France sauront comprendre le sens profond qui se dégage de la décision de nos camarades de la C.N.T. et que bientôt ils s'uniront au sein de la F.S.F. pour construire dans ce pays une formation homogène et disciplinée qui saura guider le prolétariat français vers ses destinées historiques.*

## Ratification des tactiques et principes syndicalistes révolutionnaires

Le Congrès annule le Dictamen approuvé au Plenum National des Régionales qui se tint à Toulouse le 9 octobre 1944 et approuve la résolution suivante:

1° Le Congrès ratifie et déclare intangibles les principes fondamentaux et les tactiques de la C. N. T. d'Espagne, adoptés dans les Congrès réguliers avant l'insurrection franquiste et où était normalement représentée toute l'organisation (Théâtre de la Comédie de Madrid, 1919; Conférence de Saragosse, 1922; Congrès du Conservatoire de Madrid, 1931 et Congrès de Saragosse 1936);

2° Le Mouvement Libertaire, considéré spécifiquement, reste fidèle à sa ligne de conduite essentiellement fédéraliste et anti-autoritaire.

### Affiliation internationale

La C.N.T. en France ratifie son adhésion à l'Association Internationale des Travailleurs.

### Relations extra-organiques et réalisations

Le Congrès se revendique des relations de caractères révolutionnaires, initiées de 1936 à 1939 et approuve un dictamen de réalisation et de structure économique de la société, basée sur les Fédérations d'Industrie et les Collectivités agraire et industrielle de paysans et de travailleurs, parfaitement viable dès la chute du régime franquiste.

### Action contre le franquisme

La Confédération Nationale du Travail d'Espagne invite l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne à s'unir à elle pour la libération de l'Espagne du fascisme et pour l'établissement d'un régime d'équité et de justice sociale basé sur les syndicats ouvriers après l'abolition du capitalisme, premier responsable de l'instauration de fascisme en Espagne.

### Contre les « Repentis »

Le M.L.E. et la C.N.T. appellent tous les partis et organisations antifascistes à l'union sincère dans la lutte pour briser le régime franquiste, sans cependant que cette union puisse

s'étendre aux fascistes repentis: monarchistes de Don Juan, requêtes, gilroblistes, syndicats catholiques (toujours au service des patrons), etc., presque tous devant être tenus pour responsables au même titre que Franco et la Phalange.

### Le nouveau Comité National

Le nouveau Comité National est ainsi constitué:

Secrétaire général: Germinal Esgleas.

Membres: Miguel Chueca, Angel Marin, Paulmo Malsand, Federica Montseny.

### La Fédération Syndicaliste présente

La Section française de l'A.I.T. ne pouvait pas ne pas être présente.

Elle se fit représenter par un de nos vieux militants connu de tous ici et « tra los montes ». Il apporta à nos camarades exilés le salut de tous nos militants et notre admiration pour leur courage au travers de tant d'embûches.

Son exposé fut compris de tous.

### L'influence du Congrès

40.000 affiliés, 12 Comités régionaux, 60 Unions départementales et 423 Unions locales étaient représentées par 493 délégués.

### Un Délégué spécial d'Espagne même

Une séance spéciale fut consacrée à l'audition du délégué venu d'Espagne même. Celui-ci rapporta sur l'activité de nos militants malgré la brutale répression, les assassinats et les tortures des bourreaux phalangistes.

## QUE DE BAZAINE !

Le mois de mai nous a comblé en événements. Ils influenceront les générations présentes qui n'ont guère brillées par leur réalisme et leur clairvoyance et celles à venir qui auront à supporter le poids d'erreurs accumulées.

Il a débuté sous le signe de la concorde nationale et de la collaboration des classes, expressions de la politique traditionnelle de la bourgeoisie à ses moments difficiles.

Le 1<sup>er</sup> mai a vu des manifestations — en vérité des défilés — imposants et mesquins, burlesques et carnavalesques, spectaculaires et publicitaires pour les partis politiques. L'organisatrice, la C. G. T., avait laissé ses bannières dans leurs gaines, ses mots d'ordre dans les tiroirs. L'unanimité factice s'était faite autour des revendications trompeuses et spécieuses des partis qui les proclamaient et les réclamaient ostensiblement sur leurs panneaux et sur leurs pancartes.

Les partis d'une Résistance qui ne s'affirme que pour freiner ou combattre les doléances et les aspirations ouvrières avaient tout lieu d'être pétulants. Pensez, les élections, quel triomphe! Avec ça, les trusts n'ont qu'à bien se tenir. Et chacun d'y voir un succès encourageant pour la poursuite de sa politique, en oubliant, évidemment, de parler de la condamnation portée sur eux par le suffrage; les abstentions qui ont eu, en certains endroits, un caractère catastrophique pour le système politique de la bourgeoisie.

Puis, le hullement des sirènes firent entendre leur son lugubre pour annoncer officiellement une capitulation préparée depuis quelques temps dans les chancelleries. Cette capitulation, ce n'est pas celle des hobereaux et des junkers prussiens, du militarisme et de l'impérialisme allemand, c'est celle de la classe ouvrière internationale résignée ou contrainte de

subir le joug de ses magnats, de ses chefs d'industrie et de ses financiers internationaux pour régénérer provisoirement une économie basée sur le profit et minée par ses contradictions internes. Aux continuels vaincus que sont les travailleurs, à ceux d'Allemagne est réservé le sort le plus misérable que des conditions draconiennes lui imposent: déportations, bas salaires, conditions de travail aggravées, famine latente et autres calamités. Quant aux capitalistes de ce pays, il est hors de doute que leurs capitaux bénéficient d'une sécurité collective et bienfaitrice qui les mettront à l'abri des mains et des intentions sacrilèges.

En attendant que s'unifient, dans le pays vaincu, les règles d'administration d'une homogénéité impossible, avec une insistance particulière on met les troupes en garde sur le danger d'une fraternisation avec le peuple allemand. Danger, oui, mais pour qui?

La fraternisation, c'est une arme redoutable entre les mains des peuples. Elle est le jalon par où passe l'internationalisme ouvrier. La bourgeoisie et ses coryphées hystériques dans le monde du travail useront leur temps à vouloir le rendre irréalisable par une propagande chauvine habilement orchestrée.

Mais, précisément, c'est parce que les travailleurs ont tout à gagner — notamment la paix — et ne peuvent y perdre que leurs chaînes — aussi dorées soient-elles — qu'ils doivent s'engager résolument dans cette voie.

Si le peuple allemand s'est dévoyé, si sa rééducation s'impose, ce n'est pas à la bourgeoisie, incapable par intérêt, à le faire, mais aux ouvriers des autres pays qui en renouant les liens de solidarité, lui montreront toute la profondeur de l'abîme antisocial creusé par l'hitlérisme. Sa culpabilité dans la politique et les crimes de ses dirigeants antérieurs n'est pas plus grande que ne l'est celle des autres peuples dans le machiavélisme de leurs maîtres pour les précipiter dans une lutte fratricide afin de résoudre leurs antagonismes matériels et économiques.

C'est de l'entente des peuples qu'une Paix durable et indestructible est possible, sans en exclure une partie de la grande famille internationale des travailleurs. Toutes les tentatives de la construire dans le cadre du régime actuel sont vouées à l'échec. San Francisco en est une illustration. Ce n'est pas une colombe qui plane sur la Conférence de l'organisation de la Paix, mais un corbeau noir et pesant. Là, il ne s'agit pas d'élimination des causes de guerre et d'élaborer une juridiction utopique qui en empêche le déchaînement mais de savoir combien de temps durera la trêve qu'une force supérieure à la volonté des hommes d'Etat et des financiers impose.

On peut même dire que si les partenaires vainqueurs n'avaient pas des besoins momentanés qui les rendent dépendants les uns des autres pour une période relativement courte, que la guerre rebondirait dès maintenant avec une violence accrue et un renversement des alliances.

Cette trêve, la classe ouvrière doit l'exploiter pour accroître ses capacités et ses moyens de lutte. Elle se doit de s'engager dans une lutte implacable pour l'aboutissement de ses revendications qui, dans ces conjonctures, aurait une portée et une répercussion sur l'orientation de la politique de la bourgeoisie — impérialiste et belliciste — en en constituant une entrave sérieuse, et de crier bien haut sa volonté de faire crouler les frontières géographiques artificielles qui la sépare des autres peuples.

La C. G. T., ses dirigeants présents ne sont pas en mesure de la guider, de lui donner l'énergie et la conviction indispensables pour le faire. Il faut nettoyer la « vieille maison » et renvoyer ses fonctionnaires inamovibles, les envoyer se faire prendre ailleurs, ne serait-ce que comme homme sandwichs par le parti qui les emploie. Le « général », à la tête de l'organisation confédérale, revenu et entouré de généraux et de colonels d'honneur de l'armée rouge forment une collection de stratèges incapables d'entraîner la classe ouvrière dans une voie autre que celle de la capitulation.

Non, ce n'est pas celle-ci qu'ont choisi les travailleurs. C'est celle qui fut ouverte par la Commune, pleine, certes, de ronces et d'épines, qui connaît ses héros et ses martyrs. Elle ne mène pas aux honneurs ou aux prébendes, mais à un Monde Nouveau où le travail sera souverain. C'est suffisant pour que nous ayons fait notre choix.

# Suicide de Syndicalistes

(Suite de la première page)

les présentant comme les seuls promoteurs et défenseurs des revendications ouvrières, ils élargissent leur base d'influence au détriment de syndicalistes. Chaque fonction conquise est une position acquise pour mener un travail de propagande souterrain pour diffuser leurs mots d'ordre et entraîner dans leur sillage les éléments qui, quoique de philosophie différente, ont un intérêt à voir changer les données du problème social; les aspirations et les revendications des travailleurs leur en fournissent le prétexte et le moyen.

Le parti communiste a une politique extrêmement mouvante et changeante, selon celle, non moins changeante de la poussée envers ses rivaux. Elle a inauguré une ère de libération sociale internationale par des congratulations, des embrassades et des génuflexions devant les exploités de la classe ouvrière. Mais il est probable que dans un avenir proche les fissures clairement visibles dans le cartel des Alliés provisoires amèneront sa dislocation et, par répercussion, une modification de la politique russe qui se traduira par un « tournant » de ses satellites dans les différents pays.

Par conséquent, on peut, sans crainte de se tromper, dire que l'attitude de nos communistes nationaux et nationalistes n'est pas dictée par le souci de défendre les besoins ouvriers mais qu'elle dépend de la position politique et diplomatique de l'U. R. S. S.

Actuellement ils font passer les revendications au second plan de leurs préoccupations parce que pour l'ancien Empire des stars il était indispensable qu'un effort de guerre accru soit fourni par ses partenaires pour d'une part, hâter le dénouement de la guerre et, d'autre part, les affaiblir au maximum sur d'autres terrains d'opérations militaires.

Demain, les revendications qu'ils abandonnent et torpillent sciemment et volontairement seront les boutons dont ils se serviront pour ébranler la politique des gouvernements. Ils pourront le faire, rien ne les empêchera. Installés aux principaux postes de direction de l'appareil syndical et confédéral, les opposants ne pourront que les suivre s'ils ne veulent pas être déconsidérés aux yeux des ouvriers qui, eux, si les manœuvres politiques leur échappent, ne comprendraient pas que des militants et des responsables syndicaux se dérober à l'action lorsque celle-ci leur apparaît nécessaire, à tort ou à raison.

Le danger est grand, il ne faut compter que sur soi pour le conjurer. Certains sont enclins à s'appuyer sur les socialistes. Erreur, ils ont les mêmes intentions que les autres mais voudraient la subordination syndicale à leur profit.

Voilà où mène la parité. A moins que les syndicalistes soient décidés à faire autre chose que ce que leur demande le parti communiste. Le plus élémentaire serait de se grouper au sein de la F. S. F.

## APPEL AUX JEUNES

Jeunes syndicalistes, jeunes libertaires, jeunes révolutionnaires sans organisation parce que vous trouvez que celles qui existent sont réformistes et corrompues, rejoignez les Jeunesses Syndicalistes Révolutionnaires qui luttent pour l'amélioration des conditions d'existence des jeunes.

Elles préparent également l'avènement d'une société où la justice et la fraternité ne seront plus de vains mots.

### OUVERTURE D'UN FONDS DE PROPAGANDE

Pour permettre au syndicalisme révolutionnaire de reprendre sa place, aidez-nous, faites circuler des listes de souscriptions, envoyez votre obole à CAPELLE Aimé, 9, avenue Secrétan, Paris (19<sup>e</sup>), Chèque postal C. C. 4522-38.

Pour éviter des erreurs, ne pas manquer d'indiquer la destination des sommes des mandats chèques.

# Vers quelle aventure veut-on nous mener ?

(Suite de la première page)

Les grèves se multiplient et se généralisent dans certains départements et certaines grandes villes et il semble bien que nous acheminons rapidement vers la grève générale.

Pourtant, et de toute évidence, le gouvernement se raidit. Au cours d'un conseil des ministres, qui a duré quatre heures, il vient de décider de s'en tenir au niveau des prix et des salaires précédemment arrêté par lui, ce qui signifie qu'il refuse de donner satisfaction aux revendications des travailleurs.

Cependant, le gouvernement n'ignore pas plus que nous que les prix et les salaires officiels n'ont rien à voir avec la réalité et que celle-ci est tout différente.

Deux choses essentielles sont venues fausser tous les calculs ministériels: le marché noir et le salaire noir, que le gouvernement est aussi incapable de modifier que de faire disparaître. Il s'en accommode donc, en les ignorant officiellement. Nous ne pouvons, malheureusement, en faire autant et, de là, tout le drame économique qui se joue en ce moment... sur notre dos.

La main-d'œuvre qualifiée, et même celle qui ne l'est pas, est trop peu nombreuse, pour que les patrons la laissent échapper. Ils la conservent donc, mais lui payent, par d'autres moyens que ceux employés habituellement pour la rétribution, les tarifs qu'elle demande. C'est ça, le « marché noir » dont la pratique ne se généralisera sans cesse, sous l'œil d'un gouvernement qui en niera l'existence, comme il nie celle du « marché noir » des produits. Et les choses iront ainsi, jusqu'à la culbute ou la transformation... par d'autres.

Mais, présentement, il semble décidé à résister à toutes les revendications ouvrières et il transpose lui-même, par auto-défense peut-être, la question sur le plan politique, où elle n'aurait jamais dû accéder.

Qu'entend-il faire? Veut-il mater une opposition politique, dont il n'est nul besoin d'indiquer le nom, pour que tout le monde comprenne, et, utilisant la force qu'il possède seul en ce moment, imposer sa loi?

Le jeu est tentant, mais il n'en est pas moins dangereux, car la force est impuissante à résoudre les problèmes économiques et, demain, comme hier, ceux-ci se reposeront avec une force nouvelle et une acuité accrue. Qu'on le veuille ou non, il faudra bien ou les résoudre correctement, établir, dans les faits, la notion de juste salaire, de juste prix et de juste bénéfice, base d'une économie saine, qui nous donnerait, par voie de conséquence, une monnaie saine. Et, s'il ne peut accomplir cette tâche, le gouvernement devra faire place à un autre ou ouvrir les écluses à un mouvement révolutionnaire qui l'emportera comme un fétu de paille.

Telle est la situation actuelle. Elle se compliquera encore, parce qu'il n'est pas impossible qu'un nouveau péril surgisse à la frontière du Rhin et que l'ennemi intérieur du gouvernement reçoive un concours décisif d'ici peu.

On peut donc dire que le moment est mal choisi pour faire l'opération politique envisagée. Il est d'autant plus mal choisi qu'on prend position contre les revendications légitimes et qu'on a rien fait, depuis la libération, pour qu'elles ne se posent pas. Il est donc maladroit de rejeter dans le camp adverse, l'immense partie des travailleurs, qui sont persuadés de leur bon droit.

Quant à nous, notre devoir ici, consiste à suivre le déroulement des événements et à intervenir, le moment venu, pour faire triompher la plus grande part de notre cause, sans faire le jeu de personne.

### ABONNEMENTS A « L'ACTION SYNDICALISTE »

Abonnement ordinaire pour 12 numéros ..... 24 fr.  
Abonnement de soutien ..... 50 fr.

Envoyer les fonds à: CAPELLE Aimé, 9, avenue Secrétan, Paris (19<sup>e</sup>). Chèque postal C. C. 4522-38.

# L'Action Syndicaliste

A.I.T. Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste Française A.I.T.

(Non destiné à la vente publique)

## L'HITLERO-DÉMOCRATIE À L'ŒUVRE

Depuis plusieurs années, dans les sphères gouvernementales, et ailleurs, on épilogue sur le besoin de reviser la Constitution. Pétain, puis Laval, tout en faisant leurs petites et grandes affaires, ainsi que celles de leurs amis et de leurs patrons, voulaient rendre la République « plus généreuse, plus humaine, plus musclée ». De la bouche de ces aventuriers, crapuleux et sans scrupules, cela signifiait que les matraques et les muscles des miliciens ou des légionnaires établiraient les normes juridiques dans lesquelles la classe ouvrière pourrait se mouvoir. Organisations syndicales surveillées, liberté de réunion, de parole, de presse abolie ou mise au pas, eurent été les actes de générosité de cette République en faveur des exploiters de toute nature.

Aujourd'hui, on ne nous parle plus de République « plus musclée, mais d'une IV<sup>e</sup> plus libérale et plus démocratique. Cependant, qu'en fait, rien n'est changé et que, probablement, rien ne changera. Pendant les années d'occupation et même avant, nous avons vécu sous le baillon; on ne l'a pas desserré depuis. Les journaux non-conformistes connaissent les mêmes vicissitudes et les mêmes déboires qu'auparavant. Ils sont obligés de passer outre à la réglementation de paraître clandestinement. Ce faisant, leurs frais de publication sont énormes et leur parution régulière n'est possible que grâce au concours pécuniaire de leurs amis. Tel est le cas pour « L'Action Syndicaliste », « La Bataille Syndicaliste », « Le Libertaire », « Ce qu'il faut dire », pour ne citer que ceux-ci, alors qu'ils ont sollicité une demande de parution il y a des mois. Rien ne vient, évidemment. Ça fait partie d'un plan de muselage des oppositions. Aucune note discordante, comme ça l'unicité est certaine. Comme du temps de Hitler-Pétain.

On invoquera l'insuffisance de papier. Oui, nous le savons, il y en a peu. Mais comment se fait-il que de nouvelles feuilles de choux paraissent chaque semaine, dont les lecteurs pourraient être dénombrés facilement. Du papier, il y en a pour les adulateurs de l'Union Sacrée, pour les admirateurs de la civilisation des pipe-line et des engins motorisés d'acier pour rétablir « l'ordre » dans les colonies. Pour les autres, les stocks sont insuffisants. C'est normal. La bourgeoisie protège les siens, favorise les « vide-gougenot » et ses larbins. Si nous dénonçons cette situation, c'est pour détruire les illusions que les ouvriers pourraient se faire sur le caractère pseudo-démocratique du gouvernement provisoire et de ceux qui le soutiennent. Mais au moins, qu'ils n'aient pas l'hypocrisie de revendiquer la liberté de la presse pour en avoir le monopole.

Ils veulent rompre avec le passé. C'est une affirmation à retardement; il y a longtemps que c'est fait.

Car ce passé est riche de luttes pour la liberté de la presse, d'expression et d'association. Il nous rappelle l'attitude courageuse des premiers républicains, Sainte Pélagie gavée de réfractaires et d'opposants pour le crime de délit d'opinion, mais qui vainquirent, en définitive, l'absolutisme impérial. Il nous rappelle que la III<sup>e</sup> République tant honnie n'avait pas osé refuser le droit que l'on nous retire aujourd'hui sous des prétextes saugrenus.

Qu'ils aient au moins le courage d'inscrire son oraison funèbre dans les textes de la future Constitution qui sent déjà le ranel.

## LES émeutes algériennes

L'Algérie vient d'être le théâtre de sanglantes émeutes, sur lesquelles on ne nous donne que des renseignements insuffisants ou tronqués, quand ce n'est pas complètement erronés.

Une fois de plus, c'est dans la province de Constantine que les événements se sont passés. Et c'est dans la partie la plus pauvre, à Sétif, que les faits les plus graves se sont déroulés. Ainsi le veut la tradition de la misère.

Le fait même qu'ils se soient produits dans cette partie la plus pauvre suffit à lui seul à donner la clef de la situation, à en deviner les mobiles, à en tracer le cadre.

On ne devrait pas oublier, en haut lieu, pour peu qu'on connaisse, même superficiellement, la situation de toujours en Algérie, qu'à la base de toute émeute, il y a une question de disette de la faim. Les révolutions ont, généralement, un autre mobile: le dégoût du régime et de ses institutions.

Nous prétendons, ici, que les émeutes algériennes ont, à la base, la faim, rien que la faim.

Si la France tient tant à la conservation de l'Afrique du Nord, qui est le plus beau fleuron de sa couronne impériale, elle se doit de faire quelque chose pour la conserver et ce, d'autant plus, que le gouvernement a siégé assez longtemps à Alger, pour ne rien ignorer de la situation.

C'est bien de sembler découvrir, pour cacher ses propres responsabilités, la main de l'étranger, mais il aurait été beaucoup mieux de ne pas permettre à celui-ci d'exploiter la situation misérable de la population indigène, de prendre des mesures préventives qui auraient empêché cette situation de se produire. On ne pouvait ignorer que, depuis trois ans, la récolte de blé était nettement déficitaire et qu'il fallait pallier à cette situation de famine, dans toute la mesure du possible.

Nous connaissons toutes les difficultés qu'auraient rencontré une initiative de ce genre, mais nous croyons qu'elles pouvaient être surmontées, au moins en partie, et si les indigènes avaient eu le sentiment qu'on s'occupait d'eux et qu'on faisait tout ce qui était possible dans ce sens, nous sommes certains qu'ils n'auraient pas écouté le chant des sirènes, si tant est qu'ils y aient été sensibles.

Si Henri IV disait « que Paris valait bien une messe », nous pensons que le gouvernement français devait penser que « la conservation de l'Algérie valait bien quelques bateaux de blé », qui eussent sauvé la vie à bien des indigènes.

L'a-t-on fait? Nous ne le croyons pas et si on l'a fait ce fut de façon tout à fait insuffisante. Qu'on ne s'étonne donc pas de ce qui s'est produit. Les véritables responsables sont à Paris et non ailleurs.

Et le plus grave, c'est qu'on ait laissé se développer une telle situation en Algérie, au moment même où se produit dans d'autres régions de l'Islam, une autre situation des plus inquiétantes pour le gouvernement français.

Il faut savoir que, sur le terrain de sa liberté au moins, le monde arabe est toujours solidaire contre le « roumi » et que si, exploitant parfois les querelles qui le divisent, comme toute autre communauté, on peut, pour un temps, le soumettre, il réalisera toujours son unité, pour le même but: son affranchissement; et c'est trop naturel pour qu'on puisse le contester.

Donc, si le gouvernement de Gaule avait su que « gouverner c'est avant tout prévoir », il aurait fait effort pour alimenter les Algériens. Ce faisant, il aurait certainement tari la principale source de mécontentement et aurait eu la situation en mains.

Tel ne fut pas le cas et c'est à coups de fusils et de mitrailleuses qu'il a prétendu dominer l'émeute. Il est, certes, parvenu, mais à quel prix ?

Quatre mille victimes, au moins, sont venues s'ajouter à celles, innombrables, que la famine avaient déjà faites. Vingt-huit condamnations à mort — c'est le chiffre officiel qu'on nous donne — des milliers d'années de bagné. Tout cela pour avoir commis le crime « inexpiable »... d'avoir eu faim et réclamé à manger !

Singulière façon de calmer les tiraillements des entrailles !

On peut continuer dans cette direction, mais il ne faudra pas s'étonner du résultat. Il est acquis d'avance : *la France sera un jour chassée d'Algérie où elle est, pourtant, depuis 1847*. On ne le croirait d'ailleurs pas, si on considère le peu qu'elle y a fait, ce qui reste à faire et devrait être fait.

Il est beau d'accorder — ou plutôt de proposer la citoyenneté aux Arabes qui se sont faits tuer par milliers et dizaines de milliers sur tous les fronts, mais on semble oublier qu'ils les a dotés du code de l'indigénat, qui en fait des justiciables la réclament en vain depuis 50 ans. On oublie aussi qu'on les a dotés du Code l'indigénat, qui en fait les justiciables de seconde zone, auxquels les plus atroces punitions sont infligées, sans qu'ils puissent se défendre, surtout dans les territoires du Sud, où trône, impassible et impitoyable, la justice militaire. De même, on persiste à leur refuser encore le droit d'association, comme aux travailleurs de la métropole. Enfin, la liberté de la presse est à peu près inexistante et les élites arabes ressentent très durement ce traitement de rigueur qui leur est infligé.

En outre, les colons français ou italiens établis là-bas, depuis des années, sont des « caïds blancs » qui, en accord avec « les caïds indigènes » pressurent l'arabe de façon ignominieuse, qui va parfois à la dépossession totale, comme Spielmann l'a si bien montré.

Et ces fameuses délégations financières qui exercent sur l'Algérie une dictature de fait, qui met en échec le Gouverneur général lui-même, va-t-on les laisser commettre encore de nouveaux méfaits ? Ne sont-ce pas elles qui sont à la base même de l'émeute algérienne, du fait même qu'elles ont réservé à la population européenne la plus large part des disponibilités existantes, alors que les pauvres indigènes voyaient s'amenuiser sans cesse et disparaître ce qu'ils auraient dû toucher pour leur subsistance ? Quand fera-t-on disparaître ces odieuses institutions, où tant de fascistes notoires se sont dissimulés et continuent leurs méfaits.

Ce qu'il faut, si on veut qu'il n'y ait plus d'émeutes en Algérie, c'est de traiter les arabes *comme des hommes et non comme des bêtes* ; c'est de leur reconnaître tous les droits dont jouissent, bien ou mal, les citoyens de la métropole ; c'est d'associer les élites arabes — les vraies — à la gestion de leur pays. Enfin et surtout, c'est de donner aux Arabes, qui le méritent largement, de quoi subsister dignement. C'est peut-être demander plus que le gouvernement, comme tous ceux du passé, est décidé à accorder. Mais, pour nous, c'est là le minimum indispensable. Montrer la force, pour ne pas avoir à s'en servir a dit, paraît-il, un jour, Lyautey, mais il savait, lui, faire précéder ses bataillons par les fourgons de vivre, les médecins, les instituteurs. Après, on peut peut-être montrer la force — dont nous ne voyons, pour notre part aucunement utilité — mais pas avant.

Ce ne sont ni les collectes de tickets effectuées dans la métropole, auxquelles ne participeront, d'ailleurs, que ceux qui n'ont que peu — et eux seuls comme toujours — ni les envois au compte-gouttes de quelques bateaux de blé qui permettront de dominer la situation et de la maîtriser. Ce sont des envois *massifs de céréales et la justice*, à laquelle l'Arabe est si sensible. Qu'on se le dise !

## Politique, économie et finance

\*\*\*

Depuis trop longtemps et, plus particulièrement, en ce moment, nous assistons au spectacle suivant : la politique dirige l'économie et la finance commande la politique.

C'est, en somme et pour ne pas changer, le monde à l'envers. Seuls, et pour cause, les possesseurs de l'argent ne s'émeuvent pas de ces choses hors nature.

Car, en fin de compte, quel est, dans cette trilogie, l'élément essentiel, le seul qui devrait compter, parce qu'il est l'expression du réel, du palpable, de la vie enfin ? Les deux autres : la politique et la finance ne sont-ils pas qu'entité ou convention ? Ce sont, pourtant, eux qui dirigent et le premier qui obéit ? Paradoxe, sans doute, mais réalité, cependant.

Est-ce là la loi de la nature ? Est-ce que cette loi, au contraire, n'exige pas que la convention, l'entité cèdent le pas à la réalité ?

Si oui, on ne devrait pas voir l'économie, réalité concrète, commandée, dirigée par la politique, qui n'est qu'une fiction, ni, non plus, la finance diriger les deux.

Autant il est logique qu'un pays ait la politique et la monnaie de son économie, il est illogique que le contraire existe. C'est même incompréhensible et, cependant, cela est.

C'est à croire, ma foi, que le monde se plaît à marcher sur la tête et que cette station est nécessaire à son équilibre et à sa santé. Aussi, ne nous étonnons pas si l'équilibre est instable et la santé mauvaise.

Est-ce à dire qu'il n'y a aucun remède à apporter à cette situation ? Si, évidemment. Mais il faut, au préalable, remettre sur sa base la pyramide qui est actuellement sur la pointe : restituer aux valeurs réelles leur place et leur rang, les ordonner selon celui-ci et celle-là.

Toutefois, il ne semble pas possible de tenter ce changement de position, de redresser cette situation dans le Monde actuel, en raison des mauvaises habitudes prises ; de son penchant pour les solutions exclusivement politiques de tous les problèmes économiques, quels qu'ils fussent.

Il est donc nécessaire qu'intervienne, avec fruit, une transformation radicale, profonde, définitive, qui mettra chaque chose à sa place convenable.

Pour que cette transformation soit assez totale, il faudra, probablement, que la faillite du système actuel devienne avérée pour tout le monde : qu'elle soit publique et indiscutable.

Nous ne sommes peut-être pas loin de ce stade de l'évolution humaine et on peut supposer, aisément, que les conséquences de la guerre en activeront le processus.

En effet, on ne pourra repousser sans cesse la solution des grands problèmes économiques qui commandent la vie des peuples, ni donner toujours à ces problèmes des solutions politiques, c'est-à-dire des solutions qui n'en sont pas.

Lorsque cette vérité d'évidence sera reconnue, les portes de la transformation nécessaire seront ouvertes. Cette transformation ne peut comporter ni des demi-mesures, ni des réformes de structure insuffisantes et inopérantes.

Elle devra correspondre réellement aux exigences du moment ; exigences sans cesse repoussées par des gens qui ne peuvent rien comprendre aux réalités. Ces exigences seront d'autant plus impérieuses qu'elles auront été plus longtemps refoulées et contenues par la force inepte, mais puissante, d'un système reposant sur elle.

On peut donc espérer que le Peuple saura trouver dans sa sagesse, guidé par son instinct, la véritable solution du problème économique et social. Il créera de ses mains, en mettant chaque chose à sa place, une économie saine, une économie où les besoins de tous et de chacun trouveront leur satisfaction une économie d'échanges de services entre voisins, avec les autres peuples.

Il ne sera pas difficile, alors, de faire la politique de son économie et de ramener à son véritable rôle la finance qui, de maîtresse du monde, en deviendra la servante, comme le veut la logique... en attendant qu'on se passe de ses services, ce qui n'est pas très difficile.

Mais comment faire entendre ces choses si simples, si clai-

# Réformes morales et institutionnelles

*Nous avons plus besoin de réformes morales que de réformes politiques.*

Edouard HERRIOT.

Telle est l'opinion émise la semaine dernière, à Lyon, par Edouard Herriot. Sans doute y a-t-il, dans ces paroles une part de vérité, mais elle n'exprime pas, et loin s'en faut, la vérité entière, qui est autrement profonde. Et puis, je crois qu'en disant cela, Herriot n'a eu que le souci de faire ressortir, qu'après tout, la vieille Constitution de 1875 n'était pas si mauvaise qu'on veut bien le dire. En somme, par la bouche de son personnage le plus représentatif, s'exprimait le désir de voir maintenu le *statu quo* politique, dans lequel le parti radical et radical-socialiste voit son dernier moyen de salut.

En prononçant les paroles ci-dessus, Herriot n'a donc fait qu'œuvre de partisan et non de philosophe et c'est sur ce plan que je voudrais examiner, à mon tour, la question.

Que nous ayons besoin de réformes morales, nul ne le conteste. Mais le tout est de savoir si ces réformes sont possibles dans le cadre du régime actuel ou si, au contraire, ce régime, qui a créé le mal, est capable ou non de lui administrer le remède convenable.

Pour ma part, je ne crois pas que le régime dont il s'agit soit qualifié et capable de redresser la situation dont il est l'auteur. Et là, disons-le franchement, le principal responsable est le parti d'Edouard Herriot lui-même: le parti radical-socialiste.

N'est-ce pas lui qui a occupé le pouvoir pendant ces quarante dernières années, en totalité ou en partie? N'est-ce pas sous son long règne et celui de ses hommes les plus éminents que se sont corrompus et les hommes et les institutions? N'est-ce pas pendant qu'il exerçait le pouvoir que nous avons connu successivement les scandales de Panama, des Humbert, de Cornélius Herz, des fiches, de Stavisky et tant d'autres, qui discréditaient chaque jour un peu plus la République?

N'est-ce pas le parti radical qui a donné naissance aux fameuses « mares stagnantes » dénoncées, dans un discours fameux, par Aristide Briand? N'est-ce pas de 1885 à 1936 que s'est exercée, presque sans interruption, la politique des comitards, du Comité Mascaraud en particulier; de Billiet, qui avait plus d'amis dans le parti radical que celui-ci ne voulait l'avouer. Le succès du parti radical était-il fait d'autre chose que de petites combines assemblées, de distribution de

bureaux de tabacs, de places de cantonniers, de facteurs ou de cheminots; de petits services, de décorations — du poireau à la légion d'honneur, qui n'honorait plus personne? Le Sénat, place forte du radicalisme, en raison de son recrutement conservateur, rural et rétrograde, n'est-il pas responsable de l'échec de toutes les réformes qui auraient pu faire de la République parlementaire une République sociale? N'est-ce pas lui qui a maintenu, avec une persévérance sans limite le système social dans l'ornière de laquelle il lui interdit de sortir? N'est-ce pas lui qui avait fait du mot parlementaire le synonyme de corrompu de qui se détournait, avec horreur, tous ceux qui avaient conservé la notion de l'honnêteté?

Aussi, j'estime qu'il est mal venu aujourd'hui, même par la bouche d'un honnête homme comme Herriot de venir se plaindre de l'état de choses qu'il a, en très grande partie créé.

Cela ne veut d'ailleurs pas dire que Herriot ait tort de dénoncer la crise de moralité qui sévit aujourd'hui sur l'échelle la plus vaste. Il est exact qu'elle existe partout. On ne saurait le nier. Mais, une fois de plus l'exemple vient de haut. Si cette crise a fini par gagner certains éléments de la classe ouvrière, en nombre important; si beaucoup préfèrent aujourd'hui faire du « marché noir » pendant quelques heures par jour ou par semaine que de travailler, à quoi cela tient-il? A ce qu'ils constatent l'inorganisation totale du pays, le désir des possédants de s'enrichir chaque jour un peu plus sur les dépouilles populaires, à l'esprit de lucre et de jouissance effrénés qui dominent chez les classes dirigeantes, à la plétifère des fonctionnaires inutiles qui vivent, comme des poux sur le corps social, à l'incapacité totale des gouvernants à résoudre aucun des problèmes qui demandent pourtant des solutions de plus en plus urgentes, à l'âpreté des commerçants qui veulent faire fortune dans le minimum de temps, à la rapacité des propriétaires, qui ne louent jamais assez cher leur taudis, dans lesquels sont obligés de s'entasser les locataires, etc., etc... En un mot, à la corruption du régime lui-même, pourri de la cave au grenier.

Comment Herriot peut-il croire, qu'avec de tels exemples, la classe ouvrière, à moins d'être composée exclusivement de saints, est susceptible d'échapper à une telle contagion? On aurait pour attendre mieux de son jugement s'il n'était pas troublé par une pensée dominante de partisan.

Mais j'en arrive au point crucial de la question. Selon certains, l'homme n'évolue que lentement, d'aucuns prétendent même qu'il est hors d'état de le faire. Je ne sais jusqu'à quel point ces derniers ont raison; mais certains exemples anciens et modernes prouvent qu'ils n'ont pas complètement tort. Aristote, Platon, Sénèque n'étaient sans doute pas inférieurs à Pascal, Diderot, Le Dantec ou Bergson; Démosthène valait bien Briand ou Herriot; Archimède ou Euclide équivalaient sensiblement Poincaré (Henri) ou Joliot-Curie; Alexandre de Macédoine, César ou Napoléon n'étaient pas des mazettes auprès de Foch, d'Eisenhower ou de Montgomery.

Je crois, cependant, que l'homme évolue, lentement mais sûrement; mais ce qui est surtout évolutif c'est le milieu social et c'est par ce dernier que la véritable évolution de l'homme se produit. Je prétends, en effet, que l'homme est beaucoup plus déterminé que maître de son libre-arbitre: qu'il est déterminé, dans la proportion de 90 % au moins et ne décide que pour 10 % à peine. Le milieu a donc une énorme influence sur l'homme. On peut même dire que cette influence est capitale.

C'est donc le milieu qu'il faut faire évoluer — même au prix de révolutions successives, de plus en plus bouleversantes et sociales — si on veut faire évoluer l'homme, dont la civilisation industrielle a fait un véritable robot.

Ceci implique forcément qu'il faut modifier, transformer même, de fond en comble, les institutions, donner une autre forme au système social: le fédéralisme, si on veut aller vers le mieux, vers le progrès libre.

Et, pour en terminer, dans le cadre de cet article qui s'oppose à de trop longs développements, je réponds à Edouard Herriot ceci: Il faut essayer, vaille que vaille, de réformer la morale, mais il faut surtout réformer les institutions, en créer de nouvelles qui, du fait de leur existence, supprimeront la grande majorité des causes de l'immoralité qu'il déplore en ce moment et que nous déplorerons avec lui.

Nous sommes au regret de porter à la connaissance de nos amis que, pour des raisons de force majeure, notre

**CONFERENCE NATIONALE**  
est reportée à une date ultérieure.

Une circulaire explicative sera adressée à tous les groupes.  
La C. A.

## L'«ACTION SYNDICALISTE»

Abonnements ordinaires . . . . . 30 fr.

Abonnements de soutien . . . . . 50 fr.

Envoyer les fonds par mandat-poste à DOUSSOT René,  
9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18<sup>e</sup>).

res, si compréhensibles aux gouvernants actuels? Autant vaudrait essayer de résoudre la quadrature du cercle.

Il faudra donc se passer d'eux, pourvoir à leur remplacement et à celui de leur système. C'est cela la lourde tâche du syndicalisme. Il convient de s'y préparer et d'être en mesure, le moment venu, de la réaliser tout entière.

# L'UNITÉ D'ACTION

## La Réunion d'Information de S.I.A. à Toulouse

On ne peut nier l'importance et l'urgence d'une coordination des tendances révolutionnaires du mouvement syndical.

Partout, dans les rangs ouvriers, ce n'est que récriminations et protestations contre la politique confédérale. Le mécontentement est profond, mais comprimé par une structure et des méthodes d'expression qui ne laisse de place qu'aux hommes de confiance sélectionnés, dont les ramifications avec des organismes politiques sont indiscutables.

Les ouvriers pressentent ou comprennent que les discours et les slogans sont impuissants à les faire sortir du « cercle infernal » dans lequel ils se trouvent. Ils en sont las. Les discours lénifiants de leurs dirigeants portent à faux. L'idée d'une action générale de tous les travailleurs fait son chemin. Chaque jour elle gagne en surface, elle ne demande qu'à gagner en profondeur.

Cette constatation, les chefs syndicaux l'ont faite aussi. Ils réalisent qu'un jour ils seront débordés et devront sortir de leur position équivoque. Dans maints syndicats, il n'est pas rare d'entendre dire qu'ils ne sont pas hostiles à l'action mais qu'elle surgira au moment opportun. C'est-à-dire, pour beaucoup, quand le parti communiste estimera cette action nécessaire à sa politique.

Les syndicalistes doivent agir de toutes leurs forces et de tous leurs moyens pour hâter ce processus d'évolution psychologique, pour démontrer aux ouvriers que l'enchaînement du mouvement syndical aux partis politiques l'entraîne dans leur faille, que seule l'autonomie organique et d'action des travailleurs, animée d'un souffle internationaliste, est de nature à apporter des changements substantiels dans la répartition des produits du travail.

Dans les circonstances présentes où des difficultés matérielles nombreuses sont à surmonter, il y a intérêt à ce que les syndicalistes — les authentiques, pas les mollusques — s'efforcent d'acquiescer le concours de ceux qui peuvent agir dans le même sens. Il y a des révolutionnaires de différentes écoles qui ont une caractéristique commune; c'est qu'ils transposent sur le terrain syndical leur notion politique de la lutte de classe. Mais justement c'est parce qu'ils sont partisans de cette méthode d'action que des contacts sont possibles entre eux et nous et qu'une action conjuguée est réalisable.

Cependant il ne faudrait pas surestimer l'efficacité de ce concours. Dans les usines, et ailleurs, ils sont généralement connus comme étant membre de parti ou de groupement politiques turbulents d'extrême-gauche qui visent à supplanter celui qui leur a donné le jour. Soit que leurs formulations politiques sont inaccessibles ou au delà des possibilités d'action de la classe ouvrière, soit qu'ils sont en butte à une psychose de méfiance à leur égard, ils ne sont guère écoutés.

D'autre part, dès qu'ils se trouvent rassemblés avec des éléments de conception différente, commence un travail de noyautage, une activité ordonnée et préalable pour faire prévaloir leurs mots d'ordre politiques en l'adaptant au milieu considéré. Ils viennent à ces rassemblements davantage pour l'exploiter à leur profit et à leurs fins que pour travailler sincèrement à la cause commune.

Dans ces conditions l'unité d'action n'est possible que sur la base d'un programme spécifiquement syndicaliste. Ce ne sont pas des revendications générales, abstraites et imprécises qui doivent constituer les facteurs de cette unité, mais celles qui ressortent du syndicalisme traditionnel. Lui seul peut avoir audience auprès des masses ouvrières, lui seul peut promouvoir une action qui aura des répercussions dans le monde du travail.

Les éléments politiques doivent reconnaître que la surenchère est pernicieuse à leur propre cause, que le redressement du mouvement ouvrier est fonction de celui du mouvement syndical. C'est par l'étude réfléchie des événements économiques, des conditions de travail et des revendications adéquates dépouillées de tout artifice politique que cette tâche peut être menée à bien.

Le salut réside en un ralliement autour du syndicalisme, pas ailleurs.

Les 30-6, 1 et 2-7 s'est tenue, à Toulouse, la réunion d'information de S.I.A.

Nous sommes heureux d'informer les lecteurs de l'« A. S. » des heureux résultats obtenus. Nul doute que notre organisme de solidarité devienne bientôt une organisation puissante.

De nombreuses sections étaient représentées et les discussions se déroulèrent toujours avec la plus grande camaraderie.

Il fut décidé de ratifier la fusion des sections espagnole et française. Le Conseil National siègera à Toulouse.

Nous invitons tous les adhérents de la Fédération à impulser partout l'action de S.I.A.

### Service de Librairie.

La Fédération Syndicaliste, réorganisant son service de librairie, porte à votre connaissance une liste d'ouvrages qu'elle peut vous faire parvenir dès maintenant dans les conditions indiquées ci-dessous.

<i>Les Syndicats ouvriers et la Révolution Sociale</i> (P. Besnard).....	Fr. 30
<i>Le Monde Nouveau</i> (P. Besnard) (presque épuisé).....	20
<i>L'Éthique du Syndicalisme</i> (P. Besnard).....	20
<i>Dans la Tourmente</i> (livre sur l'Espagne).....	30
<i>La Véritable Révolution Sociale</i> (S. Faure, Voline, Barbedette, Y. Méric).....	25
<i>Le Cycle Éternel</i> (Barbedette).....	15
<i>Ciel plein d'étoiles</i> (Barbedette).....	15
<i>Comprendre</i> (Barbedette).....	15

Pour envoi franco, joindre 3 fr. 50.

#### Brochures:

<i>La C. N. T. parle au Monde</i> (documentaire contenant des discours de divers militants de la C.N.T.).....	5
<i>Les buts et l'organisation du Syndicalisme révolutionnaire</i> (contenant buts et principes de l'A.I.T., les statuts de la C.G.T.S.R., les statuts types de syndicat, conseils utiles, etc...).....	5

Pour envoi franco, joindre 2 fr.

<i>Anarcho-Syndicalisme et Syndicalisme</i> (Rapport de Pierre Besnard au Congrès anarchiste international de 1937).....	2
<i>Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire</i> (P. Lapeyre).....	1
<i>En se promenant</i> (Editions C.G.T.S.R.).....	1

Pour envoi franco, joindre 0 fr. 80.

Pour tout envoi recommandé, joindre 4 fr. supplémentaires.

Actuellement est à l'édition une première brochure:

#### LE SYNDICALISME ET L'ETAT

par Edouard ROTOT

Pour couvrir une partie des frais, une souscription est ouverte pour cette édition.

— Pour les souscripteurs, la brochure (franco) . . . 8 »

— Pour les autres camarades, la broch. (franco) 9 20

Il sera fait des conditions spéciales pour les grosses commandes.

Pour nous aider, passez vos commandes et faites parvenir les souscriptions rapidement.

Adressez commandes, souscriptions et mandats à:  
René DOUSSOT, 9, av. de la Pte-Clignancourt, Paris (18<sup>e</sup>)

# l'Action Syndicaliste

A.I.T. Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste Française A.I.T.

(Non destiné à la vente publique)

## ILLUSIONS ET RÉALITÉS

Nous allons bientôt entrer dans la période électorale et déjà les candidats affûtent et repassent les discours-fleuves dont ils vont inonder l'électeur. Tous les grands partis ont tenu leurs congrès. On ne saurait dire qu'il en est sorti une lumière capable d'éclairer nos ténèbres, ni que nous marchons à l'unisson vers des solutions valables pour tout le monde. Chacun a son dada qui, naturellement, est bien meilleur et plus sûr que celui du voisin, lequel n'est qu'une mazette, dont il n'y a rien de bon à attendre.

Et chacun, dans son canard, de démontrer et de proclamer que lui seul a raison. Quelle sera la couleur de la prochaine Chambre? Quels pouvoirs aura-t-elle? Sera-t-elle constituante ou non? Telles sont les questions du jour.

Oserons-nous dire ici que, de tout cela, le *populo*, qui n'y comprend pas grand'chose, se moque éperdument. Il sait bien que, quoi qu'il arrive et en admettant même que le mieux triomphe en définitive, il n'a que peu de choses à attendre de cette consultation électorale, qu'on lui représente pourtant comme capitale pour le pays.

Pourquoi n'est-il pas plus passionné? Parce que le besoin est, chez lui, plus fort que la passion: que celle-ci n'est que

jeu de l'esprit — non de l'intelligence — tandis que celui-là est la réalité de chaque jour.

Le peuple sait, sans qu'on le lui dise, que son bien-être ne saurait dépendre du succès de celui-ci ou de celui-là, mais de transformations profondes dans tous les domaines et, en premier lieu, sur le plan économique, ce terrain d'élection des réalités auxquelles tout devrait être subordonné.

Ni le succès des socialistes, ni celui de l'alliance radicalo-communiste, ne saurait rien changer à l'ordre de choses existant. Que les uns et les autres s'accusent des pires méfaits, ce qui ne serait qu'amusant, si nous ne payions les pots cassés en définitive; que les « ancêtres » qui refusent de se laisser pousser dehors par les jeunes, s'accrochent aux branches du cocotier, tout cela est naturel et bien conforme à nos mœurs, mais quand les uns et les autres nous assurent qu'ils ne sont animés que par le seul souci du bien public, ils dépassent — et de loin — la mesure permise. Ils oublient volontiers qu'ils sont au pays de Rabelais, de Montaigne et de Descartes; et c'est très regrettable... surtout pour eux.

Quand ce pauvre Herriot déclare que nous avons plus besoin de redressement moral que d'institutions nouvelles, il semble qu'il ne mesure pas où nous en sommes et ce qu'il faudrait faire pour nous en sortir. En voilà encore un qui aurait mieux fait de se consacrer au professorat ou à l'administration de sa bonne ville de Lyon. A ce qu'il a fait dans le passé, on peut aisément prédire ce qu'il fera dans l'avenir. Quant au « Taureau du Vaucluse », ce taureau qui fuyait honteusement le 6 février 1934, sous les huées des Croix de Feu, il lui faut un sacré culot pour oser se présenter à nouveau comme le sauveur du pays après les « brillants » exploits qu'il a accompli au ministère de la guerre ou à la présidence du Conseil, avant la guerre et même pendant. Et ce pantin articulé de Paul Reynaud, qui osa plastronner depuis sa rentrée d'ignoble façon; il semble qu'il ait toute honte bue et soit prêt, lui aussi, à « faire le sacrifice de sa personne à la France » qui, soit dit en passant, ne lui demande rien et s'en passerait parfaitement.

Avec Blum, le sauveur du capitalisme en mai-juin 1936, et Thorez « l'homme qui déclare qu'il faut savoir terminer une grève », nous voilà nantis d'une équipe de « sauveurs » de taille et le pire, pour notre plus grand malheur, c'est que dans un monde bâti à l'envers comme le nôtre, s'ils ne peuvent nous faire aucun bien, ils sont capables de nous faire beaucoup de mal.

Que nous ayons 250 socialistes à la Chambre, 130 à 140 communistes, 100 à 120 radicaux et le reste plus ou moins à droite, c'est-à-dire une forte majorité « théoriquement » à gauche, le tout soutenu par la C. G. T. — qui ferait beaucoup mieux de s'intéresser vraiment à ce qui devrait l'occuper — et il n'y aura rien de changé ou si peu.

On pourra encore nationaliser les mines, l'électricité, le crédit, et bien d'autres choses, avant que la situation des travailleurs s'améliore.

### VOLINE n'est plus

Nous sommes douloureusement affectés par la nouvelle de la mort de notre compagnon de lutte Voline (Eichenbaum), survenue hier matin à l'hôpital Laënnec où il était rentré, il y a quelques jours, dans un état d'extrême faiblesse et sans espoir de guérison.

Ayant reçu cette douloureuse nouvelle au moment où nous envoyions le journal sous presse, nous parlerons dans le prochain numéro de Voline, l'infatigable militant et l'ardent révolutionnaire.

Que ses enfants trouvent ici l'expression de notre profonde douleur et le témoignage de notre sympathie attristée.

Vient de paraître:

### LE SYNDICALISME ET L'ÉTAT

Alors que le C. C. N. de la C. G. T. vient de lier d'une façon assez nette le sort de la classe ouvrière à celui de l'Etat, cette brochure s'affirme d'une brûlante actualité et ne peut manquer d'intéresser les camarades.

Passer les commandes à René Doussot, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris-18°. Ch. postal: Paris C. C. 5046-35. Prix de la brochure: 8 fr.; franco: 9 fr. 20.



# VIEILLE MAISON CLOSE

Le C.C.N. de la C.G.T., sans consultation préalable des Syndicats et des adhérents, s'est réuni et a pris des décisions qui agiteront pendant longtemps les milieux syndicalistes.

Comme nous l'avions prévu, la politisation de la C.G.T. s'est accentuée, l'inféodation au parti communiste devient totale et complète, rompant cyniquement avec les traditions et les principes qui ont toujours été la conscience du mouvement syndical duquel nous sommes issus. Son audace dans la dégradation a dépassé tout ce qui avait été tenté jusqu'à présent, même par les Chartistes.

La Charte de Toulouse, quoique imparfaite, constituait des rudiments moraux devant lesquels chacun devait s'incliner pour que la Confédération ait un comportement particulier et une attitude qui la place en dehors des courants et des partis politiques.

La Charte, comme les principes et les engagements, a reçu son coup de grâce, après avoir été l'objet de multiples assauts. Dorénavant, les organismes syndicaux seront appelés à ratifier les décisions du bureau politique du parti communiste, sans murmures pour ne pas être gratifiés d'épithètes que l'on croit désobligeantes, ou à assister à des tournois de rhétorique et de surenchère socialo-communistes.

L'opération a été longue, laborieuse, patiente aussi. Il a fallu tourner des difficultés, vaincre des résistances, en attendant que les cellules d'entreprise accomplissent leur travail

de dénigrement et de démagogie. Jouhaux devait être délogé, limogé, mais on a reculé devant la crainte d'une nouvelle scission. Et puis, après tout, pourquoi l'évincer alors qu'il peut encore servir, ne serait-ce que pour couvrir de son autorité toutes les malhonnêtetés que l'on est prêt à commettre au nom du syndicalisme.

On ne peut pas dire qu'il y a eu divergence de vue, mais opposition des deux partis, d'autant plus violente que la date des élections se rapproche. Les discussions du forum ont été transposées dans l'assise confédérale. Il s'agissait de savoir par quels organes de contrainte et de soumission la classe ouvrière serait légalement dépouillée: la thèse communio-réactionnaire et conservatrice l'a emporté. Qu'avait à faire cette discussion dans une organisation qui par essence, vise à la libération de l'homme de l'exploitation et des contraintes économiques et politiques. Que ne voit-on pas la contradiction criante entre cette discussion et la revendication d'un Conseil National Economique légal aux pouvoirs divers et étendus, qui, dans l'esprit des syndicalistes réformistes, réduirait l'omnipotence de l'Etat?

On n'a pas de solutions à présenter pour sortir les institutions d'Etat de leur faillite, mais mettre tout en œuvre pour accélérer leur décomposition.

Farouches adversaires d'une politique et de méthodes qui mettraient au grand jour leurs buts et leurs ambitions, les communistes réussirent à faire adopter une résolution condamnant le référendum — qui ne nous intéresse pas plus que la Constituante — et autorisant les secrétaires confédéraux à faire acte de candidature aux élections futures. On peut être sûr qu'ils ne manqueront pas d'en abuser pour tromper les ouvriers inavertis. C'est que tout leur est bon pour atteindre leurs objectifs.

En même temps disparaît un des titres de gloire du syndicalisme: son indépendance envers les partis politiques et les gouvernements.

Au lieu de perdre son temps en des controverses et des polémiques qui s'éloignent des préoccupations ouvrières immédiates, le C. C. N. aurait été bien inspiré de se pencher sur les soucis et les besoins primordiaux des masses laborieuses. La montée incessante du coût de la vie alors que les salaires restent gelés, le problème de la paix ou de la guerre, voilà des thèmes qui eussent dû être au centre de ces délibérations.

Il ne pouvait le faire. Il lui eut fallu pour cela rompre avec sa politique de solidarité nationale avec les classes dirigeantes, revenir à une indépendance spirituelle et d'action que la C. G. T. ne possède plus, sortir de sa passivité et de son inaction pour la préparation de grandes luttes, seules fécondes en résultats positifs et tangibles. Or, après avoir déclaré que la classe ouvrière devait travailler d'abord, revendiquer ensuite, après l'avoir invité à faire des heures supplémentaires, à renoncer aux congés payés, à accepter des salaires ridiculement insuffisants, avoir fait, en somme, que le capitalisme tire le maximum de profit de l'exploitation de ses salariés, il lui était difficile d'aborder un débat pour lequel il n'avait aucun goût, aucune disposition. Les parades, les grands discours, les manifestations spectaculaires et théâtrales suffirent à sa peine; que les prolétaires se débrouillent.

Alors que le canon s'est tu, faisant place aux diplomates habiles dans l'art des brigandages, il eût été de bon aloi de dresser le bilan de la catastrophe, des souffrances et des responsabilités. Mais là aussi son impuissance est manifestement éclatante. Pour ce faire, il lui eut fallu, en même temps, stigmatiser les fauteurs de guerre qui s'ingénient à accumuler les barils de poudre sur tous les coins du globe, les clouer au pilori. Pour que la France ne soit pas entraînée dans le conflit gigantesque qui se prépare pour dans quelques années, il eut fallu se prononcer contre les impérialismes anglo-saxon et russe. Mais pouvait-il déclarer que nous n'entendions pas nous faire « les Sénégalais de Staline » sans provoquer des convulsions épileptiques chez les thuriféraires de ce

## Illusions et réalités

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Dans les circonstances où nous sommes, il faut bien davantage: bien plus que vous ne pouvez faire, même si vous étiez bien intentionnés, ce qui n'est pas le cas. Ce qu'il faut faire, le savez-vous, pratiquement? Ce n'est pas bien sûr et, en tout cas, vous êtes bien incapables de le faire. C'est simple, au moins à énoncer, et c'est ceci: organiser la production et la consommation dans le cadre d'une Economie mondiale des besoins, répartir et distribuer cette production entre tous les pays de façon telle que chacun reçoive une part équitable; mettre en circulation une monnaie internationale, dont la valeur serait égale partout, parce que partout le travail humain a la même valeur: créer les institutions qui auraient charge de promouvoir et de développer un tel système. Et ce n'est là que l'essentiel, l'urgent, l'indispensable qui donnera normalement naissance au reste, au complément nécessaire.

Mais dites-moi y a-t-il un Parlement capable de faire cela? Certainement pas. Alors?... Eh bien alors, cela veut dire qu'il faut abandonner l'idée que le Parlement peut quoi que ce soit pour donner aux choses le cours qu'elles doivent emprunter pour résoudre les problèmes actuels.

Et lorsque l'on a constaté cela, que reste-t-il à faire? A chercher les moyens extérieurs au Parlement d'apporter les solutions convenables qui sont de plus en plus pressantes et à les trouver. Où sont-ils? Incontestablement dans l'action directe des masses travailleuses prenant enfin leurs affaires en mains et ne les lâchant plus jamais. Mais où cela nous conduit-il? A la Révolution! Bien sûr, car c'est toujours là qu'il faut en arriver, quand des forces du passé s'opposent au libre passage des forces de l'avenir.

Et, cette fois-ci, nous sommes au bout des hypothèses et des propositions; il ne reste que des responsabilités à prendre. Nous, nous prenons les nôtres, en toute connaissance de cause. Si tout le monde avait le même courage, l'affaire serait promptement réglée... et sans élections, ni Parlement, sans députés, ni ministres, ni sauveurs.

Ce serait bientôt fait si les travailleurs voulaient tourner le dos aux illusions et regarder en face les réalités.

# GRAIN EN MÉDITERRANÉE

L'éditorial de « Combat » du 10 août déclarait que la fin de la guerre allait ouvrir une ère de grandes batailles diplomatiques, tandis que celui paru dans « Le Monde » du 15 août demandait : « La guerre qui se termine n'est-elle qu'un jeu d'enfant à côté de celle qui nous attend dans quelques années ».

Ces perspectives sont d'une justesse indiscutable. Si les dernières découvertes de la science, l'énergie atomique, ont bouleversé les données militaires et stratégiques d'un conflit éventuel, la répartition et l'appropriation des richesses naturelles essentielles du globe susciteront des convoitises et des rivalités insolubles, si ce n'est par la force et la destruction. Même l'application de cette énergie à des fins utilitaires ne pourra changer la nature impérialiste des différents capitalismes qui voient en ces richesses la source et le moyen de domination économique et politique. C'est ainsi que le pétrole restera encore pendant longtemps un élément capital dans la vie économique des peuples, et de compétition dangereuse.

Il fut une des causes de la guerre qui vient de se terminer, il est l'agent des frictions, notamment en Méditerranée, qui jette le monde dans l'angoisse et l'inquiétude quant à son avenir.

C'est là, dans cette partie du monde, que se situe un de ces points névralgiques où les intérêts se heurtent avec violence, où toutes les ressources de l'imagination humaines sont mises à contribution, soit pour assurer une main-mise totale sur les richesses pétrolières et garantir la sécurité de leur exploitation, soit pour dans des circonstances déterminées les rendre inutilisables.

C'est là, depuis les Dardanelles jusqu'à l'entrée du bassin méditerranéen, que se joue sournoisement une des plus grandes batailles diplomatiques que l'histoire ait connu, où les annexions territoriales couvrent mal les ambitions d'obtenir des bases d'opérations de premier ordre pour le conflit dont la préparation est certaine et avouée par les plus optimistes.

Voyons aujourd'hui ce qui se passe en Méditerranée et en Europe occidentale; leurs relations sont réciproques.

Tanger est une des clés de la Méditerranée. Son site élevé, sa position géographique peut faire d'elle une base stratégique concurrente redoutable à la forteresse anglaise de Gibraltar. Elle peut verrouiller la Méditerranée, empêcher tous trafics maritimes extra-continentaux par cette voie.

C'est pour échapper à cette menace que les principales puissances décidèrent de l'internationaliser. Ce qui fut fait en 1906, par l'acte d'Algésiras. La Russie et les Etats-Unis qui en étaient signataires s'en désintéressèrent tant que l'équilibre entre les grandes puissances ne se modifiât pas sensiblement.

A Paris, le 18 décembre 1923, le statut de la zone de Tanger subit quelques modifications. Elle était partagée entre les trois principales puissances soucieuses du maintien de la neutralisation de cette portion de territoire marocain : l'Angleterre, la France et l'Espagne. Ce nouveau statut ne reçut pas l'adhé-

sion des Etats-Unis qui estimèrent leur rôle dévolu insuffisant par rapport à la place que s'attribuaient la France et la Grande-Bretagne.

L'Italie, par un accord complémentaire du 25 juillet 1928, fut admise à participer au statut modifié.

Le principe de la souveraineté du Sultan du Maroc sur Tanger était reconnu; il était représenté dans la zone par un Mendoub désigné par lui. L'internationalisation de la ville recevait sa consécration par le partage du pouvoir législatif entre vingt-six représentants des communautés étrangères et indigènes, par un Comité de Contrôle formé par les agents diplomatiques des puissances signataires de l'acte d'Algésiras, par la création d'un tribunal mixte où siégeaient des magistrats français, anglais et espagnols en nombre égal aux magistrats chérifiens.

Dans la zone d'influence espagnole, l'autorité du Sultan fut déléguée à un kalifat, traité pratiquement par les Espagnols en souverain indépendant.

Cette situation dura jusqu'en 1940. Au cours de cette année, au moment où le Gouvernement français s'appretait à se replier devant l'avance allemande, l'ambassadeur d'Espagne à Paris avisait le ministre des Affaires étrangères que son gouvernement était décidé à reconsidérer le régime de Tanger.

Le 14 juin 1940, Franco, convaincu de la victoire des puissances rivales au bloc « démocratique » fit occuper la ville sous le prétexte d'en garantir la neutralité, en attendant que l'occasion se présente pour en faire autant avec le Maroc français. Le Mendoub fut renvoyé et la ville intégrée dans la zone kalifienne, le successeur de Mahomet étant à l'Espagne ce que le Sultan est à la France. L'Angleterre qui devait rassembler toutes ses forces pour conjurer la menace d'une invasion hitlérienne et faire face à une situation militaire catastrophique, ne put que protester contre ce coup de force.

Au mois de mai de cette année, le Gouvernement français entama des négociations avec le Gouvernement anglais en vue d'examiner le rétablissement du statut élaboré en 1923, pré-occupé de rétablir le prestige et l'influence prépondérante acquise antérieurement par l'impérialisme français au Maroc.

Le Gouvernement américain avait fait connaître son intention de participer à ces conversations, arguant qu'il était lié au Maroc par des traités qui avaient devancé l'acte d'Algésiras dont il était l'un des signataires.

Une Commission d'experts des trois puissances devait se réunir à Paris, le 3 juillet. Elle devait examiner les moyens pour mettre fin à la situation créée sur l'initiative du Gouvernement de Madrid, à Tanger, en 1940, la remise en application du statut issu de la Conférence, en 1923, ou le régime provisoire que connaîtrait la zone de Tanger en attendant un règlement définitif. En plus de ces importantes questions, les experts devaient établir le mode de recrutement de détachements de police, de régler les problèmes techniques que posent l'administration de la zone, de nommer les administrateurs.

Les conclusions de cette Commission devaient être notifiées à l'U.R.S.S.; son Gouvernement fit savoir que le problème de Tanger ne saurait lui être étranger et demanda d'ajourner la réunion de cette Commission jusqu'à ce que sa participation fut envisagée.

La Conférence de Potsdam n'a pas manqué d'en discuter, mais il ne semble pas que les « Trois Grands » se soient mis d'accord, qu'ils aient pu ajuster leurs points de vue au changement à apporter au statut de 1923. Le seul résultat a été l'invitation faite par la France, l'Angleterre et les Etats-Unis à l'U.R.S.S. de participer aux travaux de la Commission précédemment projetée qui s'est réunie la première fois à Paris, le 9 août.

L'accord qui en est sorti remet en application le statut provisoire de 1923, en attendant la convocation, dans un délai de six mois, d'une conférence réunissant les puissances signataires de l'acte d'Algésiras.

dernier. Sans compter que ce n'eut pas été convenablement apprécié dans les cercles gouvernementaux qui, pour l'instant, a besoin de bons rapports avec la Russie panslave, dont l'absolutisme tsariste a fait place à celui de Staline.

Ce n'est pas impunément, la preuve est faite, que l'on s'écarte du syndicalisme réel et véritable. D'abandons en reniements on glisse fatalement sur la pente qui vous mène à l'anéantissement moral et aux trahisons. C'est le sort de la C. G. T. En fait, elle n'existe plus. Il n'y a plus qu'un comité d'entente boiteux socialo-communiste pour des actions passagères sur le terrain économique, dictées par des considérations d'ordre politique.

Mais quand la foi et la loi d'une association sont violées, les adhérents et les militants doivent s'insurger. La parole est à eux. Il est quelquefois nécessaire de faire une opération chirurgicale pour séparer les parties saines d'un corps gangrené.

L'Espagne aura une place limitée dans l'administration; elle ne sera pas exclue des prochaines négociations.

Espère-t-on que d'ici à cette époque le fascisme espagnol se sera amendé et devenu supportable ou qu'il aura fait place à un autre régime? C'est possible, on en peut exclure l'hypothèse. Mais à travers toutes ces vicissitudes diplomatiques, quels sont les intérêts des uns et des autres? C'est ce que nous allons essayer d'exposer, aussi clairement que possible.

La défaite de la France a sérieusement ébranlé son influence en Afrique du Nord et la crainte qu'elle inspirait aux populations indigènes par la présence d'un appareil coercitif puissant. Les élites indigènes doutent de sa puissance militaire et de sa capacité de renaissance économique. La redistribution des territoires coloniaux, les rivalités et les ambitions qu'elle engendre, sourdes mais apparentes, exploitées par eux peuvent être un élément qui favorisera la réalisation de leurs aspirations d'indépendance. Ils saisissent que dans ce déchaînement d'appétits impérialistes, la moindre défaillance, la plus légère erreur politique de l'Etat tutélaire peut servir de prétexte à une immixtion immédiate ou éventuelle d'une puissance antagoniste et, ainsi, trouver un auxiliaire provisoire et non désintéressé pour faire valoir leurs revendications.

Ces conjonctures politiques ont apporté un climat favorable à l'éclosion des idées d'indépendance, réactionnaires ou progressistes, en Algérie particulièrement. Deux courants les caractérisent: les Aulémas qui puisent leur philosophie dans la ferveur religieuse, qui veulent la débarrasser des impuretés et de la contamination occidentales et que le rejet des Français hors du sol musulman sera le commencement de la rénovation de l'Islam; les Amis du Manifeste, qui publièrent ce dernier lors du débarquement allié en Afrique du Nord, revendiquant la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, en application des principes de la Charte de l'Atlantique. Au Maroc, le souvenir d'Abd-el-Krim n'est pas encore effacé par le temps.

Il faut remarquer qu'au cours des derniers événements qui ont ensanglanté l'Algérie, l'endroit où ils atteignirent le plus de virulence fut précisément celui où le Manifeste vit le jour, à Sétif.

D'autre part, dans cette colonie, favorisés par une administration routinière, accrochée à ses sinécures et à son despotisme, les colons s'agitent pour une rupture avec la métropole, pour une séparation, se refusant à appliquer un statut social qui adouciraient la férocité de leur exploitation du fellah.

Mais la source de mécontentement la plus profonde en Afrique du Nord, celle qui est la cause initiale des explosions de désespoir et de colère, des révoltes et des émeutes, c'est la situation alimentaire. L'application de la loi prêt et bail a eu comme contre-partie des réquisitions et des prélèvements massifs de céréales, de fruits, d'huile et autres denrées. Rien que pour le Maroc, plusieurs centaines de milliers de quintaux ont été détournés du marché intérieur, réduisant les indigènes à un état de famine endémique — à l'exclusion des colons et des administrateurs français qui ne connaissent aucune privation. L'inclémence du temps a encore aggravé le sort atroce de ces populations qui, comme au Maroc où elles ne peuvent disposer que du tiers d'une récolte normale, épuisées, décimées, par la faim et les maladies, abandonnent leurs douars et leurs terres devenues stériles pour ne pas périr, attendant désespérément qu'un secours leur vienne de l'extérieur.

Cet aperçu montre combien la position de l'impérialisme français est précaire en Afrique du Nord. L'étalage de la force devant les représentants ilotes et fantoches de la Tunisie et du Maroc ne changera rien à la réalité des faits qui agissent contre le colonialisme des banques et des hommes d'affaires. Car si l'on peut arrêter momentanément le mouvement des hommes, les idées se frayent un chemin quels que soient les obstacles qu'elles rencontrent. Aussi est-ce sur le terrain moral, en se présentant comme le défenseur de l'unité de l'Empire chérifien, à l'occasion de la discussion sur l'avenir de Tanger, que l'impérialisme français compte redorer son blason en Afrique du Nord. Les efforts porteront probablement à la reconnaissance de la souveraineté du Sultan sur la zone, avec participation effective de ses représentants dans

l'administration des concessions étrangères. Y réussira-t-il? Nous le saurons bientôt.

L'impérialisme américain pour aussi récent que soit l'intérêt qu'il porte à Tanger, n'est nullement guidé par des mobiles humanitaires ou par faire la police contre l'arbitraire et les exactions du colonialisme. Son installation à Tanger répond à des préoccupations plus matérielles et au réalisme de sa politique. Les possessions françaises d'Afrique du Nord — qu'il convoite ardemment pour assurer la sécurité de ses communications avec les régions pétrolifères d'Arabie — qu'il n'a pu acquérir par la loi prêt et bail, par la proximité de son voisinage pourront être l'objet de sollicitudes plus touchantes... et pleines de profits. Etant sur place, il pourra mieux manœuvrer et agir dès que des circonstances favorables se présenteront à lui. Pour ce qui est de Tanger, les trustees ship prévus dans la Charte de San-Francisco lui fourniront probablement les arguments moraux et juridiques pour justifier sa présence à Tanger, base de pénétration ultérieure en Afrique du Nord. De plus, Tanger doit pouvoir remplir un rôle stratégique capital en cas de déséquilibre entre les principaux impérialismes. Ce souci est autant partagé par l'impérialisme anglais; toutefois, ce dernier ne semble pas séparer la politique qu'il mène dans ce secteur du monde de celle qu'il poursuit en Europe Occidentale.

L'Angleterre tend à la formation d'Etats plus ou moins reliés entre eux, ceinturant l'Europe, faisant pièces à l'expansionnisme russe, de nature à être utilisés comme base de départ, le cas échéant, à des opérations d'envergure. Un de ses projets était d'amener les Etats occidentaux à une alliance où elle aurait eu une place prépondérante. Ce danger de coalition fut écarté par la vigilance des adulateurs staliens qui le mirent en échec par des moyens de chantage et de pression sur leurs gouvernements. L'Angleterre recula pour mieux préparer le terrain. Puisqu'elle ne pouvait pas l'aborder par le côté politique sans jeter la méfiance et la suspicion sur ses intentions, c'est par celui de l'économique qu'elle espère faire avaler la couleuvre. A des Etats exsangues, appauvris, dévastés, pensant difficilement leurs plaies, prêts à tous les sacrifices pour retrouver leur place dans le monde, l'idée d'une Union occidentale économique peut leur paraître séduisante; sa réalisation, une planche de salut. Cette formule lancée il y a quelque temps est beaucoup discutée et ne semble pas laisser indifférents nos milieux intéressés. Les principes qui animent ce projet c'est que cette Union occidentale ne ferait pas seulement une entente économique pour le maintien et le développement des échanges commerciaux entre les Etats participants, mais devrait, en outre, unifier et standardiser les équipements et le matériel de guerre, mettre en commun les bases aériennes et navales, utiliser rationnellement et spécialiser le matériel humain en fonction des caractéristiques militaires et stratégiques principales de chaque nation adhérente à cette Union.

Cette étrange Union économique permettrait surtout aux pays occidentaux d'accroître prodigieusement et efficacement leur potentiel militaire, d'obtenir une coordination qui, au moment opportun, grâce à une orientation et une spécialisation adéquate à chaque pays, constituerait un formidable instrument de guerre offensif, aux conditions financières les plus avantageuses. Mais, heureusement, cette idée n'est qu'en gestation. Il faudra du temps pour qu'elle prenne forme et consistance si la classe ouvrière ne s'y oppose pas résolument. Dans le présent, pour l'Angleterre, il faut agir avec ce qui existe, là où sa politique rencontrera des sympathies là où elle pourra briser les résistances. Puisque la France est réticente à la constitution d'un bloc occidental et en être le pivot — ce qui explique pourquoi ses négociations pour l'achat de produits alimentaires et de matières premières sont plutôt fraîchement accueillies à l'étranger — c'est l'Espagne qui deviendra le gardien de la « civilisation occidentale » qui servira de tête de pont en Europe au cas où des troubles viendraient à bouleverser les positions politiques continentales existantes au profit du totalitarisme soviétique.

Mais, dira-t-on, il n'est pas sûr que l'Espagne se prête au jeu de l'impérialisme anglo-saxon, est-ce que Franco, devant

les menaces et sur la pression des démocrates, n'est pas à la veille de céder la place à un gouvernement républicain? C'est à voir. En tout cas les anglo-saxons n'ont jamais affiché beaucoup de scrupules quant au choix des hommes politiques et au régime des Etats, l'essentiel c'est que leurs intérêts soient activement soutenus.

La conférence de Potsdam devait régler le sort de Franco pour qui les transformations politiques réclamées par l'opinion mondiale doivent se limiter à un changement de personnel gouvernemental, sans atteindre les principes à la base du régime qu'il a instauré grâce à l'appui sans mesure des fascismes hitlérien et mussolinien et avec la complexité, aussi efficace pour avoir été silencieuse, des banquiers londoniens qui, pour que les quelques 200 millions de livres sterling qu'ils venaient d'investir dans les parties du territoire espagnol contrôlé par Franco ne connussent le moindre déboire, préconisent et firent triompher la politique de non-intervention, c'est-à-dire laisser faire Hitler et Mussolini. De toute cette agitation, de toutes ces gesticulations, qu'en est-il advenu jusqu'à présent? Rien, pourtant s'ils le voulaient ils pourraient beaucoup.

Si Franco est encore en place, c'est qu'il est encore utile aux « démocraties » tant que les conditions pour la formation d'un autre gouvernement espagnol se pliant à leurs exigences ne seront pas remplies. S'il en était autrement, pourquoi ne pas mettre à exécution les menaces de représailles économiques?

Pour son trafic normal avec l'Europe, l'Espagne ne dispose que de trois voies ferrées, à peine suffisantes. Ses échanges les plus importants et indispensables avec les Etats méditerranéens de l'Europe, avec ses Colonies africaines, avec les Etats de l'Amérique du Sud, nécessitent une liberté absolue de ses communications maritimes. Si elle ne veut pas être vouée à un dépérissement économique, elle ne peut faire autrement que de tenir compte des besoins et des exigences des puissances pouvant compromettre ou contrôler les routes qu'empruntent ses navires.

C'est un argument que n'a certainement pas manqué de faire valoir le cabinet londonien pour amener Franco à préparer le climat au retour d'une monarchie constitutionnelle avec un Don Juan de Bourbon, ou à la démocratie bourgeoise. Son flirt avec les puissances de l'Axe l'a rendu suspect de néo-impérialisme, son nationalisme économique a irrité les banquiers anglais qui ne demandent qu'à s'en débarrasser sans violence pour éviter des convulsions sociales.

Si l'évolution du régime franquiste vers une démocratie politique marque des étapes et des temps d'arrêt, c'est que Franco, par une habile politique de concessions économiques qui risque d'aliéner l'indépendance de l'Espagne, espère obtenir des Etats-Unis une neutralité bienveillante en les opposant à l'Angleterre.

Il est hors de doute que ses avances ont obtenu quelques succès auprès de la Maison Blanche et qu'elles ont reçu commencement d'exécution. Par un accord conclu entre la Banque Hispano-américaine et l'Urquijo Vascongado, le contrôle de la finance yankee s'exerce sur une partie de la grande industrie espagnole de transformation, notamment sur la Société de Constructions navales au capital de 150 millions de pesetas. Par ce même procédé la Standard Oil contrôle la Compagnie espagnole des pétroles; les licences allemandes de fabrication deviennent sa propriété. En Catalogne, la conclusion d'arrangements avec les filatures mettront les Etats-Unis fournisseurs des matières premières. De plus, des millions composés d'industriels et de financiers américains ont acquis des positions importantes dans les secteurs industriels essentiels. Avec les autorités franquistes elles ont mis sur pied un programme de longue durée qui engagera la politique extérieure de l'Espagne pour de nombreuses années:

- 1° Pallier à l'insuffisance de son système bancaire;
- 2° Faciliter l'équipement économique du pays et les échanges intérieurs par le rééquipement et l'électrification des chemins de fer;
- 3° L'extension du réseau téléphonique, après règlement des sommes dues par le gouvernement espagnol aux Etats-Unis

pour la reprise de la Compagnie des Téléphones;  
4° Le développement de l'aviation et création de nouveaux aérodromes;

5° Modernisation des installations portuaires et de leurs voies d'accès;

6° Rééquipement de l'industrie extractive et participation américaine à certaines exploitations, en particulier à celles des potasses de la région de Barcelone.

L'exécution de ce plan rendra les Etats-Unis maître de la presque totalité de l'économie espagnole, surtout par le contrôle des ressources minières qui y sont abondantes, à part la houille. L'impérialisme américain évince graduellement l'Angleterre du marché espagnol et fera de l'Espagne, comme il en a eu toujours l'intention, une tête de pont pour ses relations économiques avec l'Europe.

Malgré les oppositions et les divergences d'intérêts, quelque chose unit étroitement ces impérialismes : assurer la stabilité politique de l'Espagne, éviter que la classe ouvrière ne vienne troubler les combinaisons échafaudées par les financiers anglo-saxons.

Cette stabilité doit permettre à l'Angleterre de faire choix d'un gouvernement espagnol consentant à faire du pays une base de départ pour des opérations éventuelles en cas de rupture de l'équilibre continental établi par les conférences des « Trois grands » brigands; pour les Etats-Unis, s'il leur importe peu que le régime franquiste fasse place à une monarchie ou à une république, c'est que cette substitution ne compromet pas la sécurité des capitaux qu'ils viennent d'engager et le bénéfice des accords conclus. Autrement, leur intervention est à prévoir.

De tout cela il est permis de penser que Franco bénéficiera d'un sursis.

La Russie stalinienne qui réalise méthodiquement les visées de l'impérialisme tsariste voit clairement dans le jeu de ses adversaires. Elle voit leurs tentatives de reconstitution d'un cordon sanitaire. Aussi sa diplomatie, pour mettre en échec ce plan d'encerclement, s'efforce-t-elle, pendant qu'il est encore temps, d'obtenir des bases et des points stratégiques continentaux.

La liberté du trafic en Méditerranée sera à l'avenir d'une importance vitale, tant pour l'Angleterre que pour les Etats-Unis. C'est la route du pétrole et des matières premières. Les Soviets en réclamant la révision de la Convention de Montreux, leur admission au Conseil d'administration du Canal de Suez, la rétrocession à la Grèce des îles turques Imbros et Ténédos et des îles italiennes du Dodécanèse, en faisant poser par la Yougoslavie des revendications sur Trieste et la Corinthe — qui détruiraient pratiquement toute indépendance autrichienne et lui ouvriraient le chemin vers l'Adriatique — et, enfin, par sa présence à Tanger, ils auraient non seulement une perspective sur tout le bassin méditerranéen, mais principalement des bases avantageuses pour le conflit gigantesque que nous préparent les trois grands impérialismes.

~~~~~  
On nous prie d'insérer:

## Congrès Constitutif du Mouvement Libertaire

Le Mouvement Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>, tiendra son Congrès National Constitutif à Paris, les 6 et 7 octobre 1945, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h., en la salle des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris.

Dans un but de large information, pour faciliter le rassemblement de tous les libertaires décidés à agir et pour permettre à chacun de décider en connaissance de cause de son adhésion ou de sa non-adhésion, les camarades non encore adhérents, sans distinction de tendance, sont fraternellement invités à assister aux débats.

# HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN

Vous tous, hommes et femmes qui suivez au doigt et à l'œil les péripéties de la politique et du syndicat (je ne dis pas du syndicalisme, car ce dernier est actuellement foulé aux pieds), vous qui exécutez sans discussion les ordres des pontifes du parti ou de l'actuelle C.G.T., vous êtes-vous demandé si vous n'étiez pas induits en erreur, si on ne vous conduisait pas sur une voie de garage, si les paroles et les actions de ces Messieurs correspondaient bien à la vérité?

C'est pour commémorer la mémoire des camarades tombés en luttant, un jour de 1<sup>er</sup> Mai, à Chicago, que les syndicalistes ont voulu, eux aussi, faire entendre leur voix et ont obtenu que le 1<sup>er</sup> Mai reste ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, un jour de revendications et de respectueux souvenir pour ceux qui en ont été les pionniers.

Vous êtes-vous demandé quel était le rôle que devrait remplir la C.G.T.? Connaissez-vous la raison d'être du syndicaliste et son terrain d'action?

Léon Jouhaux, représentant perpétuel de la C.G.T., va vous faire connaître tout cela par une conférence faite à Bruxelles le 6 décembre 1911, à l'occasion de laquelle a été exposé le rôle de la C.G.T. et du syndicalisme vis-à-vis de :

*L'Etat, l'Armée, la Patrie, le Capital, la Politique, le Salarial, la Grève.*

« La lutte des travailleurs contre l'autorité de l'Etat est de tous les temps; les cadres légaux sont trop restreints pour que l'action syndicaliste ait pu s'épanouir sans entraves; c'est vers la suppression du salariat que nous allons. Nous voulons remettre entre les mains des producteurs les instruments de production pour que chacun travaillant selon ses forces, puisse consommer selon ses besoins.

Voici un jugement vis-à-vis de la Patrie:

« Les travailleurs n'ont pas de Patrie; toute guerre est un attentat contre la classe ouvrière et un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications; gouvernants, parlementaires, financiers, industriels, propriétaires ont raison de proclamer l'existence des patries, car leur disparition sonnerait le glas de leurs privilèges. En maintenant les peuples en état d'hostilité, en alimentant cette haine stupide des nationalités et des races, c'est pour eux le plus sûr moyen de préserver et de perpétuer l'état social actuel dont ils sont les seuls bénéficiaires. La Patrie du travailleur, c'est la Terre entière, là où il peut manger, aimer, boire, dormir. Les ennemis des ouvriers français ne sont pas au delà des frontières: ils sont en deçà: Notre ennemi, c'est notre maître.

De l'Armée:

« L'Armée est faite bien plus pour satisfaire l'esprit de lucre et de rapine des capitalistes, que pour sauvegarder les intérêts nationaux.

De la Guerre:

« Aux cris lugubres des hyènes de la finance, aux cris féroces des tigres du patriotisme, travailleurs allemands et travailleurs français, répondons par le cri toujours plus vibrant: A bas la Guerre!

De la Grève:

« Aux travailleurs de créer une technique de la Grève en profitant de tous les enseignements qui se dégagent des faits journaliers. »

Que font et que disent aujourd'hui les pontifes de l'actuelle C. G. T.? Pour arriver à leur fin politique et mieux duper les travailleurs ils se parent du titre de « syndicalistes ». Mon-mousseau, en cette année de grâce 1945, dans son article : « Quand charbonnier est maître chez nous », n'avoue-t-il pas que la nationalisation des Houillères ne permet aucune illusion mais qu'elle a surtout fait des deniers de l'Etat, la chose de De Peyerimoff et tutti quanti (comprenez qui pourra)? L'aveu est de taille. Les voilà ces « pontifes » qui appellent la C. G. T. à participer aux élections, aux Etats Généraux, à la défense de certains journaux, alors que, si j'ai bonne mémoire, l'article premier des statuts de la C. G. T. dit : « Elle groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du

salarial et du patronat, nul ne peut se servir de son titre de confédéré dans un acte électoral politique quelconque? »

Pourquoi faut-il donc qu'à tous les échelons les militants syndicalistes se trouvent investis de responsabilité politique importante? (Molino dixit). Pourquoi, alors que le syndicalisme est apolitique et anti-patriotique, faut-il que le mouvement syndical désigne dans les assemblées patriotiques d'entreprises, les délégués qui devront participer au congrès départemental?

Pourquoi, alors que le syndicalisme est apolitique et anti-patriotique, faut-il que le mouvement syndical désigne dans les assemblées patriotiques d'entreprises, les délégués qui devront participer au congrès départemental?

Quant donc assisterons-nous à l'action syndicaliste? Quand donc verrons-nous les prétendus syndicalistes faire du syndicalisme, puisque ce dernier est pour l'expropriation capitaliste! Les occasions sont nombreuses...

Camarades! J'espère que ces lignes n'auront pas été écrites en vain et que vous vous rendrez à l'évidence: la C.G.T., visant à la transformation sociale ne doit pas être une organisation qui entend s'adapter au monde capitaliste. Le syndicalisme doit, pouvoir, dans la mesure qu'il s'est tracée, se suffire à lui-même. Dans notre pays de décadence bourgeoise, au moment où la démocratie fait faillite à tous ses engagements et à toutes ses promesses, nous vivons vraiment une période historique. Dans cette désagrégation, la C.G.T. apparaît, même aux yeux de ses détracteurs, comme la seule force vitale capable de faire œuvre de rénovation sociale. Nous ne visons nullement à réaliser une transformation politique qui ne pourrait apporter aucun changement dans la situation des salariés, mais une transformation économique. Les ouvriers doivent toujours conserver leur pouvoir d'action et de revendication; ils doivent agir par eux-mêmes pour se rendre compte de la puissance qu'ils portent en eux et mettre en application la vieille devise internationale:

« L'Emancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes. »

Puisse cette analyse de ce qu'est le syndicalisme, provoquer en vous un examen de conscience et voir si réellement vous disposez de quelques aptitudes syndicalistes afin que, tous unis, nous puissions braver la démagogie des politiciens sans scrupules qui, sous le manteau du syndicalisme qu'ils ont souillé, nous ont dupé hier, sont prêts à nous duper aujourd'hui, n'hésiteront pas à nous duper demain.

## SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

A la suite des accords de Toulouse, chacun est prié de prendre note que tout ce qui concerne le Comité National doit être adressé à : S. I. A., Bourse du Travail, Place Saint-Sernin, Toulouse (Haute-Garonne).

Les amis de la Région Parisienne doivent s'adresser au Secrétaire de la Régionale de Paris : Thorillon, rue de Reuilly, Paris-12<sup>e</sup>.

Ce numéro paraît exceptionnellement sur 6 pages. Le prix de vente est maintenu à 2 fr. 50, ce qui demande un gros effort financier de l'administration. Nous demandons à tous les amis d'en tenir compte et de faire un effort pour soutenir notre journal. La souscription permanente est toujours ouverte et des listes de souscription sont à leur disposition. Aidez « l'Action Syndicaliste ».

Pour tout envoi de fonds : C. C. 5046-35 Paris

R. DOUSSOT, 9, av. de la Porte-Clignancourt, Paris-18<sup>e</sup>



Impimerie Spéciale de l'« Action Syndicaliste »

# L'Action Syndicaliste

A.I.T.

Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste Française

A.I.T.

**La paix qu'on ne veut pas faire...  
...et que nous voulons !**

La Conférence de Londres a pris fin assez brusquement, après trois semaines de délibérations inutiles au cours desquelles se sont affrontés tous les impérialismes rivaux. On a même renoncé, comme c'était l'habitude dans ces sortes d'assises, à publier un communiqué commun qui eût masqué l'échec total. C'est peut-être la première fois que le fait se produit et il mérite qu'on le souligne, parce qu'il prouve la profondeur du fossé qui sépare les négociateurs.

Dorénavant, la preuve est faite que ceux qui se sont arrogé le droit de dicter la paix au monde en sont incapables; qu'ils sont dominés par leurs intérêts et leurs passions et dans l'impossibilité de les maîtriser, pour trouver au moins entre eux une sorte de « modus vivendi », qui leur permette d'aborder les problèmes qu'ils doivent résoudre avec quelque sérénité.

Russes, Américains et Anglais n'ont en vue que de défendre des conceptions périmées qui, toutes, sont basées sur l'impérialisme le plus sordide et sur la force.

Que ne lisent-ils, au moment où leurs disputes atteignent le suraigu, le rapport du général Marshall, chef d'Etat-Major des Etats-Unis. Ils y découvriraient peut-être motif à réflexion et matière à comprendre mieux les destins de la paix, de cette paix à laquelle ils tournent le dos avec obstination.

Le général Marshall nous dit que la bombe atomique n'est qu'un « jouet enfantin » auprès des autres découvertes faites par ses services. Ne lit-on pas, dans ce document, que des bombes électroniques peuvent être envoyées, sans pilotes, d'un continent à l'autre et s'attaquer à tout centre dégagant de la chaleur, comme tous les grands centres comportant des usines et fabriques? Ne parle-t-on pas encore d'avions stratosphériques à vitesse pratiquement illimitée, capables d'emporter des bombes de 50 tonnes d'une puissance terrifiante?

Le général Arnold, du même état-major, ajoute que de tels procédés « bouleversent » toutes les conceptions qu'on peut avoir de la stratégie et déclare que nul endroit de la terre ne peut se croire à l'abri, ni échapper à la destruction totale.

N'est-ce pas assez pour faire comprendre que les peuples appelés à s'entre-détruire auront, dès le premier jour, tout ce qui sera nécessaire dans ce but? Cela, les peuples, qui n'ont pas les mêmes raisons que leurs dirigeants de se fermer à tout entendement, l'ont compris. Et l'ayant compris, ils veulent la paix avec plus de force que jamais. Mais les dirigeants, sourds et aveugles de façon congénitale, pourrait-on dire, se refusent à vouloir voir les réalités telles qu'elles sont. Ils persistent dans leurs rêves insensés d'hégémonie, de conquêtes de points stratégiques, de marchés possibles et de créations de zones d'influence.

Et, il faut bien le dire, parce que c'est la vérité, la Russie des Soviets, plus impérialiste que les tsars ne le furent jamais, marche en tête des malfaisants et c'est beaucoup par sa faute que la Conférence de Londres a connu un échec aussi retentissant. Naturellement, ces champions de « la Renaissance française » que sont les communistes, qui ne sont autres que des Russes de l'intérieur, donnent raison à l'impérialisme de Staline.

On parle du « limogeage » éventuel de Molotov, « cul de plomb », comme l'appelle Staline, et de son remplacement par Litvinoff. Croit-on que cela changera grand' chose à l'affaire? Sans doute, au moins au début, celui-ci se montrera plus

(Suite page 3.)

## Appel à tous ...

Alors que la situation actuelle ne permet pas de se taire, les difficultés rencontrées pour faire paraître « L'Action Syndicaliste » augmentent à chaque numéro.

Pour surmonter cette situation il a fallu se résoudre à porter, à partir de ce numéro, le prix de l'exemplaire à 4 fr. et le prix de l'abonnement de 12 numéros à 45 francs.

Les camarades comprendront notre décision et ne nous marchanderont pas leurs efforts.

Pour faire revivre le syndicalisme révolutionnaire, camarades, aidez-nous.

*Perspectives orientales.*

## Chinoiseries...

Le 14 août a été signé le traité russo-chinois. Des accords annexes et complémentaires ont établi les droits des deux parties en Mandchourie, en Mongolie extérieure et sur l'Est chinois.

A cette occasion il n'est pas inutile d'exposer ce qu'il représente. Contrairement au panégyriste qui en a fait l'analyse dans le journal de la C. G. T., nous avons tout lieu d'être inquiet sur les perspectives qui s'ouvrent dans la Chine septentrionale.

De tout temps la Chine fut l'objet des convoitises et des rivalités impérialistes. Derrière les généraux qui pillaient le peuple, et l'affamaient, se cachait un impérialisme étranger. La rivalité des factions militaristes, la virulence ou l'atténuation de leurs luttes étaient le reflet des oppositions entre impérialismes pour acquérir des concessions et des débouchés. L'unité nationale était impossible parce que les principaux impérialismes qui se disputaient l'Extrême Orient avaient planté chacun leur drapeau sur un lambeau du sol chinois. Ce n'est qu'en voyant le Japon agrandir son influence par expansion territoriale et par leur éviction que ces impérialismes renoncèrent à leur politique de dépècement, étant sûrs de recouvrer leurs biens et leurs privilèges avec un pouvoir central qu'ils auraient installé.

## RICHESSES NATURELLES

Mais où les divergences d'intérêt ont toujours eu une acuité particulière c'est en Chine du Nord, en Mandchourie. Cette province, grande comme la France et l'Italie réunies, est d'une richesse incalculable. On a dénombré 170 gisements aurifères, 215 de charbon, 26 de fer, 21 d'argent. Des schistes bitumeux en importance considérable permettront, par leur distillation, de faire de la Mandchourie un centre producteur d'huile minérale de premier plan. Le fer, d'une réserve de plus de 700 millions de tonnes, permet l'aménagement d'une industrie sidérurgique qui pourrait traiter plus de 2 millions de tonnes de minerai par an. D'autant plus aisément que la production charbonnière dépasse 10 mil-

lions de tonnes et que le seul gisement de Funshem a une réserve de 1 milliard de tonnes. Si l'on ajoute à cela que dans les richesses de cette province chinoise, l'or figure pour 260 tonnes, le talc pour 23.000, l'amiante et le manganèse pour 600 chacun, on aura une idée de la valeur de son sous-sol.

Les ressources agricoles sont énormes. Les plaines immenses et fertiles produisent céréales et soya en abondance. 35 millions d'hectares sont ensemencés en riz, orge, froment, avoine, millet, blé, etc... 7 millions le sont en soya utilisé pour l'alimentation, pour la fabrication de l'huile et de la margarine, pour celle des laques et des encres.

L'élevage figure aussi pour une bonne part, puisqu'on y compte 20 millions de têtes : bœufs, porcs, moutons, chevaux, etc... 10 millions d'hectares de forêts couvrent le sol.

D'autre part, la sériculture, quoique relativement récente, se développe rapidement.

## LES VOIES DE COMMUNICATIONS et l'expansion étrangère

Cette énumération est suffisamment éloquent pour s'expliquer les luttes d'influence qui se sont déroulées en Mandchourie depuis de nombreuses années et les fréquents changements politiques qu'elle a connus.

Mais si la nature l'a favorisé, par contre le génie des hommes ne l'a guère doté des moyens de communications, et d'écoulement de ses produits; un réseau routier très pauvre, seulement quelques lignes de chemin de fer.

La possession de celles-ci par une tierce puissance met cette dernière en mesure d'exercer un véritable contrôle économique, d'établir des rapports à son avantage. Le trafic des marchandises qui était de 1.156 millions de tonnes en 1913 est passé à 5 millions en 1938. Cette activité s'exerça en premier lieu au profit de la banque russo-asiatique, ex russo-chinoise, ensuite à celui de l'Etat Soviétique.

C'est pourquoi depuis un demi-siècle elle fut l'objet des compétitions russo-japonaises; la Russie l'a définitivement emporté par le traité en question.

Le chemin de fer de l'Est Chinois fut construit à l'époque tsariste, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec le concours de la banque russo-chinoise. La construction coûta 459 millions de roubles-or. L'Etat russe couvrit le déficit de son exploitation pendant les 8 premières années, soit 178 millions de roubles.

Par cette opération la Russie poursuivait deux buts: amorcer son expansion en Chine du Nord pour dégager Vladivostock et réduire le trajet du Transsibérien qui devait longer l'Amour jusqu'à Khabarovsk, de là descendre à Vladivostock, cet itinéraire étant impraticable l'hiver par un gel intense et prolongé en Sibérie.

A l'Est Chinois fut construit un em-

branchement qui part de Karbine et aboutit à Dairen et Port-Arthur en passant par Tchang-Tchoun. Par le traité de Portsmouth, en 1905, le Japon devint propriétaire du tronçon qui va de Tchang-Tchoun à Dairen, et reçut le nom de « Sud-Mandchourien ».

Quant à la dernière péripétie que connut « l'Est Chinois » avant la signature du récent traité, en mars 1935, quelque temps après la fondation de l'empire du Mandchoukouo, ce fut de devenir la propriété de ce dernier après paiement d'une indemnité de 140 millions de yen à l'Etat soviétique. Il prit l'appellation « Nord-Mandchou ».

Par l'accord du 14 août 1945, la Chine et l'U.R.S.S. redeviennent propriétaires communs de l'ensemble du réseau; les deux lignes réunies deviennent « Chemin de fer chinois de Tchang-Tchoun ». Il sera exploité en commun, aucune des deux parties ne pourra céder une parcelle de ses droits à une autre puissance. Au bout de trente ans d'exploitation commune, le réseau reviendra à la Chine sans compensation.

La Russie rentre dans ses prérogatives et privilèges. Cet accord paraît équitable puisque la Russie ne tend là qu'à recouvrer le capital qu'elle a investi dans la construction de ces lignes, par leur exploitation qui est maintenant bénéficiaire. De plus la bienveillance de la Russie condescend jusqu'à accepter que la protection du réseau soit assuré par des forces chinoises, au lieu de forces russes comme le prévoyait le protocole signé en 1894.

## PENETRATION SOVIETIQUE

En fait, ce traité constitue une tentative de main-mise de la Russie sur la Mandchourie. Ce sont les annexes — qui ont plus d'importance que le traité proprement dit — qui comportent les clauses favorables à la pénétration russe, au détriment des autres puissances dont certaines d'entre elles, comme les Etats-Unis, avaient des intérêts considérables en Mandchourie avant sa sujétion au Japon.

Par l'exploitation en commun par la Chine et l'U.R.S.S. de la base navale de Port-Arthur, dans la petite province du Kouang-Toun, l'U.R.S.S. acquiert une base navale de première importance dans la mer Jaune puisque l'accès des navires de guerre dans ce port ne sera autorisé qu'à ces deux puissances — et l'on sait que la marine de guerre chinoise est vraiment peu importante. L'administration du port sera, certes, assurée par une Commission militaire mixte, l'administration civile confiée au gouvernement chinois, mais la défense militaire, la construction de fortifications sera l'apanage exclusif des Soviets, ainsi que l'entretien des forces armées. Si cela représente un progrès sur la convention de 1898 qui cédait cette base et Dairen à la Russie pour un quart de siècle avec un droit de jouissance absolu, il n'en reste pas moins vrai que la forme de l'installation soviétique à Port-

Arthur revêt un caractère menaçant quant à la paix en Extrême Orient. Ce sera une menace constante pour Dairen transformé en « port libre ». Cette liberté n'est que superficielle. A part l'administration qui sera chinoise, le commandant du port sera sujet soviétique, les aménagements et installations portuaires seront mis à la disposition de la Russie qui aura, ainsi, priorité sur les autres puissances. D'autre part, ses marchandises seront exonérées des taxes douanières chinoises.

Ces dispositions lui assure un dumping de deux sortes: de frêt, car les importateurs coréens et mandchous auront intérêt à utiliser les bâtiments battant pavillon soviétique ou chinois; l'autre, commercial, en ne grevant pas ses marchandises des frais qu'auront à supporter ses concurrents.

Ce sera l'invasion économique de la Mandchourie et de la Corée, prélude à l'emprise politique. Certains naïfs croient que la Corée est à l'abri des visées territoriales russes parce que les Soviets ont adhéré à la déclaration du Caire qui prévoit le rétablissement de l'indépendance dans les pays libérés, mais c'est oublier que la Russie exerçait sur la Corée, de 1898 à 1910, conjointement avec le Japon, un contrôle politique et économique et que la politique stalinienne ne vise qu'à rétablir l'ancien statut impérial et le parachever par la satisfaction des ambitions tsaristes freinées ou contenues.

Pour s'en convaincre il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe dans le monde, de suivre les évolutions de la diplomatie soviétique, son art à tourner les obstacles et les difficultés pour parvenir à ses fins.

## RIVALITES ECONOMIQUES

### Antagonisme U.R.S.S. - U.S.A.

Les positions monopolistes dont la Russie aura le privilège en Mandchourie ne manqueront pas de porter ombrage aux autres impérialismes, particulièrement à celui des Etats-Unis, qui jugeront intolérable l'infériorité dans laquelle ils vont se trouver pour la conquête du marché chinois.

Il ne faut pas oublier, qu'avant l'annexion de fait de la Mandchourie par l'Empire du Soleil Levant, la pénétration américaine y prenait une certaine ampleur.

La banque « Mischel City Bank » avait 27 succursales, à Karbine et dans les principales villes; par un accord avec le gouvernement de Nankin, 70 millions de dollars qu'elle avait avancé devaient servir à développer les entreprises minières, l'industrie et le réseau ferroviaire en Mandchourie. L'activité concurrente américaine se manifestait contre le Japon autour de la ligne Moukden-Kharbine et pour la création de lignes aériennes.

Si la Chine intérieure offre de brillantes perspectives à l'écoulement de la

## La Paix qu'on ne veut pas faire...

(Suite de la première page)

production américaine, les Etats-Unis renonceront-ils aux positions qu'ils avaient acquis, notamment dans les chemins de fer chinois qui concurrençaient celui du Sud Mandchourien? C'est douteux. Il faut même s'attendre à une accentuation de leurs efforts pour se maintenir en Chine du Nord. Le port de Hou-Lou-Tao, construit par les Chinois pour disputer le trafic de Dairen, peut leur être utile, mieux aménagé et modernisé, dans la lutte d'influence qu'ils auront à soutenir contre la Russie. Mais la ligne qui dessert le port de Hou-Lou-Tao, qui part de Kharbine, passe par Moukden et descend sur l'ancienne capitale de la Chine, est d'une importance bien moins grande que celle appelée : ligne du « Sud Mandchourien ».

Par conséquent leurs efforts seront d'autant plus sérieux qu'ils auront à faire face à un adversaire avantagé par le nouveau statut du port de Dairen.

### MENACES DE GUERRE

Si les rivalités économiques ne vont pas manquer de pittoresque inquiétant, les orages politiques ne sont pas prêts de disparaître au ciel de la Paix.

La Mongolie extérieure fixera son avenir après un référendum qui donne entière satisfaction à la Russie, la Corée « indépendante », occupée par les forces soviétiques, dotée d'un gouvernement « démocratique » comme en connaissent les Etats balkaniques, est susceptible de prouver sa reconnaissance au « père génial des peuples » en demandant son admission au sein de « la grande famille des peuples soviétiques ». Ce sera l'encerclement de la Mandchourie, son asphyxie économique, politique et moral si elle ne veut pas se plier aux exigences du Kremlin. Si ce tableau ne s'offre pas immédiatement à nos regards, il ne saurait tarder. Il est pour le moins en voie de réalisation.

Les nouvelles qui arrivent de Chine au moment où nous écrivons cet article, indiquent que les armées communistes prennent la place des troupes soviétiques évacuant la Chine du Nord, devant celles du gouvernement central, et qu'une armée communiste d'environ 400.000 hommes est concentrée autour de Shanghai, prête à intervenir au cas où échoueraient les négociations entamées avec Tchang-King. D'autre part, les Américains qui semblent réaliser tout le sens de la politique moscovite ont débarqué deux divisions à Tien-Tsin pour appuyer leurs arguments, si cela est nécessaire.

C'est pourquoi le traité russo-chinois ne peut être considéré comme un gage de paix, mais comme un élément se combinant avec la force brutale pour réaliser la politique de conquête territoriale et économique de l'impérialisme russe.

Loin d'assurer la tranquillité sur cette portion du globe, il prépare et renforce les raisons et les conditions d'une nouvelle tuerie universelle.

« coulant », mais il ne pourra défendre une autre politique que celle des Soviets. Et celle-ci est trop nettement agressive, pour devenir compréhensive et pacifiste.

En vérité, la question n'est pas là. Les alliés ont pu se mettre d'accord *négligemment* : pour battre l'Allemagne et le Japon, mais ils sont tout à fait incapables de s'entendre pour faire une politique *positive* de paix. C'est une constatation qu'il faut faire tardivement, mais faire tout de même.

Une politique de paix? Cela suppose de la bonne volonté, du courage civique, une compréhension universelle de l'humain et de ses besoins de tous ordres; la volonté bien arrêtée de donner au monde des institutions qui sont adéquates à ses aspirations et à ses désirs, la capacité de résoudre tous les grands problèmes économiques et sociaux qui préoccupent les hommes au plus haut point et dont la solution conditionne leur avenir.

Rien de tout cela n'habite les gouvernants des peuples et il semble, au contraire, qu'ils ne sont tournés que vers des solutions de force qui ne peuvent rien résoudre et tout sacrifier à leurs désirs fous.

Pourtant, il est indéniable que tout cela constitue la préoccupation essentielle des peuples: que tous aspirent avec force à la paix définitive: à la paix tout court.

Alors que reste-t-il à faire, en présence de deux volontés aussi discordantes, aussi opposées, si nous voulons atteindre enfin le but de nos efforts?

Incontestablement ceci: mettre les dirigeants à la raison, puisqu'il sont incapables d'en trouver la voie tout seuls.

Mais cela postule un certain nombre de choses qui doivent être accomplies *partout dans un minimum de temps*, si on veut éviter le pire: la disparition dans un chaos effroyable de l'humanité tout entière.

En premier lieu, établir une digne, affirmer une volonté de ne pas se laisser conduire à une telle boucherie; s'organiser sur le plan national et mondial, pour mettre au jour un programme et un plan de nature à rassembler tous les prolétaires, en vue d'une lutte commune et passer à l'action pour le réaliser.

On verra si c'est ainsi que la *Fédération syndicaliste mondiale* comprend son rôle. Pour notre part, nous sommes plutôt sceptiques à son endroit, en raison des conditions de sa naissance et du caractère des débats qui l'ont précédée; nous avons, en effet, retrouvé dans les comptes rendus des relents d'impérialismes qui ne sont nullement de nature à nous rassurer et il semble bien que chaque centrale se fait bien davantage l'écho de son propre gouvernement et de ses aspirations à l'hégémonie que d'un sentiment de défense de tous les travail-

leurs du monde contre les « fossoyeurs » de la paix.

Aussi, tournons-nous nos regards ailleurs: vers une Internationale véritable, uniquement préoccupée de la défense de la vie et des intérêts de tous ces travailleurs.

Le salut est en nous, il ne peut venir que de nous-mêmes. Comprenons que nous devons en être les artisans et: *à l'œuvre*. Et ce n'est que temps. Peut-être même, avons-nous déjà trop tardé à le comprendre.

## LUEURS dans l'abîme

Le Congrès Constitutif du Mouvement Anarchiste qui s'est tenu à Paris les 6 et 7 octobre, a été un grand événement. Il marque non seulement une étape sérieuse dans le mouvement ouvrier, mais un effort important pour le regroupement des courants qui œuvrent pour une transformation sociale d'où seront bannies toutes les contraintes qui s'appesantissent sur les hommes et sur la collectivité.

Il a été au delà des espérances de beaucoup qui jugeaient cette unité comme une gageure impossible à réaliser. On souriait même à l'idée d'une telle tentative; c'est que les courants exprimaient des conceptions philosophiques tellement variées et différentes qu'on y voyait une incompatibilité insurmontable. C'était sous-estimer l'esprit de tolérance, la clairvoyance et la maturité doctrinale auxquels sont parvenus les groupements libertaires. Les contempteurs de l'anarchisme en seront pour leurs frais en ricanements et en plaisanteries.

Une chose est certaine, c'est qu'un Comité de Coordination harmonisera la propagande, lui assurant un meilleur rendement, et s'efforcera d'atténuer ou de faire disparaître les causes de friction qui pourraient opposer les courants, les groupes et les personnalités. C'est peu, presque rien, penseront les partisans du dénigrement systématique. En réalité s'est énorme, si l'on songe qu'il a fallu vingt siècles, de Platon à Marx, pour que le socialisme autoritaire soit la doctrine achevée que nous connaissons aujourd'hui — et que nous combattons — qu'il a fallu plus d'un siècle d'entre-déchirement, de luttes fratricides, de scissions, pour que les marxistes réalisent une unité relative, compromise à tout instant, chaque jour apportant une fissure ou une fêlure. L'anarchisme a connu, lui aussi, ses divisions et ses que-



relles, mais, il faut le reconnaître, il n'est pas en mesure de fournir un bilan aussi impressionnant. Nul doute qu'il laissera cette disproportion à l'avantage de ses adversaires.

Ce qu'il y a de remarquable dans les résolutions qui ont été acceptées — et non adoptées ou votées — c'est celle qui se rapporte à la question syndicale. Alors qu'on aurait pu craindre des tiraillements et des divergences profondes, c'est l'unanimité qui s'est réalisée sur cette question importante entre toutes, reconnaissant notre courant comme étant l'expression de l'A. I. T., nous assurant d'un appui inconditionné.

Bravo! C'est très bien. Dorénavant nous ne serons plus seuls dans la lutte. Avec un mouvement anarchiste qui se vivifie, qui prend une haute conscience de sa tâche et de sa grandeur, qui s'est débarrassé des entraves et des obstacles qui le gênaient dans l'ascension vers un Monde Nouveau, notre ardeur au combat n'aura d'égale qu'une volonté de toujours mieux faire.

Avec de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, nous aurons raison de nos ennemis et de nos adversaires.

## RÉSOLUTION

Après avoir examiné, dans le fond et dans la forme, les décisions prises par le Comité Confédéral National de la C. G. T. qui s'est tenu du 3 au 5 septembre 1945, l'Assemblée des militants de Paris et de province de la F. S. F., du 8 octobre, constate:

1° Qu'en décidant de prendre parti dans les élections, de faire voter dans le même sens que le parti communiste à ces élections, la C. G. T. a renié sa doctrine constante ainsi que la Charte constitutive d'Amiens, condition essentielle de l'unité syndicale;

2° Qu'en nommant deux Secrétaires Généraux de la C. G. T., le C. C. N. a contrevenu aux dispositions de l'article 9 des Statuts confédéraux, lequel ne prévoit qu'un Secrétaire Général;

3° Qu'en désignant un Bureau Exécutif de quatre membres, pris dans le sein du Bureau confédéral déjà porté à 12 membres sans autorisation, il a créé, en fait, un Organisme directeur non prévu par les Statuts et innové dans cette matière sans en avoir le droit;

4° Qu'en autorisant les Secrétaires confédéraux à faire acte de candidature aux élections législatives prochaines, le C. C. N. a passé outre aux dispositions formelles de l'article 10 des statuts confédéraux;

5° Qu'en prenant ces décisions, le C. C. N. a outrepassé tous les pouvoirs qui sont dévolus aux Congrès confédéraux, seuls habilités pour prendre position sur de telles questions qui engagent toute la

C. G. T., après consultations des syndiqués et des syndicats;

6° Que toutes ces décisions prises par le C. C. N. à l'encontre des statuts n'ayant pas été présentées, ni discutées par les syndicats et les syndiqués dans les formes statutaires, ni avalidées comme il se devait par un Congrès confédéral doivent être considérées par tous les syndiqués et les organisations confédérales comme nulles et non avenues (article 51 des statuts);

En conséquence, l'Assemblée considérant que ni la Charte, ni les statuts de la C. G. T. ne sont plus des garanties pour les membres de l'Organisation confédérale, ni représentatifs de l'Unité de toutes les tendances dans le cadre de la démocratie syndicale à tous les degrés; que les violations ci-dessus indiquées sont la négation de l'indépendance du syndicalisme et de la C. G. T. à l'égard des partis;

Appelle les syndiqués et les syndicats, les Unions départementales et les Fédérations à S'INSURGER contre les décisions prises par le C. C. N.

Et déclare, en outre, qu'il est indispensable que les forces syndicalistes de la C. G. T. se groupent en oppositions syndicales à tous les échelons confédéraux: syndicats, unions départementales et fédérations; que ces oppositions se rassemblent au sein de Comité de Coordination

*Vient de paraître:*

Une brochure d'actualité:

### « Le Syndicalisme et l'Etat »

par EDOUARD ROTOT

Passer les commandes à René Doussot, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris-18°. Ch. postal: Paris C. C. 5046-35. Prix de la brochure: 8 fr.; franco: 9 fr. 20.

locaux et départementaux et que ces derniers se mettent en relations avec le Comité de Coordination national créé à Paris.

Un examen ultérieur de la situation, aussi poussé que possible, aura lieu dans un délai rapproché pour adopter une solution qui sera à la fois conforme aux intérêts du syndicalisme et à ceux des travailleurs dont les revendications sont actuellement abandonnées.

*Ce numéro devait paraître sur un format plus grand, un accident matériel nous oblige à remettre cette amélioration, et l'article sur notre ami Voline, au prochain tirage.*

*Que nos camarades soient assurés que nous faisons l'impossible. Le prochain numéro de « L'ACTION SYNDICALISTE » leur donnera satisfaction à ce sujet.*

## COMITÉ de COORDINATION des Syndicalistes de la C.G.T.

On nous communique l'appel suivant:

Les décisions prises par le Comité Confédéral de la C. G. T., dont vous trouverez l'analyse dans une résolution adoptée par les militants syndicalistes de Paris et de province le 8 octobre, à Paris, nous font un devoir de prendre vigoureusement la défense des principes et de la Charte du syndicalisme en France.

Cela doit être fait sur tous les plans: locaux, régionaux, départementaux et national et, pour être fructueuse, l'action engagée doit être générale dans l'ensemble du pays et toucher le plus grand nombre de syndiqués et de syndicats possible. Notre tribune, jusqu'alors assez exigüe, doit devenir aussi plus importante pour véhiculer notre pensée là où il nous sera impossible d'aller porter la parole. Des brochures doivent être éditées pour éclairer tous nos camarades sur des points particuliers.

Pour faire tout cela, il faut de l'argent. Il en faut même beaucoup. C'est pourquoi nous ouvrons dès aujourd'hui, à partir de ce numéro,

### UNE GRANDE SOUSCRIPTION NATIONALE PERMANENTE

dont les fonds serviront exclusivement aux tâches ci-dessus indiquées.

Une grande tournée nationale est déjà en préparation. Elle aura lieu aussi rapidement que possible. Que tous travaillent, chacun dans sa localité, à sa préparation. Des listes de souscriptions vous seront adressées dès que possible; mais vous pouvez faire parvenir vos envois dès maintenant à Aimé Cappelle, 9, avenue Secrétan, C. C. P. Paris 4522-38.

### « L'ACTION SYNDICALISTE »

Abonnements ordinaires. . . . . 45 fr.  
Abonnements de soutien. . . . . 100 fr.

Pour tout envoi de fonds:

C. C. 5046-35 Paris

R. DOUSSOT, 9, avenue de la  
Porte-Clignancourt, Paris (18°)



Imprimerie Spéciale de  
L'ACTION SYNDICALISTE

# l'Action Syndicaliste

A. I. T.

Organe intérieur de la Fédération Syndicaliste

A. I. T.

## SALAIRE UNIQUE

### et ÉCHELLE MOBILE

La Charte d'Amiens a fixé en termes succincts les principes qui doivent animer le mouvement syndical, les bases qui doivent servir de fondement à une réorganisation sociale.

La Charte de Lyon a précisé l'interprétation de la première, en collaboration avec son auteur spirituel principal, pour dissiper les doutes et les équivoques que son laconisme faisait jaillir. L'une est complémentaire de l'autre, non dissemblable. Mais si l'on ne veut tenir compte que de la première, les idées essentielles sont suffisamment claires sur les buts fondamentaux du syndicalisme pour régler son comportement individuel et ses responsabilités dans l'action syndicale.

Il est hors de doute que la structure économique et sociale du Monde Nouveau prévu sera *associative, fédéraliste et libertaire*.

En déclarant que les syndicats poursuivent la lutte pour l'instauration d'un ordre nouveau, cet ordre doit bouleverser les rapports de propriété établis; les modifier, ou les faire disparaître, pour constituer un *ordre social éliminant les antagonismes qui divisent la Société en classes*. Mais implicitement ou explicitement il n'est venu à l'esprit de personne de concevoir que cet ordre reconsidérerait la rétribution du travail sur des bases différencielles. Au contraire, la mise en commun des moyens de production rendant solidaires ses agents de direction et d'exécution, l'entreprise revêt un caractère coopératif qui oblige les individus à examiner le problème de la répartition et de la consommation des richesses sous un angle nouveau. La discordance des intérêts faisant place à une harmonie, la répartition ne peut se faire qu'en fonction de la satisfaction des besoins.

La devise « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins », si elle apparaît actuellement comme le produit d'une spéculation humanitaire, sera demain la conséquence de conditions sociales qui l'imposeront.

Pour l'instant, puisque l'appropriation des richesses s'exerce sur un monde d'inégalité dans les moyens, l'action militante doit se manifester sur deux plans : éducatif, pour créer les conditions morales à l'acceptation éventuelle d'un statut plus équitable de la distribution; revendicatif, pour réduire la plus-value relative ou absolue du capitalisme, pour réduire le degré d'exploitation des travailleurs.

Sur le premier, nos aspirations doivent tendre vers le salaire unique. Cette revendication se justifie non seulement par les explications qui en ont déjà été données, mais parce que toute autre position est conservatrice. Légitimer la hiérarchisation des salaires dans une société rétablie sur la raison est une réminiscence de conceptions bourgeoises, à plus forte raison. Quand cette légitimation se situe dans le cadre d'une éthique propulsive, implicitement, elle contient la reconnaissance et la nécessité des inégalités sociales. Subjectivement, les intentions les plus pures et les meilleures peuvent animer ceux qui en sont partisans, objectivement ils aboutissent à doter certaines catégories de producteurs de moyens d'appropriation plus élevés que les autres, non pas à supprimer, mais à déplacer les conditions de l'exploitation.

C'est pourquoi tous nos efforts pour une unification des salaires d'une profession, sur le plan local, départemental ou national, comme l'égalité des salaires entre les deux sexes, ont une valeur progressive. Ce sont des étapes qui nous rapprochent du but. Quoiqu'ils ne représentent qu'une médiocre partie de ceux qu'il y a à dépenser pour l'atteindre totalement.

Certains estiment que l'inégalité des rétributions est un stimulant qui intervient dans les rapports de production de nature à favoriser un accroissement du volume des marchandises en circulation. Qu'elle repose sur une opinion de justice découlant du mérite, des aptitudes, des responsabilités des fonctions dans l'appareil de production. Ceci est parfaitement vrai dans notre société et nous aurions tort de le nier. Cependant, ces sentiments sont des notions abstraites

## La Conférence Nationale La C. G. T.

### et son congrès

La Conférence Nationale de la F.S.F., réunie à Paris le 1<sup>er</sup> décembre, après avoir examiné la situation syndicale française,

Considère:

— Qu'il y a lieu d'organiser les oppositions syndicales à tous les échelons confédéraux et de vulgariser les principes fondamentaux du syndicalisme;

— de donner à notre propagande un caractère plus nettement revendicatif;

— d'orienter notre propagande dans ce sens et de publier à cet effet, indépendamment de l'Action Syndicaliste, organe permanent de liaison, des brochures simples, claires, accessibles à tous et faciles à diffuser; de publier également et aussitôt que possible une revue de doctrine où seront aussi exposés les grands problèmes du moment, de renseigner les militants et d'orienter leur activité et leur propagande, d'éditer des tracts, toutes les fois que les circonstances l'exigeront, d'organiser le plus rapidement possible une tournée de propagande générale;

— de faire connaître notre point de vue au sujet des nationalisations et socialisations actuellement en cours ou envisagées;

— d'exposer les syndicalisations, seules susceptibles de satisfaire aux postulats du syndicalisme;

— de faire la propagande nécessaire à l'organisation d'une paix valable.

En conséquence, la Conférence mandate la Commission administrative pour mener ces tâches à bien, qui doivent permettre de regrouper et d'orienter le syndicalisme en France, dont le mouvement est actuellement dévié de sa route et de sa tradition par la direction confédérale.

qui évoluent dans le temps et selon la situation ambiante. La justice, par exemple, n'a pas toujours eu le contenu qu'on lui donne généralement. A une certaine époque, la loi salique qui représentait un progrès énorme sur l'esclavage et une régression sur la civilisation latine, mise en cause, souleva une réprobation unanime des bourgeois et des nobles, car son abolition constituait une injustice. Pour eux la justice était de se venter dans l'ignorance, l'humiliation et la servilité.

Si nous passons à un sentiment plus puissant, tel que l'amour, nous observons le même phénomène. Il y a autant de différence entre l'amour primitif matriarcal à l'amour idéaliste de la société moyenâgeuse que de ce dernier à l'amour propriété et exclusif de notre temps.

Tout change, se modifie dans le monde matériel, entraînant dans ce processus les idéologies qui, en définitive, n'en sont que l'expression spéculative.

Que la société se transforme, par contre-coup, sa superstructure — son éthique, — subira une influence et des transformations adéquates. La notion de justice, du bien et du beau, prendra un contenu différent, approprié à l'organisation économique et matérielle nouvelle.

C'est dès ce moment que sera possible la réalisation de notre devise communiste, que les faits posent devant les soucis des uns et des autres, indépendamment de tout sentimentalisme.

Mais les événements ont une logique implacable. Ils posent sans cesse des problèmes qu'il nous faut résoudre. D'une part, l'animation du mouvement social, d'autre part, les moyens de l'impulser, de l'orienter.

Dans un cas comme dans l'autre, les éléments ont leur source dans l'action revendicative. Animer le mouvement social, c'est lui montrer le chemin qui mène à la disparition des inégalités sociales par la

(Suite page 2.)

La C.G.T. est la seule grande organisation française qui n'ait pas tenu de Congrès depuis la libération. Toutes les organisations économiques, tous les partis politiques, tous les mouvements de la résistance ont tenu leurs assises. Et il en est de même à l'étranger.

Il y a à cela de multiples raisons qui sont susceptibles de nous éclairer et de nature à nous faire comprendre ce qui se passe à la rue Lafayette.

Au cours d'une controverse, un responsable auquel je posais la question a essayé de s'en tirer en me répondant que la C.G.T. était obligée de procéder à une vaste réorganisation syndicale à tous les échelons et que c'était la seule raison qui l'avait empêchée de tenir ses assises comme tous les autres mouvements. L'explication ne valait guère. Si elle valait, ce serait d'ailleurs pour tous les mouvements et tous les partis. Or, ce n'est pas le cas, puisque tous ont convoqué leur Congrès.

La vérité est autre et elle est ailleurs. Tout d'abord, si on peut admettre qu'il ait fallu un certain temps pour procéder à la réorganisation, qu'on excipe aujourd'hui comme d'une circonstance exceptionnelle et particulière à la seule C.G.T., nous déclarons qu'il n'a pas fallu de septembre 1944 à avril 1945, pour effectuer la besogne dont il s'agit, à moins que les dirigeants soient tous des incapables, ce qui n'est certainement pas le cas. Admettons que le temps nécessaire ait pu s'étendre de septembre 1944 à mai 1945, ce qui était suffisant. De l'aveu même des dirigeants fédéraux et confédéraux, les syndicats étaient reconstitués dès cette époque et la C.G.T. comptait au 1<sup>er</sup> mai 1945 plus de cinq millions de syndiqués. Ceux-ci étaient donc organisés dans leurs syndicats et dans leurs Fédérations, ainsi que dans leurs Unions locales et leurs Unions départementales.

Rien ne s'opposait donc à la tenue du Congrès en juillet 1945. Cependant, ce Congrès, si nécessaire et n'eut pas lieu, tout simplement parce que la majorité confédérale ne le voulait pas et en craignait les résultats. Voici pourquoi :

Tenir le Congrès obligeait cette majorité à respecter la démocratie syndicale et à le convoquer dans les cadres des anciens statuts. N'était-il pas préférable et plus commode pour elle de « mettre la légalité syndicale en vacances » et à « s'arroger les pleins pouvoirs exercés par le Bureau confédéral » ? C'est ce qu'on fit et c'est ainsi que nous avons vu se tenir deux Comités nationaux de la C.G.T., en mars et en septembre, deux Comités dont l'ordre du jour ne fut discuté que dans les sphères supérieures, mais non à la base. Quel en fut le résultat ? Tout le monde le connaît : décision — qui fut d'ailleurs annulée, sous la poussée des masses — de ne pas chômer le 1<sup>er</sup> mai; participation de la C.G.T. aux élections, en mars dernier. En septembre, le Comité national fit mieux encore: il passa outre aux dispositions des articles 9, 10 et 51 des statuts confédéraux, décida que les Secrétaires confédéraux pourraient faire acte de candidature aux élections législatives du 21 octobre; il nomma deux Secrétaires généraux de la C.G.T., désigna un Exécutif au sein du Bureau confédéral, déjà porté à 12 membres en mars, et que la C.G.T. donnerait comme mot d'ordre à ses adhérents de voter « oui-non », comme le parti communiste.

Tout cela aurait probablement été impossible si la C.G.T. avait tenu son Congrès, parce qu'une minorité, et peut-être une majorité, se seraient prononcées contre de telles propositions. Il valait donc beaucoup mieux les faire voter par des « dévoués » n'ayant rien à refuser au Bureau confédéral.

Voici pour le passé. Examinons, maintenant, les raisons d'avenir qui militent du point de vue de la majorité confédérale, non sans marquer en passant, que la Constitution de la Fédération syndicale mondiale fut décidée sans aucune consultation de la base, que sa Conférence préparatoire de Londres et son

# VOLINE

Congrès constitutif de Paris, ainsi que son programme et son orientation, qui étaient éminemment du ressort d'un Congrès confédéral, eurent lieu toujours sans aucune consultation de cette même base.

Disons, tout d'abord, que le secret désir des majoritaires communistes de la C.G.T. est de modifier profondément le système de représentation aux divers Congrès et plus spécialement au Congrès confédéral. A ce dernier, les syndicats n'auront plus d'accès direct. Pourquoi? Ils sont trop, paraît-il, et un Congrès qui les réunirait tiendrait plus d'une foire que d'un Congrès. Cependant, comme il faut tout de même qu'ils soient représentés, ils ne le seraient qu'au second degré, par le canal des Unions locales et peut-être départementales. Il faut, en outre, que la représentation « proportionnelle » soit instituée, pour qu'il n'y ait pas de surprise désagréable; que cette représentation fut telle que la majorité soit sûre du succès. Il faut encore créer, partout où cela est désirable, des syndicats, pour obtenir encore un plus grand nombre de voix, que les Fédérations prennent toutes dispositions pour cela. Il faut enfin et surtout qu'on soit assuré de faire passer haut la main de nouveaux statuts confédéraux — d'où on tirera statuts fédéraux, syndicaux, de Fédérations et d'Unions locales et départementales.

En somme, il s'agit de disposer d'une majorité fabriquée de toutes pièces et qui ne laisse pas place à la minorité syndicaliste pour exprimer son point de vue; une majorité qui mette celle-ci à l'abri de toute surprise; des statuts et une Charte exprimant le point de vue et les désirs des dirigeants de la C.G.T.

Avéz-vous compris pourquoi, maintenant, il n'y a pas eu de Congrès de la C.G.T. et pourquoi, en raison des élections et de la participation et de des dirigeants de la C.G.T. au gouvernement et de la nécessité de ne créer aucun embarras aux ministres de l'Armement, de la Production industrielle, de l'Economie nationale et du Travail communiste, dont le mot d'ordre sera, demain comme hier: « Produisez toujours davantage, pour préparer l'avènement du communisme en France, afin que nous n'ayons pas trop de difficultés quand nous prendrons définitivement le pouvoir.

Et, naturellement, jusque-là, mettez une sourdine à vos revendications. Contentez-vous de l'os que l'on vous donne et rongez-le jusqu'à la moëlle!

Ne cherchez pas ailleurs les raisons pour lesquelles les syndicats et les syndicats n'ont pas mot à dire.

Elles sont là. Uniquement là.

## Salaire unique et échelle mobile

(Suite de la première page)

destruction de l'ordre établi, l'impulser, c'est saisir l'occasion qui s'offre immédiatement au producteur d'atteindre un objectif accessible qui améliorera sa condition humaine, et de la lui montrer. Cette double activité est constante et parallèle. Que l'une s'efface devant l'autre, ou qu'elle disparaisse, l'efficacité de l'action s'annule.

Si l'on accepte cette explication, on doit guider notre action, non pas en fonction des contingences ou des conjonctures économiques ou politiques, mais d'après ce qui est propre à affaiblir le régime capitaliste, à créer des conditions révolutionnaires.

L'échelle mobile, si on la juge d'après la situation d'ensemble du pays, répond à cette condition. C'est une revendication qui correspond parfaitement aux désirs des travailleurs et à leurs besoins, mais que la bourgeoisie aux prises avec des difficultés de tous ordres n'est pas en mesure de consentir.

On prétend qu'elle n'est que défensive, voire conservatrice, mais c'est raisonné à côté de la question. Obliger le capitalisme, dans une période de pénurie, à accorder des moyens d'achat supérieurs aux possibilités de consommation, c'est l'acculer à une situation tragique.

Ceux qui pensent qu'elle peut, à certains moments, revêtir un caractère conservateur, omettent un des facteurs déterminants de toute amélioration; l'action directe des masses. Une revendication acquise n'a rien d'immuable. Elle reste fixe quand les forces antagonistes en présence s'équilibrent; elle change d'aspect, de substance, dès que l'équilibre est rompu.

Ce qui serait conservateur c'est à mon sens, de voir en l'échelle mobile une panacée à la question des salaires. Car des améliorations substantielles ne proviennent pas uniquement des élévations de salaires nominaux ou réels, mais aussi par la compression des prix.

Nous pouvons influencer les premiers, mais pour ce qui est des seconds, l'armée, jusqu'à maintenant, nous fait défaut.

Il est impossible de résumer dans un seul article l'immense travail accompli par Voline dans sa vie de militant.

Le rôle joué par lui en Russie, particulièrement en Ukraine pendant la Révolution russe, est d'une importance capitale. Lorsque Voline, avec quelques camarades, arrive d'Amérique, par le Japon et la Sibérie, à Pétrograd en pleine révolution, il ne trouve pour ainsi dire aucune propagande organisée par les libertaires.

Au mois d'août 1917, il lance le journal hebdomadaire anarcho-syndicaliste « La Voie du Travail » qui bientôt devient quotidien. Avec le précieux concours de Schapiro et d'autres camarades, le journal mène une propagande active et de grande envergure. J'ai devant moi 60 articles écrits par Voline dans ce quotidien. Ils ont tous, non seulement une valeur historique, mais on peut se former une opinion sur la valeur de la capacité du militant avisé sur toutes les questions sociales, et malgré qu'ils soient écrits depuis 28 ans, devant le chaos politique et économique actuel, ces articles restent d'une actualité brûlante.

Nous pouvons les étudier avec profit et les éditer avec l'assurance qu'ils porteront leurs fruits. En voici, par exemple, un intitulé: « Problèmes constructifs. » (« Goloss Trounda », 2 déc. 1917, n° 21.)

« Enfin le parti politique de gauche a pris le pouvoir, il s'agit du jour fatidique de l'arrivée au pouvoir du parti bolchevick n. du t.) et il est en train de le stabiliser. Le mouvement politique ne peut plus avancer. La Révolution politique est terminée. Les masses laborieuses ont à présent le devoir d'employer tous leurs efforts pour que la révolution ne s'arrête pas. Les travailleurs et les paysans doivent empêcher tout retour en arrière. Les soldats doivent à tout prix aider les travailleurs et les paysans dans cette voie; si non, la révolution sera perdue.

Que doivent faire les travailleurs pour que la révolution progresse vers la révolution sociale? Des problèmes immenses se posent actuellement devant les masses travailleuses des villes et des villages.

Au village est dévolu le rôle de lutter pour l'expropriation de toute la terre, la suppression de la propriété privée, et d'« organiser » la terre sur des bases justes.

Mais exproprier la terre, ce n'est pas encore un travail accompli. Il faut ensuite organiser l'exploitation sur des bases collectives et procurer l'outillage et le bétail indispensables pour son rendement. La terre et les moyens de la production déjà expropriés, les paysans doivent organiser un travail régulier et planifié, aussi sur des bases collectives, en améliorant progressivement les méthodes de travail et de production.

Ensuite, les organisations paysannes doivent organiser d'une manière régulière le problème de la répartition des denrées (céréales, foin, fruits, etc.).

Une partie doit être distribuée pour satisfaire les besoins des consommateurs; une autre — indispensable pour la semence — doit être conservée dans des entrepôts, et l'excédent acheminé là où les produits agricoles font défaut. Ici surgissent immédiatement de nouveaux problèmes: la construction des entrepôts; organisation de la nouvelle répartition; rétablissement des relations actives entre les villages, et les villes et les villages.

Ensuite, surgissent encore d'importants problèmes d'ordre « secondaire »: la réorganisation complète de l'habitation rurale; réforme complète de l'enseignement; relèvement des conditions sanitaires et d'hygiène des villages.

Les problèmes de la ville. — L'économie de la ville, sa vie sont encore plus compliquées, surtout dans les conditions

actuelles. Seule l'action multiple et ordonnée des organisations ouvrières — action décisive dirigée vers des buts précis — peut se montrer à la hauteur de ces problèmes. Ils sont les suivants:

### Organisation du ravitaillement

Partout où des forces suffisantes de soldats et matelots défendent la révolution et soutiennent la cause ouvrière, il faut énergiquement et avec décision que soit étudiée et exécutée la question du ravitaillement. Les denrées principales, pain, sucre, beurre, lait, etc., déposées dans les entreprises commerciales et privées et celles se trouvant dans les magasins et entrepôts doivent passer en possession des organisations sociales.

Quelles sont ces organisations pouvant procéder à la réalisation de ces problèmes? Il sera convenable et plus aisé à confier leur réalisation aux coopératives:

1° parce que le travail sera exécuté par des hommes déjà habitués avec le problème du ravitaillement;

2° les coopératives sauront réaliser la confiscation des denrées et l'organisation des magasins publics dans les quartiers et les rayons sans difficulté ni encombre;

3° la réalisation ordonnée de ces problèmes permettra aux vendeurs et d'autres employés des entreprises commerciales de ne pas rester sans travail, et de reprendre leurs occupations dans les magasins publics des quartiers;

4° une telle réalisation permettra de lier la question du ravitaillement avec celle des logements.

L'action des coopératives des consommateurs d'une rue, d'un quartier, etc., peut être commodément coordonnée avec celle des comités d'habitation (la nécessité de leur liaison est déjà prouvée par la révolution).

A la confiscation des denrées et organisation des entrepôts publics doit être jointe l'organisation des restaurants publics avec des repas chauds et gratuits. Une telle réalisation du problème du ravitaillement pourra immédiatement améliorer la situation de la population. D'autre part, la totalité de ces mesures apportera un coup mortel à la spéculation et la contrebande, contre lesquelles il n'y a pas d'autres moyens de combat.

Il est indispensable que les organisations ouvrières passent immédiatement ces questions à l'ordre du jour dans leurs réunions et les résolvent le plus équitablement possible. Il est également indispensable que la masse vivante qui reste en dehors des organisations insiste pour l'application immédiate de ces propositions dans la vie.

De pair avec l'organisation du ravitaillement, il faut développer un travail énergique pour résoudre le problème des logements. Il est nécessaire d'entreprendre immédiatement l'expropriation ordonnée de tous les propriétaires vivant d'exploitation des locataires. Ensuite, il faut distribuer tous les logements disponibles dans la ville à la population. Mais, tout d'abord, pour la réalisation de ces buts, il faut tracer un plan complet. Notre gouvernement projette un décret timide pour résoudre la misère des logements et il s'est arrêté là. Il ne s'agit pas de modifier les conditions des loyers, mais de supprimer la propriété privée sur les maisons d'habitations.

La distribution des logements doit être résolue sur le plan englobant les besoins de toute la ville. Si le conseil communal unit les organismes des maisons, des quartiers et des rayons, les problèmes mentionnés plus haut seront facilement réalisés.

Remarquons que ces jours-ci à Kronstadt, pour résoudre le problème des logements, on a procédé de cette façon:

Usines et fabriques. — Avec l'organisation du ravitaillement, la liquidation de la pénurie des logements, il est indispensable qu'il soit procédé immédiatement à l'expropriation des usines et des fabriques. Aux organisations ouvrières incombe le rôle d'entrer en possession de ces usines et fabriques et de les mettre en marche. Actuellement, nombreuses

usines et fabriques arrêtent leur travail. Rien n'empêche les travailleurs de continuer eux-mêmes la production.

## LE BEAU DANUBE

Hongrie 16 %, la Yougoslavie 12 %, la Bulgarie 32 %. Les importations représentaient un pourcentage élevé, pour la Bulgarie 45 %. Par ces chiffres, on saisit tout l'intérêt qu'une tierce puissance peut avoir à un contrôle exclusif, comme d'autres à une liberté absolue.

La mesure importante à prendre pour assurer l'existence des travailleurs des villes pour longtemps et garantir ensuite la nouvelle production, consiste à rétablir des relations directes avec les paysans des villages de la région et même du département. Il est indispensable d'organiser immédiatement l'échange direct avec les villages. Au Congrès des travailleurs, il faut préparer un appel aux paysans et l'envoyer dans les villages avec des hommes pour organiser l'échange des produits agricoles avec ceux de la ville. Dans certains endroits, les ouvriers des villes appliquent ces méthodes et les résultats sont remarquables.

La Conférence de Londres s'est terminée par un échec sans précédent. En fait, ce fut moins sur une question de procédure relative à la participation des délégations française et chinoise aux règlements des traités de paix que sur les solutions à apporter aux problèmes balkanique et danubien.

D'ailleurs, le discours prononcé par le président Truman, à l'occasion du *Navy Day*, se situant après l'accord hungaro-soviétique, laisse percer les divergences et les antagonismes profonds qui séparent les Anglo-saxons des Russes. Parmi les 12 points qui formeront les principes de la politique générale des Etats-Unis, pour le respect desquels une armature militaire importante et imposante sera maintenue, le septième revendique la liberté des mers, une égalité de droits pour toutes les nations en ce qui concerne le trafic sur les fleuves frontaliers et ceux traversant un ou plusieurs pays, pose sans ambiguïté une des revendications de l'impérialisme yankee quant au maintien de la paix. Passons sur la croisade qu'il juge opportun d'entreprendre pour la démocratie politique; c'est l'enveloppe de chocolat qui doit faire avaler par ses rivaux et par la classe ouvrière sa pilule amère d'hégémonie économique mondiale.

Nous savons que, dans le passé, les régimes terroristes d'un Tzaroff ou d'un Carol n'ont donné lieu à aucun échange de notes diplomatiques acerbes, que les pendaisons et les meurtres politiques ont laissé les potentats américains aussi indifférents que l'assassinat de Sacco et de Venzetti, que, d'autre part, Franco est toujours en place de par leur volonté.

En vérité, les slogans pour une ère démocratique-pacifiste sont les conséquences des désaccords de Potsdam sur le régime éventuel du Danube, de la mer Noire et des Détroits.

La proposition américaine d'internationalisation des voies navigables ci-dessus devait être examinée par la Conférence des cinq qui lui a réservé le sort que l'on sait.

Le Danube est d'une importance primordiale pour les échanges commerciaux avec l'Europe centrale et orientale. Son parcours navigable est, avec ses ramifications fluviales, de 3.600 kilomètres. La Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie et l'Autriche, en particulier, l'utilisent et ont construit des bateaux leur permettant le transport des marchandises jusqu'en Méditerranée sans avoir à souffrir de transbordements. Le tonnage global des bateaux circulant sur le fleuve et appartenant aux différentes sociétés fluviales était de 1.448.415 tonnes, comprenant 364 bateaux passagers et 1.980 servant au transport des liquides et des marchandises. L'exportation de l'Allemagne vers l'Europe balkanique et la Méditerranée orientale empruntait cette voie et représentait 4 % de son commerce extérieur, l'Autriche 15 %, la Tchécoslovaquie 8 %, la

mensonge et a contribué grandement à l'éducation indispensable des travailleurs pour leur émancipation.

Voline, non seulement fut un militant anarcho-syndicaliste, écrivain, journaliste, orateur, polémiste, mais aussi un poète.

Ses poèmes représentent l'élégance et la finesse de son esprit. La beauté et l'harmonie des formes sont conjuguées avec l'audace de l'imagination.

Voici la traduction libre du dernier couplet de son « Testament » :

*Frères, dans la forêt, sous les pins, le jour de la frondaïson printanière, déterrez mon cœur, emportez sa flamme éternelle à travers le monde et donnez-lui une vie...*

Avec cette flamme d'une fraternité conciente, il a réchauffé le cœur des déshérités pendant toute sa vie tourmentée, infatigablement, avec un optimisme confiant dans notre victoire finale.

Et maintenant, il a laissé à nous, ses frères de combat, de transformer cette flamme apostolique en une réalité féconde...

Depuis 1815, par l'acte de Vienne, jusqu'en 1936, la liberté de navigation fut acquise. En 1921, un statut précisa cette question, signé par les principaux pays intéressés à la fixation de ce régime.

En 1934, le III<sup>e</sup> Reich affirma ses velléités d'hégémonie sur le Danube. Son besoin de devises étrangères, devises qu'il ne pouvait se procurer que par l'exportation, l'amena à agrandir son courant commercial vers le sud-est de l'Europe et à s'assurer d'une voie d'acheminement du pétrole pour la constitution de réserves importantes en fonction des perspectives politiques. La dénonciation du Traité de Versailles, l'Anschluss, lui donna le moyen de modifier à son profit le régime des artères fluviales principales de l'Europe centrale. Non seulement il affirma, dès 1936, son autorité sur le fleuve jusqu'à Bratislava, mais de plus, par la Convention de 1938 avec la Roumanie, il s'assura une liberté totale jusque la mer Noire.

Le Rhin était relié au Danube, par celui-ci à la mer Noire. C'était un succès économique considérable. Pratiquement, c'était l'éviction de l'influence des puissances concurrentes, la voie vers l'expansion économique à leur détriment. D'autant plus facilement que rien ne le pouvait gêner, que rien ne pouvait l'épier, s'étant débarrassé de la Commission internationale qui administrait le Danube, composée de représentants des Etats riverains et de ceux de la France et de l'Angleterre.

Si l'Allemagne s'est servie du Danube pour sa pénétration économique et politique dans l'est de l'Europe, actuellement la Russie tente de réaliser ce même but, par le même moyen, avec l'Occident. Occupant totalement ou partiellement les Etats riverains ou tributaires, exerçant une influence sur les gouvernements de ces derniers, ou les contrôlant, elle possède une position avantageuse à son accomplissement, quelles que soient les réactions étrangères.

Le traité hungaro-soviétique qui met en fait l'économie hongroise en état de sujétion envers la Russie, est une épisode de cette politique.

On pensait, dans le camp adverse, susciter des obstacles sérieux à ce projet de contrôle unilatéral en mettant les mains sur les bateaux danubiens, mais si on a réussi à les mettre à l'abri des tentacules soviétiques en les remontant jusqu'en Autriche, les chantiers hongrois et tchécoslovaques ont été remis au travail sans tarder, déblaient le fleuve de ses décombres, construisent allèges et bateaux, c'est-à-dire que les contre-mesures ont été inefficaces, inutiles et inopérantes. Il ne reste plus aux autres impérialismes qu'à user de menaces et de chantages, en allant du « bloc » à la bombe atomique.

Mais pourquoi les Etats-Unis, qui se tinrent longtemps à l'écart des affaires européennes, enveloppés dans le manteau de l'isolationnisme, n'ayant jamais participé à la confection des traités ou des statuts, pas plus qu'à l'administration du Danube, marquent-ils tant de sollicitudes présentement à ce dernier ?

Tout simplement parce que l'après-guerre pose un problème d'écoulement et de circulation des produits et des marchandises qui les préoccupe au premier chef. Au centre de celui-ci se trouve le pétrole. Ce carburant qui fut et reste la cause de tant de querelles et de bouleversements, pour lequel tant de vies humaines ont été sacrifiées.

La Syrie a été récemment le théâtre d'événements sanglants dont l'enjeu était de prévenir toute agitation et tous mouvements de nature à compromettre l'exploitation des sources pétrolifères. Pour assurer la tranquillité dans le Proche-Orient, l'Angleterre et les Etats-Unis veulent avoir une police et une armée à eux pouvant les contrôler et les faire agir selon les nécessités du mo-

### Transports

Il est urgent que les organisations des cheminots entrent en possession des chemins de fer et organisent les transports.

En conclusion: Aux travailleurs de Pétrograd incombent les tâches suivantes:

- 1<sup>o</sup> Organiser immédiatement un Congrès des travailleurs avec un plus grand nombre de délégués possible pour résoudre les problèmes mentionnés plus haut et d'autres encore.
- 2<sup>o</sup> Agir résolument avec audace et ne pas craindre les erreurs et les échecs, car une situation plus grave que celle actuelle ne peut pas exister et pour son amélioration aussi il n'y a d'autre moyen que celui proposé par nous. Les travailleurs doivent compter uniquement sur eux-mêmes, marcher audacieusement en avant, jusqu'au bout et ne pas s'arrêter devant les obstacles. Ainsi seulement ils peuvent réussir dans la lutte et ne pas permettre à la bourgeoisie de triompher sur les ruines de la révolution!

Malgré la nécessité de continuer la rédaction du journal, Voline s'engage dans les forces des partisans. Au mois d'août 1919, il arrive en Ukraine et avec toute son ardeur se lance dans la révolution. Son but? D'aider au soulèvement des masses paysannes et en même temps d'organiser, avec eux, la nouvelle vie économique et sociale de l'Ukraine — le Socialisme libertaire.

Dans l'« Histoire du mouvement Makhnoviste » d'Archinoff, à l'occasion du premier Congrès régional en Ukraine — octobre 1919 — nous lisons que Voline, « à l'étonnement des délégués paysans, s'est démontré comme un des meilleurs interprètes de leurs pensées et de leurs aspirations. L'idée des Soviets libres fonctionnant en accord avec la volonté de la population; Rétablissement des liens entre les paysans et les travailleurs des villes à la base de l'échange des produits de leur travail; L'idée de l'organisation de leur vie sur les principes du Socialisme libertaire — toutes ces idées développées par Voline dans ses rapports furent aussi les idées vivantes des paysans ».

Un jour, j'ai demandé à Makhno son avis sur l'action développée et le travail accompli par Voline en Ukraine. Il m'a répondu ceci: « Voline a travaillé avec une énergie et un dévouement qui dépassent toute imagination humaine. Il fut l'expression même de l'idéologie anarchiste dans tous ses domaines. »

Arrêté par le gouvernement bolchevik en 1921, Voline et quelques camarades furent expulsés de la Russie pour toujours.

Venu en France, il a continué la lutte. Avec une souplesse d'une pensée profonde et audacieuse, illuminé par sa conscience, il savait très bien que l'ignorance isole l'individu; il savait que lorsque les esprits s'éveillent, les maîtres les étouffent par le mensonge; il savait aussi que la classe ouvrière organisée devra jouer un rôle prépondérant dans la période constructive de la révolution sociale. C'est pour cette raison, sous la corde vibrante de sa parole, qu'il a combattu ardemment, inlassablement l'ignorance et le

ment, prêtes à intervenir le cas échéant contre les perturbateurs éventuels. Comme la France ne présentait pas les garanties suffisantes pour calmer les inquiétudes des banquiers et des Consortium anglo-américains, par une machination où les dollars et les livres sterlings jouèrent un rôle capital, la France fut évincée de sa sphère d'influence au profit des barons du pétrole.

Effectivement, les intérêts anglo-américains sont considérables en Asie mineure, dans le Proche-Orient. Le pétrole iranien est en totalité sous le contrôle anglais, moyennant une pension annuelle de 100 millions de francs à la famille royale. Elle contrôle 50 % du pétrole irakien, 25 % par les Etats-Unis. Ces derniers ont la concession, sans partage, des énormes réserves de l'Arabie Séoudite — n'oublions pas que la délégation séoudite à la Conférence de San Francisco fut subventionnée par la Standard Oil Company — et de Bahrein. Ces intérêts contradictoires, il fallait les discipliner, les harmoniser, faire en sorte qu'ils ne mettent pas en cause leurs existences réciproques. Par un accord signé en septembre de cette année à Londres, une Commission anglo-américaine assurera le développement du commerce international du pétrole et facilitera l'ouverture de négociations sur ce commerce avec tous les gouvernements intéressés à sa production et à sa consommation. Mais à qui vendre ce pétrole, si ce n'est aux pays qui en sont dépourvus, à ceux dont le développement industriel en font des consommateurs? L'Europe centrale et danubienne est indubitablement un des marchés idéaux pour les marchands de pétrole. Pour l'atteindre, faut-il que la liberté du trafic maritime et fluvial, en ce qui concerne le Danube, soit la base de la morale du droit international. Que les Détroits soient fermés, la Mer Noire hermétique et le Danube sans accès, les barils resteront au terminus du pipe-line méditerranéen dont la construction a coûté des milliards aux Compagnies américaines. ce serait une crise de débouchés sans précédent puisque la consommation américaine absorbe difficilement la production du continent. L'internationalisation des voies litigieuses au contraire assurerait une rentabilité des capitaux investis par les Anglais et les Américains dans le Proche et le Moyen-Orient.

Il ne semble pas que les thèses en présence trouvent de sitôt un terrain d'entente. La City et Wall Street, par l'intermédiaire de leur commis, que ce soit Truman ou Attlee, ne dispose plus des moyens de pression économique et financier pour modifier l'orientation des gouvernements balkaniques et danubiens. Ces derniers sont tenus de s'aligner aux prétentions de l'impérialisme russe qui commande et ordonne dans cette région, sans dualité, autocratiquement. Même, si secrètement ils désirent le retour à la liberté des voies navigables, ils ne peuvent le proclamer ou agir en ce sens.

De plus les Russes ne restent pas inactifs en Iran, en Syrie, au Liban et en Palestine. Partout où les autres impérialismes rencontrent des difficultés politiques, par les mouvements d'indépendance nationale ou les masses indigènes s'efforcent de secouer le joug qui les opprime. les Soviets tentent d'y créer un courant de sympathie. Ils y réussissent si bien que la Ligue arabe utilise ce rapprochement pour faire du chantage à Londres et à Washington.

Cette propagande habile qui revêt aussi l'aspect culturel qu'économique renforce énormément leurs exigences d'utilisation des Détroits et de la Mer Noire que par les états riverains. En d'autres termes, pour l'interdiction de ces eaux aux navires anglais et américains.

Depuis la Conférence de Londres, les choses en sont là, malgré les sondages et les négociations poursuivies par les chancelleries. On parle d'une nouvelle Conférence à trois dans un avenir proche. Serait-ce une opération dilatoire ou préparatoire à un règlement de compte, il est difficile de se prononcer. Mais ce qui est certain, d'après plusieurs milieux officiels américains, c'est que de la solution de ce problème dépend la paix ou la guerre.

# Nouvelle lutte politique



Après de savants dosages, découpage de ministères et autres acrobaties politiques, chaque « grand » a eu sa part de gâteau.

Deux forces étaient en présence : Capitalisme, d'un côté; et l'autre: le Communisme. Deux forces d'Etat, chacune espérant un jour grignoter l'autre.

Fort du référendum, De Gaulle a entendu former le gouvernement à sa façon et quoiqu'en disent les composants, ils ont obéi.

Les communistes n'ont pas eu les ministères-clés. Mais, De Gaulle, en homme habile, leur a donné tout le secteur économique. Fini donc les grandes revendications, pas de grèves qui pourraient gêner l'action gouvernementale. Evidemment il est toujours facile de se retirer et se réfugier dans l'opposition. Mais cela devient quasi impossible après les déclarations faites par les communistes sur la Renaissance Française.

Sur le plan économique une autre question se pose. Pour que la production fonctionne à plein, il faut que les industries possèdent la matière première. Mais les capitalistes, possesseurs de ces matières premières, sachant que la poussée politique serait à gauche, ont pri ses positions de combat — nationalement et internationalement.

Nous sommes tributaires pour une grosse part de l'Amérique qui est devenue le plus grand fief capitaliste. Le conflit des grèves de la General Motors est une preuve de leur intransigeance. et ce n'est pas cette clique de milliardaire, qui nous aidera, sans avoir exigé d'avance des avantages économiques et politiques et que le peuple fera les frais.

La gauche et l'extrême-gauche ne pourront agir efficacement sur la politique extérieure étant déjà divisées entre eux. Malgré les belles déclarations du gouvernement, on sait très bien que la politique sera axée vers le bloc occidental, représentant le capitalisme privé en face de celui d'Etat. La situation internationale est très grave. L'Iran, la Palestine, l'Indochine, l'Indonésie et avant peu l'Inde, sont des foyers importants de profonds mécontentements populaires. Le plus dangereux c'est le conflit chinois où l'U.R.S.S. et l'Amérique s'opposent avec la chair de ce peuple, qui se bat depuis de nombreuses années.

En Europe des conflits latents ne terderont pas à éclater, par ces fameuses zones d'influences soviétique et anglo-saxonne; l'Italie, particulièrement est à la veille d'un mouvement révolutionnaire; les fascistes relèvent la tête dans certaines régions...

La France, sous la poussée des trois « grands » partis au pouvoir, aura un budget formidable de l'armement pour la « défense nationale »! Il est temps d'alerter le peuple contre ces monstrueux préparatifs de guerre, et imposer à ses fameux socialistes et communistes — les néo-patriotes déchaînés — la suppression du budget de l'armement et les préparatifs de guerre!

Quand aux nationalisations, on peut être sûr qu'elles ne gêneront peu le capitalisme qui se répartira dans de multiples entreprises qui ne seront pas touchées par la loi. Quand aux autres, de larges indemnités compenseront les pertes subies avec ressort sur les descendants. On connaît la manière de faire avorter les décisions prises en les novant sous des formes juridiques qui s'appellent « Lois ».

Ah! le grand mot « Démocratie »... Il nous inspire du dégoût!

C'est du maquignonnage enveloppé dans des formules creuses et vides.

La classe ouvrière doit comprendre qu'elle est une fois de plus la dupe des partis politiques.

Partie en rangs serrés aux urnes, partira-t-elle de la même façon vers la sauvegarde de sa liberté et de son existence.

C'est à nous de lui montrer la voie à suivre, l'action à entreprendre.

Les partis politiques sont impuissants par leur nature et leur principe d'autorité de résoudre les questions économiques et sociales.

De même que la C. G. T. ayant partie liée avec le gouvernement, sans aucun programme de transformation sociale, dominée complètement par le parti communiste est incapable de diriger une action quelconque en faveur des travailleurs de ce pays.

Le syndicalisme apolitique et antiautoritaire, seulement, peut entreprendre une action énergique contre les trusts et contre la guerre et pourra résoudre toutes les questions économiques et sociales en faveur du peuple. Les Syndicats ouvriers et la Révolution-

## Service de librairie de l'« A. S. »

- Sociale (P. Besnard) .....Fr. 30
  - Le Monde Nouveau (P. Besnard) (épuis.)
  - L'Ethique du Syndicalisme (P. Besnard) 20
  - Dans la Tourmente (livre sur l'Espagne) 30
  - La Véritable Résolution Sociale (S. Faure, Voline, Barbedette, V. Méric).... 25
  - Le Cycle Eternel (Barbedette)..... 15
  - Ciel plein d'étoiles (Barbedette)..... 15
  - Comprendre (Barbedette) ..... 15
- Pour envoi franco, joindre 3 fr. 50

### BROCHURES

- La C.N.T. parle au Monde (documentaire contenant des discours de divers militants de la C.N.T.) ..... 5
  - Les buts et l'organisation du Syndicalisme révolutionnaire (contenant buts et principes de l'A.I.T., les statuts de la C.G.T.S.R., les statuts types de syndicat, conseils utiles, etc...)..... 5
  - Pour envoi franco, joindre 2 fr.
  - Propos d'un Educateur (Sébastien Faure) ..... 5
  - Pour la justice économique (Barbedette) 5
  - La fin de la guerre (Ernestan)..... 5
  - Deux martyrs: Sacco et Vanzetti (Sébastien Faure) ..... 5
  - La Politique et les Politiciens (E. Rothén)..... 10
  - Mourir pour la Patrie (Ch. Boursinot) 10
  - Qu'est-ce que le prolétariat (Lashortes) 5
  - Les anarchistes (Sébastien Faure).... 5
- Pour envoi franco, joindre 1 fr. 20.

- Anarcho-Syndicalisme et Syndicalisme (Rapport de Pierre Besnard au Congrès anarchiste international de 1937) 2
- Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire (P. Lapeyre) ..... 1
- En se promenant (Editions C.G.T.S.R.) . 1
- Pour envoi franco, joindre 0 fr. 80.
- Pour tout envoi recommandé, joindre 4 fr. supplémentaires.

## ABONNEMENTS

- Abonnements ordinaires. .... 45 fr.
- Abonnements de soutien ..... 100 fr.
- Pour tout envoi de fonds:  
C. C. 5046-35 Paris  
R. DOUSSOT, 9, avenue de la  
Porte-Clignancourt. Paris (18°)



Imprimerie Spéciale  
de « l'Action Syndicaliste »